

Master Politique des Bibliothèques
et de la Documentation

L'histoire de l'immigration dans les institutions culturelles et patrimoniales, une ouverture sur de nouvelles pratiques ?

Léonore ROSKAMS

Sous la direction de **Xavier de la Selle**
Directeur du RIZE

Remerciements

Je remercie très chaleureusement Xavier De La Selle, directeur de ce mémoire, pour ses conseils avisés, pour son soutien, et pour avoir partagé des questionnements riches, dépassant le cadre de l'immigration, ainsi que l'expérience du Rize dans son originalité et son inventivité.

Je tiens également à remercier les personnes qui m'ont accordé des entretiens, un peu de temps : Mourad Laangry, responsable de l'action culturelle aux AML et Jean-Barthelemy Debost, responsable du réseau de la CNHI. Leur expériences, leurs interrogations et leur prise avec le terrain ont nourri ma réflexion. Je remercie également les personnes de RESF que j'ai pu rencontrer, ainsi qu'Annie Bronner, ancienne Défenseur des droits à Villeurbanne, pour leur retour précieux sur les implications de l'engagement et pour la documentation qu'elles m'ont transmise.

Un grand merci enfin, à mes parents, pour leur relecture, la solidité de leur soutien, à M. D. pour ses encouragements et pour ses retours, à S. et P. B. pour leur compréhension et leur écoute, à E. D. et T. G pour me faire toujours rire. Merci à L. C. pour son attention et sa patience plus que précieuses.

En dernier lieu, je remercie ma mère, pour m'avoir fait tomber dans la potion magique.

Résumé :

Le patrimoine de l'immigration est de plus en plus valorisé dans les services d'archives, les bibliothèques et les musées. Développé par l'émergence de l'histoire de l'immigration comme discipline universitaire et de la notion de mémoire collective, il repose les enjeux auxquels se confrontent ces institutions culturelles avec leurs spécificités. Ils touchent à l'attention portée au territoire et à la population desservie, à la collecte du patrimoine, à la patrimonialisation, mais aussi à des questions de participation et de démocratie qui leur demandent de réaffirmer leur rôle politique, de traverser et relier cultures et frontières professionnelles.

Descripteurs :

Patrimoine

Immigration – France

Politique culturelle – France

Intégration – France

Action culturelle

Communication interculturelle

Abstract :

The heritage of immigration is increasingly highlighted in the French cultural institutions (archives, libraries and museums). It built up when immigration history and collective memory found their ways to universities. Today, it questions the issues these different cultural institutions are confronted with. They concern their vision on the area and the community they serve, how this heritage is collected in its variety and how heritage is created. This impacts their work in terms of participation and democracy towards their public, and requires that they confirm the necessity of their political role and of crossing and linking cultural and professional boundaries.

Keywords :

Heritage

Immigration – France

Cultural policy – France

Integration – France

Cultural action

Intercultural communication

Droits d'auteurs



Cette création est mise à disposition selon le Contrat :

Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modification 2.0 France

disponible en ligne <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/fr/> ou par courrier postal à Creative Commons, 171 Second Street, Suite 300, San Francisco, California 94105, USA.

Sommaire

SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	7
INTRODUCTION.....	10
I - ÉTAT DES LIEUX.....	14
1.1 - Émergence de l'histoire de l'immigration comme discipline : contexte, outils, difficultés.....	14
1.1.1 - <i>Le contexte historique de l'émergence.....</i>	<i>14</i>
1.1.2 - <i>Nouveaux outils et perspectives dans la discipline historique.....</i>	<i>15</i>
1.1.3 - <i>Contre l'histoire officielle : les minorités existent.....</i>	<i>17</i>
1.2 - Mémoires et mémoire collective : de la légitimité mémorielle.....	18
1.2.1 - <i>Définir la mémoire collective.....</i>	<i>18</i>
1.2.2 - <i>Des mémoires individuelles à la mémoire collective.....</i>	<i>20</i>
1.2.3 - <i>Usages de la mémoire, légitimités des mémoires.....</i>	<i>22</i>
1.3 - Une prise en compte patrimoniale et culturelle	25
1.3.1 - <i>Reconnaissance et affirmation culturelles.....</i>	<i>25</i>
1.3.2 - <i>Interrogations sur le Musée national de l'histoire de l'immigration. .</i>	<i>26</i>
1.3.3 - <i>Les collections du MNHI.....</i>	<i>28</i>
II - UN PATRIMOINE COMMUN À CONSTRUIRE ?.....	31
2.1 - À propos des sources.....	31
2.1.1 - <i>Le patrimoine de l'immigration : de qui, de quoi ? Pour qui, pour quoi ?.....</i>	<i>31</i>
2.1.2 - <i>La domination des archives administratives.....</i>	<i>37</i>
2.1.3 - <i>Un caractère à rendre visible ?.....</i>	<i>38</i>
2.1.4 - <i>Du juridique et de l'oubli.....</i>	<i>39</i>
2.2 - Une collecte difficile.....	41
2.2.1 - <i>Les archives : jamais une priorité.....</i>	<i>41</i>
2.2.2 - <i>Collecter et sensibiliser.....</i>	<i>43</i>
2.2.3 - <i>Cultures et patrimoines.....</i>	<i>46</i>
2.3 – Valoriser, communiquer, collecter.....	48
2.3.1 - <i>Faire voir.....</i>	<i>48</i>
2.3.2 - <i>Donner accès.....</i>	<i>49</i>
2.3.3 - <i>Valoriser pour collecter.....</i>	<i>49</i>
III - CE QUE LA VALORISATION DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION ENTRAÎNE POUR LES INSTITUTIONS CULTURELLES PUBLIQUES.....	54
3.1 – Inscription locale, inscription globale.....	54
3.1.1 - <i>L'attention à la population locale.....</i>	<i>54</i>
3.1.2 - <i>Histoire locale, histoire globale.....</i>	<i>55</i>
3.1.3 - <i>Les rapports avec les collectivités.....</i>	<i>56</i>
3.2 – Partenariats : mutualiser, communiquer, s'ancrer.....	58
3.2.1 - <i>Entre complémentarité et concurrence.....</i>	<i>58</i>
3.2.3 - <i>Variété d'actions, variété d'effets.....</i>	<i>62</i>
3.3 – Un renouveau des missions ?.....	64
3.3.1 - <i>Réaffirmer la centralité des droits de l'Homme.....</i>	<i>64</i>
3.3.2 - <i>Des lieux démocratiques : échanges et participation.....</i>	<i>67</i>
3.3.3 - <i>Un horizon encore limité.....</i>	<i>71</i>
3.3.4 - <i>L'interculturel : récit commun et perspectives d'avenir ?.....</i>	<i>72</i>
CONCLUSION.....	77

BIBLIOGRAPHIE.....	79
ANNEXES.....	89
Annexe 1: Guide du détenteur d'archives de l'immigration en Rhône-Alpes.	
.....	89
Annexe 2 :Transcription d'une sélection de commentaires issus de Livres	
d'or.....	90

Sigles et abréviations

AAF : Association des Archivistes Français.

ADATE : Association Dauphinoise Accueil Travailleurs Étrangers.

AML : Archives Municipales de Lyon.

ARALIS : Association Rhône-Alpes pour le Logement et l'Insertion Sociale.

BBF : Bulletin des Bibliothèques de France.

BML : Bibliothèque Municipale de Lyon.

BPI : Bibliothèque Publique d'Information

CHRD : Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation.

CMTRA : Centre des Musiques Traditionnelles Rhône-Alpes.

CNHI : Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration.

GIS : Groupement d'Intérêt Scientifique.

ICA : International Council of Archives/Conseil International des Archives.

ICOM : International Council of Museums/Conseil International des Musées.

IPAPIC : Institutions Patrimoniales et Pratiques Interculturelles.

IFLA : International Federation of Library Associations.

GISTI : Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés.

MNHI : Musée National de l'Histoire de l'Immigration.

OFII : Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

OFPRA : Office de Protection des Réfugiés et Apatrides.

ONI : Office National de l'Immigration.

RESF : Réseau Éducation Sans Frontières.

RAHMI : Réseau Aquitain pour l'Histoire et la Mémoire de l'Immigration.

UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

INTRODUCTION

Au mois de juillet 2014, *Libération* publie un article intitulé : « Récits de vie dans un box de l'OFPRA. ».¹ Les candidats à l'asile doivent, pour voir leur demande acceptée, passer un entretien, au cours duquel ils racontent leur parcours jusqu'en France. À l'heure de la réforme de cet organisme d'état, la question de l'intégration des migrants au sein de la société demeure ouverte. En 2012, l'OFPRA a ouvert ses archives. Un comité a été créé pour l'accompagner dans cette démarche et des journées d'études ont été organisées avec la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration.² De nouvelles sources s'offrent aux chercheurs et de nouveaux enjeux aux archives, bibliothèques et musées de société, par la sensibilité du sujet, discuté et effacé dans notre société contemporaine par les discours identitaires.

Les migrants passent par tout un parcours, géographique mais aussi social et humain. Il sera ici préféré le terme de migrant, par son acception large, sans pour autant négliger des termes plus précis.³ Le migrant, personne étrangère arrivée dans un pays d'accueil et non naturalisée, est aussi celle qui se déplace d'une culture à une autre, qui va et vient entre le pays d'origine et le pays d'accueil. Aujourd'hui, l'histoire de l'immigration a atteint le statut de discipline universitaire, et c'est celle de l'immigration en tant que processus dans les sociétés qu'il faut considérer.⁴ Le paradoxe de l'histoire contemporaine est ici palpable : comment écrire – et partager – une histoire qui traite d'événements révolus et qui dans le même mouvement, est *en train* de se faire ? Car l'histoire de l'immigration ne s'arrête ni à l'arrivée, ni à l'intégration du migrant, et marque la société d'accueil de ce dernier, dans sa mémoire, son présent, son avenir, et donc son patrimoine.

Si jusque dans les années 1970, le patrimoine a qualifié des éléments matériels qui ont traversé le temps avec stabilité et solidité, il est à présent : « la totalité des traces du passé en tant que passé ».⁵ À ce titre, la distinction entre patrimoine matériel et immatériel s'est estompée. Il est aujourd'hui défini dans la Convention cadre de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, signée à Faro en 2005 :

le patrimoine culturel constitue un ensemble de ressources héritées du passé que des personnes considèrent, par-delà le régime de propriété des biens, comme un reflet et une expression de leurs valeurs, croyances, savoirs et traditions en continuelle évolution. Cela inclut tous les aspects de l'environnement résultant de l'interaction dans le temps entre les personnes et les lieux.⁶

Le patrimoine est constitutif de l'identité du groupe et marque l'unité du groupe dans son environnement à travers le temps.

Ces changements modifient le rapport au passé et à l'histoire, et donc au statut de la mémoire. Elle devient un enjeu politique dans l'écriture de l'histoire

¹Tassel, Fabrice, « Récits de vie dans un box de l'OFPRA », *Libération*, Paris :23 Juillet 2014, p. 14. OFPRA : Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides.

²OFPRA, 90 ans d'archives de l'asile s'ouvrent à la recherche 1924-2014, Ofpra, 2014, 8.p. [en ligne], <http://www.ofpra.gouv.fr/documents/Brochure_MHEA_04_web.pdf>, (Consulté le 10/08/2014)

³ Ce choix se fait aussi pour éviter des dénominations stigmatisantes.

⁴ Et non « l'histoire des immigrés »

⁵NORA, Pierre, *Présent, nation, mémoire*, Paris : Gallimard, 2011, 420 p., (Bibliothèque des Histoires), ISBN : 978-2070135479, p. 99.

⁶<http://conventions.coe.int/treaty/fr/treaties/html/199.htm> consulté le 13/07/2014

collective d'une nation ou d'un groupe – certains événements, périodes, sont choisis, mis en avant et d'autres effacés – dans la définition d'une identité parfois porteuse de préjugés, non sans risque pour la cohésion d'une société. Sa prise en compte a renouvelé l'intérêt porté aux archives, et aux institutions culturelles et patrimoniales qui en ont la charge, « jadis réduites au marginal et cantonnées à l'utilitaire, sont à présent centrales au fonctionnement de la société. »⁷ Les archives ont principalement conservées dans les services d'archives nationaux, départementaux ou municipaux dotés des moyens adaptés.

Parmi les services de l'État et des collectivités, les musées, mais aussi les bibliothèques ont aussi en charge des actions de conservation, de communication et de valorisation du patrimoine. Toutefois, leurs missions se recoupent avec quelques différences. La Charte des bibliothèques le souligne: « Pour exercer les droits à la formation permanente, à l'information et à la culture reconnus par la Constitution, tout citoyen doit pouvoir, tout au long de sa vie, accéder librement aux livres et aux autres sources documentaires. »⁸ L'article 3 révèle les conséquences de ces droits par l'inscription des bibliothèques au sein de l'idéal républicain tributaire de l'esprit des Lumières, et l'ambition des bibliothèques de toucher le plus largement possible la population : « La bibliothèque est un service public nécessaire à l'exercice de la démocratie. Elle doit assurer l'égalité d'accès à la lecture et aux sources documentaires pour permettre l'indépendance intellectuelle de chaque individu et contribuer au progrès de la société. »⁹ La mission de diffusion et de valorisation du patrimoine est aussi intégrée dans le Manifeste de l'IFLA et de l'Unesco pour la bibliothèque publique de 1994 : « Elle doit être à la fois reflet des tendances du moment et de l'évolution de la société, et mémoire de l'entreprise et de l'imagination humaines. »¹⁰ Au delà de la conservation, il s'agit donc bien de transmettre et de mettre en avant le patrimoine.

Des notions semblables sont présentes dans les Statuts du Conseil International des Archives, dont le préambule témoigne de l'importance des archives pour l'humanité:

Les archives constituent la mémoire des nations et des sociétés ; elles fondent leur identité et sont un élément clé de la société de l'information. En témoignant des activités menées et des décisions prises, elles assurent à la fois la continuité des organismes et la justification de leurs droits, ainsi que de ceux des individus et des États. Parce qu'elles garantissent l'accès des citoyens à l'information administrative et le droit des peuples à connaître leur histoire, les archives sont essentielles à l'exercice de la démocratie, à la responsabilisation des pouvoirs publics et à la bonne gouvernance. ¹¹

⁷NORA, Pierre, *Présent, nation, mémoire*, Paris : Gallimard, 2011, 420 p., (Bibliothèque des Histoires), ISBN : 978-2070135479, p. 109

⁸CONSEIL SUPÉRIEUR DES BIBLIOTHÈQUES, Charte des bibliothèques : « Extrait du Rapport du président pour l'année 1991 », [en ligne], [Paris] : l'Association du Conseil supérieur des bibliothèques, 1991, 6 p. Disponible sur < <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/1096-charte-des-bibliotheques.pdf> >, (Consulté le 19/07/2014).

⁹*Ibid.*

¹⁰UNESCO, *Manifeste de l'UNESCO sur la bibliothèque publique*, [en ligne], UNESCO/Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques IFLA, 2000, 3 p., Disponible sur <http://www.unesco.org/webworld/libraries/manifestos/libraman_fr.html >, (Consulté le 19/07/2014).

¹¹ICA, *Statuts tels qu'approuvés par l'AGM 2012, Brisbane 24/08/2012*, [en ligne], Paris : Conseil international des Archives ICA, décembre 2012, 15 p., Disponible sur < <http://www.ica.org/download.php?id=2676> >, (Consulté le 26/07/2014).

Le rôle des archives pour la défense des droits de l'homme, tout comme leur importance dans l'avancée des connaissances sont rappelés dans les buts du Conseil International des Archives : « faciliter l'interprétation et l'utilisation des archives en faisant connaître plus largement leur contenu et en encourageant leur utilisation dans le cadre des lois en vigueur. »¹² En France, les services d'archives sont un service culturel, scientifique mais aussi administratif.

Conservation, documentation, approfondissement des connaissances dans l'intérêt de tous se retrouvent aussi dans le Code de déontologie du Conseil international des musées :

1. Les musées assurent la protection, la documentation et la promotion du patrimoine naturel et culturel de l'humanité.
2. Les musées qui détiennent les collections les conservent dans l'intérêt de la société et de son développement.
3. Les musées détiennent des témoignages de premier ordre pour constituer et approfondir les connaissances.
4. Les musées contribuent à la connaissance, à la compréhension et à la gestion du patrimoine naturel et culturel.
- (...)
6. Les musées travaillent en étroite coopération avec les communautés d'où proviennent les collections, ainsi qu'avec les communautés qu'ils servent.¹³

Rendre accessible et transmettre la culture, le savoir et donc le patrimoine à l'ensemble de la société requiert de le valoriser et de mettre en place une médiation. La mise en valeur du patrimoine de l'immigration implique un dialogue interculturel. Celui-ci apparaît aujourd'hui comme un outil précieux en se situant « entre » deux cultures, deux récits. La mixité inhérente à la culture est prise en compte à travers ses évolutions : celles de l'histoire, celles de la population qui l'habite ou l'a habitée et en a marqué le territoire. Cette notion d'interculturalité concerne aussi les institutions patrimoniales. Ces problématiques sont abordées notamment par le Groupement d'Intérêt Scientifique Institutions Patrimoniales et Pratiques Interculturelles, réseau d'institutions, de chercheurs et d'associations.¹⁴ Il développe une réflexion critique, des échanges d'expériences sur les pratiques de ces institutions, dans leur confrontation au contemporain, liée à la reconnaissance de la diversité culturelle, mais aussi à l'élargissement du patrimoine. Il touche ainsi à des questions politiques et mémorielles.

Le travail mené ici vise à faire un état des lieux de la place de l'histoire de l'immigration en France au sein des institutions culturelles et patrimoniales. Mais comment écrire cette histoire ? Quelles sources sont disponibles ? Dans ce contexte, cette réflexion se tourne vers les associations accueillant les migrants, et productrices de documents. Il ne s'agit pas uniquement de la collecte, et de la conservation des documents, mais de leur transmission en tant que sources de connaissance allant dans le sens de l'égalité entre les citoyens. De fait, la mémoire de l'immigration amène de nouvelles exigences pour les institutions culturelles et patrimoniales. En somme, pourquoi, comment et avec quels effets sur leurs missions, ces institutions valorisent-elles le patrimoine de l'immigration ?

¹²Article 3 des *Statuts de l'ICA*, *Ibid.*, Dans la *Déclaration universelle sur les archives*, l'ICA et l'UNESCO s'engagent à ce que « les archives soient utilisées afin de contribuer à la promotion de citoyens responsables » <http://www.ica.org/13344/la-dclaration-universelle-des-archives/la-dclaration-universelle-des-archives.html>

¹³ICOM, *Code de déontologie de l'ICOM pour les musées*, Paris : Unesco-Icom, janvier 2006, [en ligne] <http://archives.icom.museum/ethics_fr.html>, (Consulté le 26/07/2014)

¹⁴<http://www.ipapic.eu/presentation/> consulté le 2 août 2013.

Tout en se plaçant dans un contexte national, en s'intéressant au Musée National de l'Histoire de l'Immigration, c'est le travail mené dans l'agglomération lyonnaise, dont il sera surtout question ici. Elle a reçu depuis longtemps des migrants, dans un tissu associatif dense. Pour mener ce travail, des associations et des institutions ont été contactées. Des entretiens ont eu lieu. Peu de réponses sont parvenues de la part des associations, ce qui est révélateur de leurs priorités.

Les questions de mémoire, entre individu et collectif, sont venues remettre en cause la domination de la mémoire collective nationale sur les mémoires des minorités, notamment ouvrières et immigrées. Ces différents éléments ont permis de considérer le patrimoine et la culture de l'immigration, jusqu'à leur consacrer un lieu, le MNHI.

Qu'est ce que le patrimoine de l'immigration, qui peut le constituer et qui a la légitimité de le valider et comment ? Et qu'est ce que ce patrimoine interroge dans la notion de patrimoine ? Cet héritage, toujours en construction, constitue un patrimoine commun à la société française, mais la situation propre aux migrations n'est pas propice à l'archivage et à la conservation. Cette caractéristique sociale et historique n'est que peu visible dans les descriptions des documents ce qui pose souci pour leur accessibilité en tant que sources pour l'histoire. L'évolution rapide du monde fait disparaître des traces de cette histoire et le manque d'intérêt pour leur sauvegarde parmi les acteurs de l'immigration n'est pas sans risques. Le rôle de médiation des institutions culturelles place l'archive dans son contexte et la communique. Cette mise en avant permet au public de prendre conscience de l'importance des documents, et l'incite ainsi à verser ses archives aux services publics.

Pour sensibiliser le public, il est indispensable d'être attentif au territoire. C'est la population locale qui est concernée, mais la valorisation doit faire le lien avec l'histoire globale de la société : entre ici et là-bas, aujourd'hui et hier. Pour mener à bien le service public, les institutions développent des partenariats avec d'autres structures publiques et des associations. Les actions de valorisation menées en partenariat ont des effets positifs pour les politiques des structures : elles permettent de communiquer, d'asseoir leur position et leur rôle au sein du paysage culturel local. Au delà, mettre en avant le patrimoine de l'immigration permet de réaffirmer et de renouveler les missions républicaines des institutions culturelles. Archives, bibliothèques et musées participent à l'écriture d'un récit commun prenant en compte les différences pour ce qu'elles sont : sources de tensions mais aussi de richesses.

I - ÉTAT DES LIEUX

1.1 - ÉMERGENCE DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION COMME DISCIPLINE : CONTEXTE, OUTILS, DIFFICULTÉS

L'histoire de l'immigration se développe au tournant des années 1980-1990. Auparavant, l'immigration est étudiée en droit et en démographie.¹⁵ Suite à la Seconde Guerre Mondiale, de nombreux migrants arrivent en France : Italiens, Espagnols, Portugais, Maghrébins. Ce sont les grandes « vagues » de l'immigration, même si ces populations sont déjà présentes sur le territoire. Des recherches en sociologie sont lancées pour résoudre les problèmes sociaux qu'elles rencontrent, notamment les conditions de vie dans les bidonvilles.¹⁶

1.1.1 - Le contexte historique de l'émergence

Jusque dans les années 1970, l'immigration n'est pas considérée comme digne d'intérêt politique, malgré la contribution des immigrants au développement du pays. Cette population est marginalisée : « La méconnaissance systématique de l'immigration et des mécanismes d'intégration a été dans ce cas, l'un des moyens permettant d'entretenir l'unité nationale. »¹⁷

Dans les années 1980, l'histoire de l'immigration devient un objet d'étude scientifique et s'affirme dans les années 1990. Le bicentenaire de la Révolution joue un rôle dans le processus en rappelant les idées des Lumières.¹⁸ La réflexion sur l'immigration est auparavant limitée à de petits groupes, plutôt militants. Après la Seconde Guerre mondiale, des associations religieuses se lancent dans une démarche mêlant réflexion et action sociale. Souhaitant agir pour les populations de migrants paupérisés et exclus, ils veulent connaître en amont leur « réalité sociale. »¹⁹ Après 1968, des militants d'extrême-gauche s'intéressent à l'immigration, notamment à ce qu'elle révèle des rapports avec les anciennes colonies.²⁰

Gérard Noiriel, auteur d'une des premières monographies généralistes sur le sujet en 1988 avec *Le Creuset français*, présente le développement de ce champ disciplinaire « autonome » comme « une réaction chez les historiens » face au discours nationaliste du Front National.²¹ Face à lui, apparaît un manque. S'il y a un intérêt pour les migrations en histoire, l'immigration n'avait pas été étudiée. Le discours nationaliste s'appuie sur une mémoire mythifiée, qui déclare l'impossibilité d'intégrer les migrants à cause de la différence culturelle. C'est l'origine ethnique en tant que fondement de l'identité qui est posée comme déterminante ici. Or, les historiens sont des citoyens et certains ayant fait

¹⁵NOIRIEL, Gérard, « L'immigration en France, une histoire en friche », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 1986, 41^e année, n° 4, [en ligne] <<http://www.youscribe.com/catalogue/presse-et-revues/savoirs/sciences-humaines-et-sociales/l-immigration-en-france-une-histoire-en-friche-article-n-4-vol-1056799>> (Consulté le 27/06/2014).

¹⁶REA, Andrea, TRIPIER, Maryse, *Sociologie de l'immigration*, Paris : La Découverte, 2008, 120 p., (Repères), ISBN : 978-2707154736 p. 22.

¹⁷*Ibid.* p. 19.

¹⁸NOIRIEL, Gérard, L'immigration en France,... *Op. cit.*

¹⁹NOIRIEL, Gérard, « Histoire de l'immigration en France : État des lieux, perspectives d'avenir », *Hommes et migrations*, Mai-juin 2005, n° 1255, [en ligne] <http://www.hommes-et-migrations.fr/docannexe/file/1254/dossier_1255_38_48.pdf>, (Consulté le 27/07/2014).

²⁰*Ibid.*

²¹*Ibid.*

l'expérience de la xénophobie auparavant, se sont impliqués.²² L'histoire de l'immigration émerge comme moyen d'étudier les usages du passé et de changer la vision que les individus et les groupes sociaux ont de leur histoire.²³ C'est pour comprendre le passé, non l'interpréter à l'aune de la société actuelle et « dépasser les jugements de valeur, dont les historiens ne sont pas exempts, sur "l'assimilation réussie" des précédentes vagues migratoires. »²⁴ L'histoire de l'immigration peine énormément à garder une distance avec le débat politique et l'actualité.

L'histoire de l'immigration est devenue un champ disciplinaire grâce aux efforts pour inventorier et préserver ses sources, anciennes et contemporaines – avec des enjeux qui la dépassent. Car quel patrimoine contemporain, voire même actuel, en constitue les sources ? Quelles sont-elles ? Ici se retrouve à nouveau une notion de hiérarchie, où l'aujourd'hui est dédaigné face au passé monumental.

L'histoire se tourne de plus en plus vers le contemporain, cherchant à répondre aux demandes des collectivités et des différents groupes de la société civile. Pour Pierre Nora, le passage se fait entre une « histoire-récit » et une « histoire-problème » dont la temporalité n'est plus linéaire, concentrée sur l'époque moderne et sur les phénomènes sociaux et collectifs : « C'est notre présent tout entier qui cherche sa propre conscience de lui-même. »²⁵

1.1.2 - Nouveaux outils et perspectives dans la discipline historique

L'approche de l'immigration en histoire est liée au développement de nouvelles disciplines universitaires. Leurs outils consolident son cadre théorique. L'étude des mécanismes de domination en sciences sociales montre que les migrants sont utilisés comme main d'œuvre, comme une variable d'ajustement facile à encadrer parce qu'étrangère, isolée et dépourvue de pouvoir. L'histoire de l'immigration naît de l'histoire sociale et de l'histoire politique.²⁶

Cette histoire est « totale », au sens où elle s'intéresse au quotidien de la population, l'explique par tous ses aspects : démographiques, politiques, économiques, culturels, sociaux, administratifs, juridiques, etc.²⁷ Ces approches démontrent le besoin de transdisciplinarité.²⁸ Il est cependant nécessaire pour les historiens de souligner la particularité de leur démarche.

Les immigrés sont isolés, leur culture invisible sauf dans les lieux qui leur sont réservés. Ils vivent dans certains quartiers où leur culture peut s'exprimer comme la Guillotière à Lyon ou le quartier Très-Cloître à Grenoble, ou ils sont rejetés en périphérie dans des bidonvilles comme le Chaâba ou plus tard, dans les grands ensembles (Gerland, Minguettes). Ces concentrations donnent lieu à des études monographiques tandis que des problématiques générales sont étudiées au niveau national.²⁹ Une approche comparatiste se développe. Enfin, la micro-

²²Le « problème » de l'immigration a aussi eu un écho positif chez certains historiens. NOIRIEL, Gérard, « Histoire de l'immigration en France... », *Op. cit.*

²³FRIGOLI, Gilles, « La mémoire de l'immigration comme politique sociale ? », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 2010, n°41-1, [en ligne] <<http://rsa.revues.org/195>>, (Consulté le 19/07/2014)

²⁴NOIRIEL, Gérard, L'immigration en France, ... », *Op. cit.*

²⁵ Il y a eu une « accélération de l'histoire », basculant de plus en plus rapidement le présent vers le passé. NORA, Pierre, *Présent, nation, mémoire*, *Op. cit.* pp. 303-304, p. 167.

²⁶NOIRIEL, Gérard, « Histoire de l'immigration en France ... », *Op. cit.*

²⁷Cette évolution est liée au développement des *Cultural Studies*. VIET, Vincent, « Musée et histoire de l'immigration, un enjeu pour toutes les nations », *Hommes et migrations*, Mai-juin 2005, n° 1255, [en ligne] <http://www.hommes-et-migrations.fr/docannexe/file/1258/dossier_1255_72_78.pdf> (Consulté le 27/07/2014).

²⁸Echanges d'outils tels que les enquêtes sociologiques par exemple.

²⁹NOIRIEL, Gérard, « Histoire de l'immigration en France... », *Op. cit.*

histoire est utilisée, se spécialisant sur des parcours d'individus ou de petits groupes, sur leur adaptation.

Les études post-coloniales soulignent les liens entre les colonisateurs et les anciennes colonies : envoi de main d'œuvre immigrée et continuité de la domination et de la marginalisation dans les pays d'accueil. Elles dénoncent l'ethnocentrisme de la production culturelle « occidentale » et la construction d'un « Orient » fantasmé, imaginaire.³⁰ Cet ethnocentrisme est un instrument de domination entre culture légitime et illégitime. Il produit une différence de dignité culturelle qui justifie la discrimination, car la culture considérée a alors une valeur moindre.³¹ L'étranger est construit comme figure de l'altérité. Leurs recherches constatent que les minorités d'origine étrangères sont considérées comme des colonies intérieures, dépourvues de pouvoir et de légitimité. La réalité et la mémoire de l'immigration en sont marquées.³²

Cette critique de l'ethnocentrisme est celle d'un universalisme abstrait, ne tenant pas compte des différences culturelles et cachant des normes. Des militants, devenus historiens, vont alors écrire « une "histoire alternative", en faveur des exclus, dont les archives écrites ne parlent jamais, » ce qui les amène à recueillir des récits de vie, l'histoire orale.³³ Ces populations contribuent à la vie de la société : ne pas les considérer donne lieu à l'écriture d'une histoire qui risque d'être univoque, partielle et partiale.

1.1.3 - Contre l'histoire officielle : les minorités existent

Si la première génération, celle des immigrés qui arrivent et s'installent, est silencieuse, il n'en va pas de même pour la « seconde » et la « troisième » génération, celles des descendants. En 1986, Gérard Noiriel estime que « c'est environ 40% des habitants de ce pays dont l'histoire ne peut être confondue avec celle de la nation française »³⁴ : étrangers et Français d'ascendance étrangère. Avec la crise économique de 1975, des lois encadrent et limitent l'immigration. Elle s'est stabilisée. En 1981, le droit des étrangers à s'associer est pleinement reconnu : les associations, notamment culturelles, se développent.³⁵

Dans les années 1980, émeutes et dénonciation des crimes racistes de la police mènent à la Marche pour l'égalité et contre le racisme, surnommée « la marche des beurs. » Face à un discours politique qui les rejette et à une histoire officielle qui ne tient pas compte des minorités, les descendants des migrants maghrébins affirment leur existence et demandent une égalité de traitement. Leur mobilisation est cruciale pour la discipline. L'immigration était d'autant plus invisible que majoritairement concentrée dans la population ouvrière, elle aussi dominée. Le pouvoir économique croissant donne une légitimité pour s'exprimer :

³⁰SAÏD, Edward W. LUSTE BOULBINA, Seloua, *Dans l'ombre de l'Occident, suivi de : Les Arabes peuvent-ils parler*, Paris : Payot et Rivages, 2014, (Petite Bibliothèque Payot, Philosophie), pp. 12-14.

³¹GLASSON DESCHAUMES, Ghislaine. Institutions patrimoniales et pratiques interculturelles - jalons pour un état des lieux, Le département de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la technologie (DREST), 2010, [en ligne] <http://www.ipapic.eu/IMG/pdf/DREST_note_2_etat_des_lieux_des_connaissances.pdf>, (Consulté le 12/11/2013), p.10.

³²Elle semble se reproduire dans les exigences de la naturalisation, où il faut prouver que l'identité et la culture française sont assimilées, évacuant la différence, poussant vers l'oubli ou le déni la culture d'origine. NOIRIEL, « Gérard, L'immigration en France,... », *Op. cit.*

³³Il faut souligner que ces recherches se sont souvent déroulées dans des cadres associatifs. NOIRIEL, Gérard, « Histoire de l'immigration en France... », *Op. cit.*

³⁴NOIRIEL, « Gérard, L'immigration en France,... », *Op. cit.*

³⁵NOIRIEL, Gérard, « Histoire de l'immigration en France... », *Op. cit.*

des mouvements associatifs sont créés, revendiquer l'égalité et sa différence devient possible.

L'immigration se poursuit dans la société française. La demande de reconnaissance ne se limite pas à la population d'origine maghrébine et installée : les sans-papiers demandent leur régularisation et dénoncent leur condition en 1992.³⁶ L'unité nationale se craquelle. L'intégration ressemble en France bien plus à l'assimilation : le processus et le contenu ne sont pas dissociés, or le contenu est normatif.³⁷ La similarité est ici le but et non l'égalité. Le « récit » de l'histoire de France se confronte à ses récits : ceux de populations mises de côté, participant pourtant à la vie du pays. Le mouvement associatif de ces populations croît et l'intérêt pour la mémoire et le patrimoine suit.

Les chercheurs échangent leurs arguments, leurs outils et préoccupations : la discipline s'institutionnalise. Considérant qu'une personne ne se définit pas par un seul aspect de son identité, une approche sociohistorique de l'intégration se développe. C'est en réaction contre la stigmatisation, par exemple des jeunes de banlieue, caractérisés comme « issus de l'immigration » dans les discours politiques et médiatiques mais aussi pour comprendre le processus d'intégration à travers le temps et l'espace.³⁸

Étudier l'histoire de l'immigration implique de se pencher sur le présent. C'est au regard du présent que le passé fait sens et c'est ce que le passé fait au présent qui, inversement, donne les clés

1.2 - MÉMOIRES ET MÉMOIRE COLLECTIVE : DE LA LÉGITIMITÉ MÉMORIELLE

L'attention portée aux exclus n'est pas sans impact sur la mémoire, notamment collective. La définition de cette dernière est confuse. La mémoire, singulière et plurielle, sert d'appui pour écrire l'histoire de minorités jusqu'ici illégitimes et sauvegarder des traces. Recueillir cette mémoire, s'intéresser au contemporain, c'est garder le souvenir de ces populations et la possibilité de le communiquer aux générations futures.

1.2.1 - Définir la mémoire collective

Le flou entoure les appels à la mémoire comme racines et traditions, oscillant entre conservation et conservatisme. La mémoire collective est un outil politique : elle donne au groupe une cohésion et assure la reproduction sociale par sa transmission. Sa réalité est multiple : commémoration, souvenir, vécu, témoignage. Il faut prêter soigneusement attention au sens donné. Pour Michèle Lavabre :

La mémoire collective se définit comme une interaction entre les politiques de la mémoire – encore appelée « mémoire historique » – et les souvenirs -

³⁶SIMÉANT, Johanna, *La cause des sans-papiers*, Paris : Presses de Sciences Po, 1998, p. 16-17.

³⁷C'est l'utilisation du mot dans les media à laquelle il est ici fait allusion. Dans le même ouvrage, l'intégration est définie comme le processus « d'installation et d'inclusion sociale et politique dans l'espace social et national. » Ainsi, ce n'est qu'après coup que la réussite de l'assimilation peut être affirmée : qu'en est-il dans la sphère privée et dans la sphère publique ? Au delà de cette distinction entre privé et public, l'intégration peut jouer sur plusieurs plans. Il est possible de s'intégrer dans la société d'accueil, et de l'être, dans le même temps, dans une communauté, par sa culture, sa religion. REA, Andrea, TRIPIER, *Maryse*, *Op. cit.* p. 48-50.

³⁸NOIRIEL, Gérard, « Histoire de l'immigration en France... », *Op cit.*

« Mémoire commune », de ce qui a été vécu en commun. Elle se situe au point de rencontre de l'individuel et du collectif, du psychique et du social.³⁹

Dans un autre article, citant Pierre Nora, elle précise :

« En première approximation, la mémoire collective est le souvenir ou l'ensemble de souvenirs, conscients ou non, d'une expérience vécue et/ou mythifiée par une collectivité vivante de l'identité de laquelle le passé fait partie intégrante. » (...) c'est l'opposition de l'histoire et de la mémoire, ou encore celle de la « mémoire historique » et de la « mémoire collective » qui fonde la définition de la mémoire.⁴⁰

« L'utilisation stratégique » de la mémoire pour le pouvoir politique est palpable. La mémoire n'est pas uniquement factuelle dans son rapport au passé, elle est aussi métaphorique, car ensemble de représentations de ce dernier. Pour Pierre Nora, la mémoire collective est la base de l'histoire qui unifie une nation et « cette histoire n'est vivante que si elle intègre la diversité des mémoires qui rassemble le peuple français. »⁴¹ Pour lui, il y a une multiplication des mémoires collectives, des groupes sociaux « qui s'autonomisent par la préservation ou la récupération de leur propre passé, [compensent] le déracinement historique du social et l'angoisse de l'avenir par la valorisation d'un passé qui n'était pas jusque-là vécu comme tel. »⁴² Les notions de vie et de diversité qu'il amène sont capitales. La vie de la mémoire collective, c'est sa continuité et son actualisation. La diversité, c'est la prise en compte de la société et de ses composantes au sein de cette mémoire, individus et groupes, détenteurs de savoirs sur l'histoire commune.⁴³ Mais la diversité n'est que partielle dans la mémoire collective. Celle-ci appartient à un groupe. « [L]'homogénéisation des représentations du passé et de réduction de la diversité des souvenirs » permet la mémoire collective.⁴⁴ Elle se construit par les échanges entre les individus, la transmission, les relations qui structurent le groupe et lui donnent une unité et une identité. La mémoire collective prépare à la mémoire historique, en ouvrant la mémoire individuelle.⁴⁵ Tzvetan Todorov, critiquant le débat sur l'identité nationale, le rappelle : « Dans leur immense majorité, les êtres humains ont besoin d'une identité collective, besoin de se sentir faire partie d'un groupe reconnaissable. »⁴⁶ Plus loin, il place la langue et la mémoire comme bases de la communauté, sans pour autant nier la diversité culturelle.

³⁹LAVABRE, Marie-Claire, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale*, 2000, vol. 7, . [en ligne]
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/criti_1290-7839_2000_num_7_1_1560, (Consulté le 19/07/2014).

⁴⁰*Ibid.*

⁴¹NORA, Pierre, ARJAKOVSKY, Antoine, *Esquisse d'ego-histoire : Suivi de L'historien, le pouvoir et le passé. Précédé de L'histoire selon Pierre Nora*, Paris : Desclée de Brouwer, 2013, (Essai Histoire), p. 17.

⁴²NORA, Pierre, *Présent, nation, mémoire. Op. cit.* p. 302.

⁴³BELBAH, Mustapha, LAACHER, Smaïn, Immigration, politiques et usages de la mémoire : Étude réalisée dans le cadre de l'action 1 du projet EQUAL « Former des médiateurs de la mémoire pour lutter contre les discriminations ». FASILD/Génériques, 2005, [en ligne]
<http://www.generiques.org/wp-content/uploads/2008/01/immigration_politiques_usages_memoire.pdf>, (Consulté le 19/07/2014),

⁴⁴ LAVABRE, Marie-Claire, *Op. cit.*

⁴⁵NORA, Pierre, *Présent, nation, mémoire, Op. cit.* p. 414.

⁴⁶Ce lien s'explique si l'on considère que la mémoire collective est l'aboutissement de la représentation que les individus ont de leur propre mémoire. TODOROV, Tzvetan, *Les Ennemis intimes de la démocratie*, Paris : Le livre de poche, 2014, (Biblio Essai), p. 233.

Une des formes de cette mémoire, c'est la commémoration, dont l'abus est aujourd'hui critiqué : journées, monuments. Ahmed Boubeker rappelle la nécessité de l'inscrire dans une démarche collective : « La commémoration n'est pas à rejeter en elle-même, elle est même essentielle si elle ne néglige pas de légitimer des dispositions institutionnelles en capacité de lui donner sens et de garantir sa reconnaissance publique. »⁴⁷ La commémoration ne doit pas s'arrêter à un entre-soi mais bien prendre sens pour la collectivité dans laquelle elle a lieu. La mémoire est un point de rencontre qui donne un sens au vécu, en lien avec la temporalité. Par la référence au passé, le croisement entre les expériences individuelles, la mémoire collective d'un groupe se constitue et devient un support, un outil militant, politique, pour l'action collective. Elle la justifie. Elle peut participer au changement social. Dans ce cas, c'est au futur et non au passé que l'on s'intéresse.⁴⁸

La mémoire collective se transmet, et se réinterprète de génération en génération, est liée au patrimoine culturel immatériel. La Convention de l'Unesco pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel le définit ainsi :

On entend par “patrimoine culturel immatériel” les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire - ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés - que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine. Aux fins de la présente Convention, seul sera pris en considération le patrimoine culturel immatériel conforme aux instruments internationaux existants relatifs aux droits de l'homme, ainsi qu'à l'exigence du respect mutuel entre communautés, groupes et individus, et d'un développement durable.⁴⁹

Cet article affirme l'absence de hiérarchie de valeur culturelle et historique face au patrimoine. Il joue un rôle dans l'identification des individus, dans la connaissance de la culture dont les individus sont membres. Il marque le besoin d'attention envers la diversité des cultures et des mémoires.

1.2.2 - Des mémoires individuelles à la mémoire collective

Maurice Halbwachs distingue « l'histoire vécue » et « l'histoire apprise. » La seconde est la discipline scientifique, rédigée par l'historien. L'écriture donne une autonomie alors que « l'histoire vécue » serait intimement liée au corps et ne se représenterait pas.⁵⁰ « L'histoire vécue » est la « mémoire collective » marquant

⁴⁷BOUBEKER, Ahmed, « Les héritiers de la Marche peuvent-ils s'exprimer ? », *Hommes et migrations*, 2013, n° 1304, p. 156-161, [en ligne] <<http://hommesmigrations.revues.org/2679>>, (Consulté le 15/06/2014).

⁴⁸Conserver les souvenirs d'un combat peut également appuyer des actions collectives, pour la reconnaissance, tout en tirant les leçons du passé pour l'organiser plus efficacement. L'inscription de l'action dans la mémoire, soit du groupe, soit de la société, dépend ensuite de la reconnaissance de l'action par la société. FRIGOLI, Gilles, *Op. cit.*

⁴⁹UNESCO, *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel*, Paris : Unesco, 2003, [en ligne] <<http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001325/132540f.pdf>>, (Consulté le 20/07/2014).

⁵⁰Mais cette intimité est-elle si forte ? Ou n'est-ce pas plutôt qu'elle ne se représente pas par le récit écrit classique, mais par d'autres formes, artistiques notamment, parfois hybrides ? N'est-ce pas une façon d'en relativiser la portée de la dévaloriser, en la mettant dès sa définition dans le

individu et groupe social d'appartenance, inscrite dans la continuité, transmise grâce au symbole et à l'institution.⁵¹ La mémoire collective, ce sont les souvenirs *faits ensemble dans le présent*, « parce que le collectif, le social est l'état dans lequel existent les individus. »⁵²

La mémoire est plurielle. Chacun a son vécu, ses souvenirs et les met en récit à sa façon. La somme des mémoires individuelles partageant des vécus et des souvenirs fonde la mémoire collective. Dans le cas de l'immigration, le souvenir, c'est celui de la culture d'origine, d'événements marquants : l'expérience de la xénophobie, le parcours migratoire, la vie dans des quartiers ségrégués. Si ces souvenirs varient selon le temps, le lieu et la culture, ces expériences se répètent à travers le temps et l'espace : ainsi, les Italiens peuvent se reconnaître à travers les chapitres de l'exposition du Centre des musiques traditionnelles Rhône Alpes sur la musique des cabarets de la place du Pont. Ils ont habité la Guillotière, ou encore l'Est lyonnais, ont connu les discriminations, la ségrégation, l'usine du XIX^e ou la banlieue rouge des années 1960.

Il y a une mémoire propre aux différentes migrations, mais aussi une expérience commune de l'exil. Elle a pour conséquences une sensibilité accrue aux remarques sur la différence, se concrétisant parfois par une volonté de la dissimuler ou la revendiquer. L'immigrant et ses descendants sont définis comme « Autre » dans la société d'accueil. Cette altérité est ressentie au quotidien, dans les relations avec cette société et ses membres, porteurs de représentations sociales. Ce vécu fait partie de l'histoire du pays d'accueil, car il implique les migrants et les citoyens de ce pays.

La difficulté est celle d'une mémoire collective *et* sélective, donnant lieu soit à une amnésie et à la négation pure et simple de certaines mémoires, non unificatrices, remettant en cause un ordre social, soit à une hiérarchie des mémoires à partir de critères sociaux, religieux, culturels, ethniques, certaines étant considérées plus nobles que d'autres. C'est une question politique et démocratique.⁵³ La mémoire collective se construit dans la rencontre entre soi et les autres, entre les groupes et la société dont ils font partie. La société d'accueil se confronte à la diversité des cultures qui la parcourent et peut les reconnaître et elles, se reconnaître en elle : « c'est d'abord et avant tout de l'approfondissement des différences que peut naître le sentiment de la communauté. »⁵⁴ Dans le cas de la Marche pour l'égalité, l'expérience individuelle et celle du groupe envers les discriminations s'articulent à la demande d'une égalité de droit effective, nécessaire pour vivre ensemble et en paix, avec ses différences et ses ressemblances. La mise en relation et l'apparition dans l'espace public donnent un droit et un pouvoir de parole.

La reconnaissance de l'égale dignité de leur mémoire et de sa place dans la mémoire de la société d'accueil favorisent l'intégration des migrants et de leurs héritiers. Ils peuvent alors se réapproprier la mémoire collective nationale et s'identifier à celle-ci, en respectant son cadre.⁵⁵ Chaque mémoire de l'immigration a sa spécificité, liée au contexte (social, géographique, historique) où elle se

royaume de l'intime, et donc de l'indicible ? NOIRIEL, « Gérard, L'immigration en France,... », *Op. cit.*

⁵¹ *Ibid.*

⁵² LAVABRE, Marie-Claire, *Op. cit.*

⁵³ BENCHARIF, Léla, « Les enjeux d'une reconnaissance sociale des mémoires des immigrations », *Écarts d'identité*, mars 2000, n°92, 3 p., [en ligne] <http://www.ecarts-identite.org/french/numero/article/art_92.html>, (Consulté le 19/07/2014).

⁵⁴ NORA, Pierre, *Présent, nation, mémoire*, *Op. Cit.* p. 391.

⁵⁵ Ainsi, en France, l'importance et la continuité des traces laissées par l'église catholique dans la culture et le patrimoine, dont le sens religieux a disparu.

construit. Elle peut être solide, cultivée mais aussi invisible, niée.⁵⁶ Pierre Nora relie la montée des demandes mémorielles à la « décolonisation de l'histoire » : les groupes opprimés dans le cadre colonial mais aussi « intérieur », s'émancipent et revendiquent leur propre mémoire, leur propre histoire et sa reconnaissance.⁵⁷

La mémoire de l'immigration croise d'autres mémoires, d'autres objets (travail, lutte sociale, guerre, etc.) appartenant aux parcours individuels. Chaque individu est singulier et porteur d'une pluralité de mémoires qui se mêlent et où se rencontrent la petite et la Grande histoire.⁵⁸ La mémoire de l'individu vient nuancer la mémoire collective, indiquer la diversité des identités.

1.2.3 - Usages de la mémoire, légitimités des mémoires

La transmission mémorielle ne se fait pas toujours à cause de l'expérience de l'exil et des difficultés d'intégration. Pascale Jamoulle met en lumière les difficultés des migrants : les parents immigrés face aux difficultés rencontrées, font parfois le choix de ne pas transmettre la culture et la mémoire du pays d'origine.⁵⁹ La culture des parents se transmet aussi de façon partielle et inconsciente (cuisine, habitudes) et celle de la société d'accueil aussi, via les institutions (l'école par exemple). Néanmoins, il est nécessaire de favoriser l'expression de ces personnes pour que ces mémoires perdurent et s'intègrent dans les mémoires familiales et collectives.

Il est intéressant de reprendre « la double-absence » d'Abdelmalek Sayad, comme « double-présence. » Les migrants et leurs descendants ne sont plus de là-bas – du pays d'origine – et pas encore d'ici – du pays d'accueil – ils sont de là-bas et venus ici. Leur culture mêle des éléments du pays d'accueil et des éléments du pays d'origine. Leurs descendants peuvent avoir la nationalité du pays d'accueil de leurs parents, se reconnaître dans la culture dominante de ce dernier, mais pourtant conserver une mémoire commune à celle de leur parents par leur nom ou une caractéristique visible qui va les définir comme immigrés ou comme issus de l'immigration et les maintenir à l'écart de la société :⁶⁰

Davantage que la première génération dont les représentants ont été en majorité brisés par l'épreuve du déracinement, ou au contraire protégés par les liens maintenus avec la culture d'origine, c'est la deuxième génération qui est concernée par ce problème. Partagés entre les normes du pays

⁵⁶La douleur des événements qui entourent les migrations et la réaction à ces derniers donnent lieu à cette solidité(chez les Arméniens par exemple) ou cette fragilité des mémoires. «Hannah Arendt nous a appris que l'autre pôle du politique c'est le vouloir vivre ensemble, et que l'espace public d'apparition est le lieu où converge une même différence : si les héritiers de l'immigration n'ont jamais demandé "le droit à la différence" - contrairement au slogan du MRAP médiatisé durant la Marche –, c'est que précisément l'enjeu de la Marche était la reconnaissance d'un "sujet beur" qui retournerait le stigmate de la discrimination pour mettre la République au défi de faire avancer le droit commun dans la société française.» Cette égalité demeure revendiquée, parfois sous des formes violentes, comme en 2005 ou en 2010 à Grenoble. BOUBEKER, Ahmed, *Op. cit.* Cette égalité demeure revendiquée, parfois sous des formes violentes, comme en 2005 ou en 2010 à Grenoble. HAJJAT, Abdellali, « Retour sur la Marche pour l'égalité et contre le racisme », in *Hommes et migrations*, 2013, n° 1304, [en ligne] <<http://hommesmigrations.revues.org/2677> >, (Consulté le 15/06/2014).

⁵⁷Des minorités ethniques (anciens colonisés) aux minorités « traditionnelles » (femmes, LGBT, ouvriers...) NORA, Pierre, *Présent, nation, mémoire*, *Op. cit.* p. 412-413. FRIGOLI, Gilles, *Op. cit.*

⁵⁸Elle peut ainsi limiter l'engagement dans des actions collectives qui s'appuieraient sur la mémoire. La mémoire de l'immigration pourrait s'inscrire dans la mémoire des luttes sociales au sens général. L'immigré est aussi considéré comme autre, parce que la société d'accueil le voit comme ouvrier. FRIGOLI, Gilles, *Op. cit.*

⁵⁹ <http://lectures.revues.org/13188> (Consulté le 03/06/2014)

⁶⁰Il faut souligner, aujourd'hui encore que l'aspect racial de la discrimination est sous-estimé.

d'origine que représentent les parents et celles de la société d'accueil dans laquelle ils vivent depuis l'enfance et où ils savent qu'ils passeront leur vie, les membres de la seconde génération adoptent des comportements où l'on peut repérer depuis un siècle certaines constantes et qui peuvent être vus comme un système de défense face à la mise en cause de leur identité par les « normaux. »⁶¹

Le « système de défense » tend à l'effacement des traces de la culture des parents et à prouver la réussite de l'assimilation, pour obtenir « la reconnaissance nationale » malgré les stigmates dus à l'origine. Inversement, ils peuvent également revendiquer cette culture du pays d'origine pour affirmer leur existence et leur légitimité, à travers le discours, la lutte sociale.⁶² Au sein même de l'altérité se déploie une lutte pour la légitimité : « Les frontières ethniques sont autant le fruit de la catégorisation sociale dominante que l'œuvre des groupes eux-mêmes, soucieux de se définir, de se différencier pour exister, bref, d'affirmer leur culture et leur identité. »⁶³ Le même groupe peut être défini par la société dominante et par lui-même dans son combat pour la reconnaissance. Ainsi, avec les années 1980 et les événements des banlieues, la Marche contre le racisme et pour l'égalité de 1983, les descendants des migrants apparaissent dans l'espace public. Échanges, « fin du silence et de l'exclusion réciproque entre le monde de l'immigration et la société française, »⁶⁴ réhabilitation, semblent possibles tandis que se développe également un discours sur le « problème des banlieues. » La mémoire collective peut être articulée à un lieu, par exemple aux « quartiers » de grands ensembles. L'espace local impacte les rapports sociaux et la politique territoriale. Ces quartiers sont en difficulté du fait des inégalités spatiales. Les récits des uns et des autres désignent les problèmes, articulés au lieu et à ses spécificités – ces quartiers étant associés aux migrants et à leurs descendants dans les discours les plus extrêmes.⁶⁵ Or, « la mémoire d'un lieu, c'est avant tout la somme des discours produits à son égard. »⁶⁶ Ils font donc référence à une mémoire collective et plurielle car elle est celle de groupes différents, qui n'auront pas les mêmes souvenirs selon leurs rapports avec le lieu, leur situation sociale. Avec la Marche, le mouvement associatif issu de l'immigration prend de l'ampleur. L'image de l'immigration change : il ne s'agit plus du travailleur célibataire, mais bien de familles installées. Elle aura pourtant été un « non-événement » pour d'autres groupes de la population. En 2013, sa commémoration a été très médiatisée et dans le même temps a mis de côté ses acteurs et leur mémoire toujours vive – les marcheurs, les militants qui ont continué leur lutte – pour se pencher plutôt vers l'antiracisme.⁶⁷

Avec la diffusion de l'information, l'interconnexion entre les individus, la mémoire a des échos hors du territoire local : à l'échelle nationale, voire mondiale. Les hommes et les lieux ne sont plus isolés mais les processus de catégorisation demeurent, reconstruisant sans cesse les altérités et donc les demandes de reconnaissance. L'émergence des « Beurs » est ainsi considérée par certains comme créant une distinction entre les « Beurs », ni français ni arabes et leurs

⁶¹NOIRIEL, « Gérard, L'immigration en France,... », *Op. cit.*

⁶²*Ibid.*

⁶³CHIGNIER-RIBOULON, Franck, *L'intégration des Franco-Maghrébins : L'exemple de l'est lyonnais*, Paris : L'Harmattan, 2000, p. 120.

⁶⁴BOUBEKER, Ahmed, *Op. cit.*

⁶⁵Quid de la domination ? Est-elle liée à l'altérité « ethnique » ou à la classe sociale – au sens marxiste ? Elle peut aussi mêler les deux.

⁶⁶JACQUOT, Sébastien, « Veschambre (V.) – Traces et mémoires urbaines, enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la destruction », *Norois*, 2008/4, n° 209, p.181-183, [en ligne] <<http://norois.revues.org/2662>>, (Consulté le 3/08/2014).

⁶⁷BOUBEKER, Ahmed, *Op. cit.*

parents ; l'idée évolue jusqu'à aujourd'hui vers un racisme basé sur la culture et la religion.⁶⁸ L'immigré reste un immigré, peu importe son statut légal. Il est nécessaire de rappeler que si « les citoyens naissent et demeurent libres et égaux en droits, » il existe un principe d'égalité entre citoyen et étranger.⁶⁹ Quid alors du statut et de la légitimité de l'habitant qui peut aussi bien être citoyen qu'étranger ? Car ce sont d'abord les habitants d'un lieu qui fondent sa mémoire.⁷⁰ En construisant un discours, en racontant leur mémoire et en revendiquant leur différence et leur appartenance (droit d'être là, présence réelle, durable) les immigrants et leurs descendants affirment leur place dans la société et leur légitimité en tant que porteurs et passeurs, eux aussi, de la mémoire collective du pays d'accueil, non pas en tant que lieu d'exil, mais en tant que lieu de vie. L'utilisation de la mémoire, par les militants associatifs et par la société d'accueil, est tournée vers les « jeunes de banlieue » au sens où libérer son expression permettrait de résoudre le « malaise identitaire »⁷¹ qui est le leur. La mémoire tente ici de marquer la continuité entre présent et passé. Elle a une vocation éducative envers les migrants, leurs héritiers et la société d'accueil et doit pour cela être intégrée et diffusée dans les institutions.⁷²

La mémoire est devenue suspecte. Il est nécessaire de prendre garde à son utilisation tant elle est un lieu commun.⁷³ La « mémoire des blessures » offre un mode de légitimation problématique. Si elle revendique l'objectivité en demandant la correction des récits, elle demande avant tout à être publiquement reconnue comme *vérité* et à être prise en compte pour faire *justice*.⁷⁴ La vérité de la douleur se constitue comme mémoire, identité et prend le pas sur l'histoire dans l'hommage.⁷⁵ La notion problématique de « devoir de mémoire » s'est ainsi développée, mais à qui s'adresse-t-elle ? Aux populations détentrices d'une mémoire, à leurs héritiers, à l'État ? Ne s'agit-il pas d'un « devoir de reconnaissance » ? Ou d'un « devoir de transmission » ? Est-ce qu'il n'y a pas là, de façon sous-jacente, une accusation envers l'histoire qui par l'approche scientifique « détruirait » la vie et l'émotion, qui seraient alors l'apanage de la mémoire ? La reconnaissance équivaut-elle à une réparation ?

Le travail sur la mémoire de l'immigration est un outil politique pour les collectivités publiques dans la lutte contre les discriminations et pour l'intégration.⁷⁶ Des écueils sont à éviter : effet de mode, légitimations étroites, caractérisations. Des garde-fous pourraient être fournis par la défense de l'égalité au niveau social et civique et par la distance scientifique que permet l'histoire.⁷⁷ Car il s'agit d'apprendre, d'entrer dans des logiques de compréhension et non de réconciliation à tout prix : la mémoire peut être vive et rapprocher, mais l'histoire permet de prendre une distance et de regarder au loin.

⁶⁸Pour la commission Marceau Long, l'intégration est rendue possible par les institutions, qui rendent « l'extinction culturelle inexorable. » On assiste à la construction de nouvelles altérités. HAJJAT, Abdellali, *Op. cit.*

⁶⁹REA, Andrea, TRIPIER, *Maryse*, *Op. cit.* p.3.

⁷⁰Mais il peut aussi il y a avoir une disparition de lieu, et dans ce cas, la mémoire est plus hardue à transmettre, à construire collectivement. Cela peut aussi permettre de masquer les violences dans la mémoire des migrations. Rappelons également que le lieu n'est bien sûr pas l'unique support de la mémoire.

⁷¹FRIGOLI, Gilles, *Op. cit.*

⁷²*Ibid.*

⁷³VIDELIER, Philippe, « Repentance et militants de la mémoire », *Écarts d'identité*, 2007, n° 111, [en ligne] <http://www.ecarts-identite.org/french/numero/article/art_111.html>, (Consulté le 19/07/2014).

⁷⁴FRIGOLI, Gilles, *Op. cit.*

⁷⁵Il y a ici une mise en garde contre la notion d'identité et ses aspects idéologiques : l'identité n'est pas un fait objectif. NORA, Pierre, *Présent, nation, mémoire*, *Op. cit.* p. 415-416.

⁷⁶BELBAH, Mustapha, LAACHER, Smaïn, *Op. cit.*, p. 12

⁷⁷BENCHARIF, Léla, *Op. cit.*

1. 3 - UNE PRISE EN COMPTE PATRIMONIALE ET CULTURELLE

Les mobilisations des années 1980 ont permis l'affirmation d'une identité entre culture d'accueil et culture d'origine et la reconnaissance d'une mémoire collective. Cette reconnaissance culmine avec la création de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration et de son musée et, les interrogations qu'elle entraîne.

1.3.1 - Reconnaissance et affirmation culturelles

Les créations des descendants des migrants documentent l'histoire de l'immigration d'hier et d'aujourd'hui. Elles critiquent la société d'accueil et le fonctionnement de l'intégration, parfois violemment. Elles forment la culture urbaine : breakdance, rap, graff.

Une étude a attiré l'attention sur le risque de marginalisation des jeunes, descendants des immigrants en 1982 et souligne leur position intermédiaire qui peut en faire des « agents du mélange des cultures. »⁷⁸ Les subventions du Fond d'action sociale, les institutions se tournent vers les productions culturelles de ces jeunes pour les développer et les rendre visibles, d'autant que la culture est pour le gouvernement un moyen de cohésion sociale.⁷⁹ Les associations des années 1980-1990 servent de tremplin pour avancer dans les circuits professionnels. Même si aujourd'hui, ces formes artistiques sont encore dénigrées, elles se sont largement diffusées hors des communautés où elles ont émergé : ainsi, la breakdance a été intégrée par des chorégraphes. Les productions artistiques se réclamant de cette culture sont dans les programmations des institutions culturelles. Cette intégration institutionnelle n'empêche pas que dans des quartiers populaires, où l'immigration est très présente, l'action culturelle reste marginale.

En parallèle, l'histoire de l'immigration fait son entrée dans les institutions patrimoniales : archives, musées et bibliothèques. La mémoire est mise à profit dans des actions créatives et artistiques sur l'immigration. S'agit-il là d'un phénomène de mode ? Reconnaître la mémoire et les productions artistiques, c'est reconnaître une place sociale et politique – mais souvent cette reconnaissance reste symbolique.

La mémoire est évoquée ici autant comme une catégorie interprétative que comme un possible dispositif de production de gratifications symboliques et matérielles. La légitimation et la réalisation pratique des projets mémoire sont liées à deux conditions impératives : d'une part, esthétiser le passé et les transformations sociales présentes (raser un foyer de vieux immigrés vivant seuls, moderniser un ensemble d'habitations, etc.). D'autre part, raccorder impérativement le thème de la mémoire sur des problématiques politiques très actuelles légitimées et prises en charge par la puissance publique et ses institutions, comme le « métissage culturel », la « valorisation des cultures » et la lutte contre les discriminations.⁸⁰

La gratification et les projets se placent dans des volontés d'apaisement, articulant mémoire et création artistique dans des logiques égalitaires. Le risque est de nier les conflits dont la mémoire peut être porteuse pour chercher une

⁷⁸ABDALLAH, Mogniss H., *Op. cit.*

⁷⁹GARÇON, Anne-Françoise, *Le Patrimoine, antidote ou disparition?*, Blog : monclioblog, mis en ligne le 1 janvier 2009, [en ligne] <<http://monclioblog.blogspot.fr/2009/01/le-patrimoine-antidote-de-la.html>>. (Consulté le 01/07/2014).

⁸⁰BELBAH, Mustapha.LAACHER,Smaïn, *Op. cit.* p.13.

réconciliation nationale avec des populations bientôt disparues. Cette rencontre met en œuvre les tensions autour de la mémoire et des mémoires. C'est le « bientôt » qui légitime l'action. L'action esthétisante et mémorielle rappelle que migrants et nationaux sont liés au même pays. L'utilisation de l'art et de la création donne une image esthétique de l'immigration et de sa mémoire, qui oublie la violence des mécanismes de domination. L'immigration passe alors de la question sociale à l'objet culturel.⁸¹

Ces créations participent à une lutte indispensable contre les discriminations. Reconnaissance et évolution des mentalités sont corrélées. Les collectivités et les citoyens sont interpellés : pour preuve, le succès grandissant des expositions traitant de l'immigration, celui des documentaires *Mémoires d'immigrés* de Yamina Benguigui, rassemblant des témoignages d'immigrés maghrébins qui ont libéré la parole dans les quartiers et les musées.⁸² Le regard vers le pays d'origine importe, comme il est rappelé dans les chansons de l'exil collectées par le Centre des Musiques Traditionnelles Rhône Alpes. L'art offre une médiation pour dire et comprendre.

Le Musée National de l'histoire de l'immigration présente une démarche originale dans ses collections. Si il dispose de collections historiques et anthropologiques, une place conséquente de ses acquisitions est dévolue à l'art, notamment contemporain. Ce mélange est du à l'actualité du sujet du musée : l'art vient interroger, exprimer la migration mais aussi la représentation de l'autre, ou de soi.⁸³ L'art est un vecteur d'émotion et de sens. Cette approche est fortement critiquée – est-elle une mode, une légitimation ? Ou offre-t-elle un lieu pour l'expression du rapport à l'altérité, permettant à la fois de toucher à la condition humaine, à la complexité des migrations et de dépasser le cadre national ?

1.3.2 - Interrogations sur le Musée national de l'histoire de l'immigration

Le MNHI couronne la reconnaissance de l'immigration dans sa dimension historique et mémorielle : il tente d'inclure l'histoire de l'immigration dans l'histoire nationale. Né de la demande sociale qui émerge dans les années 1980, il est porté par des associations engagées sur la mémoire et le patrimoine de l'immigration.⁸⁴ Cette histoire a laissé peu de traces. Il importe aujourd'hui de la rendre lisible, d'autant que bon nombre de Français ont des origines étrangères. Le MNHI doit œuvrer à la « reconnaissance des parcours d'intégration des populations immigrées dans la société française et [faire] évoluer les regards et les mentalités sur l'immigration en France. »⁸⁵ Il y a donc deux buts pour le musée : un but patrimonial et historique qui tente d'écrire scientifiquement l'histoire de l'immigration à l'écart des influences politiques, et de permettre à un grand nombre

⁸¹*Ibid.* p. 17-18

⁸²La reconnaissance de cette dernière comme réalisatrice est aussi un élément de légitimité. DUCLOS, Jean-Claude, « L'immigration au Musée Dauphinois », *Écarts d'idées*, 2006, n° 108, [en ligne] <http://www.ecarts-identite.org/french/numero/article/art_108.html>, (Consulté le 19/07/2014).

⁸³POINSOT, Marie. « Ni muséification, ni ghettoïsation de l'immigration », *Hommes et migrations*, 2011, n° 1293, [en ligne] <http://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=HOMI_1293_0001>. (Consulté le 30/07/2014).

⁸⁴EL YAZAMI, Driss. SCHWARTZ, Rémy. et al., *Rapport : Pour la création d'un centre national de l'histoire et des cultures de l'immigration*, Remis au Premier ministre le 22 novembre 2001, Paris : Mission de réflexion sur la création d'un lieu culturel dédié à l'histoire et au rôle de l'immigration en France, 2001, [en ligne] <http://www.generiques.org/wp-content/uploads/old-images/pdf/Migrance_19.pdf>, (Consulté le 29/04/2013) p. 7

⁸⁵*Ibid.*

d'habitants de retrouver leur histoire dans la société à laquelle ils ont contribué ou contribuent, et un autre, civique, de lutte contre les discriminations.

L'immigration est toujours en train de se faire. Comme le souligne la personne du Réseau Éducation Sans Frontières rencontrée pour ce travail, ce musée montre l'importance de migrations anciennes. Mais qu'en est-il des migrations actuelles ou récentes ? Aujourd'hui, elles ne sont pas traitées historiquement, ou de façon marginale dans l'espace public. Les migrants sont invisibles en tant que personnes dotées d'un parcours, participant à la vie quotidienne du pays d'accueil ; le débat sur l'immigration est, lui, bien présent médiatiquement et politiquement.

Le MNHI en tant qu'institution patrimoniale se confronte à des critiques : ne risque-t-il pas de donner lieu à une homogénéisation de la mémoire ? Une focalisation sur les migrations les plus importantes, sur la mémoire collective ferait négliger la diversité des migrations. N'est-ce pas confirmer le statut « à part » de l'histoire de l'immigration que de lui consacrer un musée ? Le plan temporel et spatial présenté couvre l'histoire de l'immigration depuis le début du XIX^e en France, replacée dans le contexte mondial. La dévolution d'un musée entier à ce thème peut apparaître comme une discrimination, d'autant qu'il est situé dans l'ancien Palais des colonies. Mais, comme le précisent les missions du musée, c'est une reconnaissance, où s'affirme la valeur de la culture et de l'histoire de l'immigration pour la société. Ce n'est pas un musée sur l'Autre – l'étranger – mais un musée de « Nous Autres »⁸⁶ d'aujourd'hui et d'hier. Il révèle l'importance des migrations en France, reconnaissant le rôle des migrants, de leurs descendants, devenus français ou non, mais habitant ce pays et contribuant récemment ou depuis des générations à son développement. Ce « Nous Autres » se doit aussi de considérer la variété des cultures présentes en France, de faire comprendre ce que nous dit Tzvetan Todorov : « Nous sommes tous concernés, car l'étranger, ce n'est pas seulement notre prochain, c'est nous-même hier ou demain, au gré d'un destin incertain : chacun de nous est un étranger en puissance. »⁸⁷

Les migrations varient : certains migrants sont de passage, de façon éphémère ou bien plus durable, d'autres font des allers-retours, d'autres restent. De multiples raisons se croisent ainsi : asile, travail, diaspora, famille... Avec la mondialisation, les migrations sont devenues plus complexes. En tant que musée, refléter et lier non seulement les réalités locales et nationales, mais aussi mondiales de l'immigration dans leur complexité, est nécessaire. Le musée cherche à éviter à la fois la « muséification de l'immigration doublée d'une lecture assimilationniste de son histoire. » et « l'auto-exotisation ».⁸⁸ Cela confirme les visées éducatives du MNHI et donc sa démarche scientifique : « La profondeur historique permet également de prendre ses distances avec l'actualité et souvent de la relativiser. Elle permet surtout l'appropriation collective et la transmission. »⁸⁹

Certains avancent que le MNHI est « une sorte de prototype. »⁹⁰ De par la diversité culturelle qu'il défend, celle des sujets à traiter, et les tensions qui se posent en son sein entre témoignage, mémoire et histoire, les actions du musée et ses collections se confrontent à bien des difficultés. L'engagement important de

⁸⁶DU MAZAUBRUN, Hélène, « La parole et le don », *Hommes et migrations*, 2012, n° 1300, [en ligne] <<http://hommesmigrations.revues.org/936>>, (Consulté le 15/06/2014).

⁸⁷TODOROV, Tzvetan, *Op. cit.* p. 240

⁸⁸POINSOT, Marie, *Op. cit.*

⁸⁹GRUSON, Luc, « Un musée peut-il changer les représentations sur l'immigration ? - Retour sur les enjeux de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration et sur son occupation par les sans-papiers », *Hommes et migrations*, septembre - octobre 2011, n° 1293, [en ligne] <http://www.cairn.info/zen.php?ID_ARTICLE=HOMI_1293_0012>, (Consulté le 17/06/2014).

⁹⁰*Ibid.*

l'État dans la création du lieu a posé question.⁹¹ De façon très marquante, le problème d'un musée traitant du processus constant qu'est l'immigration a surgi lorsque la CNHI a été occupée par des sans-papiers, venant mettre à mal la distance, l'objectivation propre à la démarche historique, souhaitée par l'institution en la confrontant à l'actualité. En dehors des tensions, l'événement« a fait comprendre que l'histoire de l'immigration racontée par les Maliens sans-papiers n'était pas la répétition de celle des migrants des Trente Glorieuses, questionnant le musée en retour sur les choix implicites de son parcours permanent. »⁹² Dans le même temps, l'occupation a permis la création de documents : par un travail commun entre sans-papiers et artistes, documentaire vidéo... Les occupants se sont reconnus dans la CNHI tandis que l'occupation demeurait invisible dans les médias.⁹³ Se pose ici la question du public – public cible et visiteurs – et celle de la prise en compte du contemporain dans une institution qui requiert à la fois distance historique et attention à l'actualité.⁹⁴

Mais, les frontières sont mouvantes : « Il y aurait d'un côté l'immigration et les sans-papiers, de l'autre la discrimination et les jeunes de banlieues. Il faut penser les deux ensemble. »⁹⁵ Les mémoires, les vécus des uns et des autres s'inscrivent dans une continuité : les enfants français, ou les personnes naturalisées sont bien définies par rapport à leurs origines et non par leur parcours et leurs choix. La volonté de la CNHI est d'être « attractive »⁹⁶ mais en cherchant à plaire, ne cherche-t-on pas à faire taire les tensions liées aux douleurs de l'histoire ? Que faut-il : la réconciliation ou l'avancée du savoir ?

1.3.3 - Les collections du MNHI

Le concept du musée a précédé la constitution de ses collections. La réflexion ouverte alors a été l'objet de débats professionnels. Si le lieu a une mission éducative, il est à la fois un musée d'histoire, un musée de société et un musée d'art, traversé par des interrogations sur le passé, sur le contemporain et sur les représentations.⁹⁷ Les collections – et notamment la « Galerie des dons » – du musée doivent à cet égard être analysées. Cette galerie, dans l'exposition permanente, intègre des objets, ancrés dans des récits personnels, des parcours de migrants, racontés par eux-mêmes ou par leurs enfants et touchent à la fois célébrités et anonymes. Cela suppose de se définir soi-même comme immigré ou comme descendant d'immigré et, d'affirmer son appartenance à un groupe lui même identifié comme tel par le pays d'accueil.⁹⁸ La volonté affichée est aussi de montrer l'inscription de l'immigration dans l'histoire de France. Ces objets peuvent

⁹¹Les délais, très courts, posent aussi question et ont été un défi, dans la préfiguration et dans la création, vu les problématiques auxquelles un tel établissement est confronté. Le politique semble ici prendre le pas sur la scientificité. LAFONT-COUTURIER, Hélène, *La Cité nationale de l'histoire de l'immigration : Présentation*, [CNHI/Génériques], 2008, [en ligne] <http://www.generiques.org/wp-content/uploads/old-images/pdf/CNHI.pdf>, (Consulté le 19/07/2014).

⁹²GRUSON, Luc, *Op. cit.*

⁹³C'est l'immigration qui est visible médiatiquement, non les personnes migrantes. Même si la situation a pu donner lieu à des tensions de par les efforts impliqués de part et d'autre, cette invisibilité ne serait-elle pas liée à l'absence d'incident dans cette occupation, bien peu médiatique ? *Ibid.*

⁹⁴La CNHI vise à mettre en œuvre la définition de l'ICOM : « le musée est au service de la société et de son développement. » DU MAZAUBRUN, Hélène, *Op. cit.*

⁹⁵GLASSON DESCHAUMES, Ghislaine, *Op. cit.* p.19.

⁹⁶LAFONT-COUTURIER, Hélène, « Les coulisses d'une collection en formation », *Hommes et migrations*, mai-juin 2007, n°1257, [en ligne] <http://www.hommes-et-migrations.fr/docannexe/file/4787/8_15_1267.pdf>, (Consulté le 28/04/2013).

⁹⁷CNHI, IPAPIC, *Séminaire national du 26 avril 2012 à Bordeaux : Collecter des témoignages ou récits de l'immigration : nouveaux fournisseurs, nouveaux usages, nouvelles compréhensions?*, Ipapic, 2013, [en ligne] <http://www.ipapic.eu/IMG/pdf/GIS_CNHI_Bordeaux-2-3.pdf>, (Consulté le 29/07/2014).

être banals ou originaux, décrire de manière directe ou indirecte le statut d'immigrant. Liés au quotidien ou à un événement, ils sont uniques. Ils sont des symboles aux multiples facettes. Ils reflètent un rapport personnel à la migration, l'histoire d'une famille, mais aussi les processus d'installation, de confrontation, d'inclusion qui sont l'expérience commune des migrants et de la société, du passage du « je » au « nous ».⁹⁹ Le récit dont ils sont le support peut aussi s'être romancé dans la transmission. La centralité de la société d'accueil est perceptible dans cette vision : c'est aux témoins, aux détenteurs de sources d'amener leur patrimoine au musée et de l'explicitier.¹⁰⁰

Ici, la collecte sauve les traces d'un passé déjà en train de s'effacer, celui des « vagues d'immigration » des siècles précédents, la parole des migrants des années 1960 qui risque de disparaître. Les témoins peuvent être les descendants des migrants comme François Cavanna qui donne la truelle de son père, immigré italien et raconte le parcours de celui-ci. Dans le même temps, le MNHI collecte la mémoire des migrants d'aujourd'hui (carte de gréviste occupant du palais, veste de chef cuisinier gastronomique). Par l'objet et le récit, le visiteur se confronte à une mémoire vivante et parfois douloureuse.

Ce sont surtout des dépôts. Le souhait est d'aller de plus en plus vers le don, or, la muséification de l'objet donne lieu à une réappropriation émotionnelle de ce dernier – la personne ayant fait le dépôt souhaitant le récupérer. Cela s'avère problématique pour la collection. Le don inscrit aussi le patrimoine dans l'échange car il est accompagné du récit et d'émotion. L'objet devient symbole. Le patrimoine immatériel se matérialise par l'objet qui en devient le support : « la parole passe par l'objet pour entrer au musée. »¹⁰¹ Le matériel est déclic pour libérer le patrimoine immatériel. Par la parole, la mise en récit, l'objet permet la relation du témoin et auteur avec le visiteur et lecteur, dans le musée. L'objet offre une accroche émotionnelle qui permet médiation, transmission et ainsi reconnaissance. Le musée fonctionne alors comme lieu de rencontre avec l'autre, dépassant les stéréotypes. Mêler collections historiques, anthropologiques, artistiques et créées par la participation des habitants, permet de faire dialoguer regards disciplinaires et humains, pour « comprendre sans imposer de vérités et ouvrir à la connaissance sans exclure de nouvelles problématiques. »¹⁰² Il faut cependant prendre garde à maintenir un équilibre délicat, afin de garder une pertinence scientifique, éviter les pièges de l'esthétisation et les discours consensuels sur l'intégration.¹⁰³

L'exposition permanente replace l'immigration dans le contexte mondial, en progressant vers le local, en articulant récits singuliers et histoire commune. Elle est dotée de trois axes géographiques et temporels : d'abord les migrations dans le monde depuis le XIX^e, ensuite l'évolution des migrations en direction de la France et enfin l'installation des migrants à travers le territoire.¹⁰⁴ Là encore, le singulier

⁹⁸GROGNET, Fabrice, « La "mémoire de papier" d'Henri Béguin : Témoin et acteur de l'histoire de l'immigration en France », *Hommes et migrations*, 2011/2, n°1290, [en ligne] <<http://hommesmigrations.revues.org/756>>, (Consulté le 14/07/2014).

⁹⁹DU MAZAUBRUN, Hélène, *Op. cit.*

¹⁰⁰La valeur patrimoniale et la légitimité de l'objet sont calquées sur la logique de l'inventaire national : « Ici, la mémoire s'élabore au sein même de la société d'accueil. C'est précisément elle, ce vaste terrain ethnographique. » *Ibid.*

¹⁰¹*Ibid*

¹⁰²LAFONT-COUTURIER, Hélène, « Les coulisses ... », *Op. cit.*

¹⁰³Là où l'esthétique prendrait le pas et l'aspect lié à la migration serait ignoré, et là où le discours deviendrait consensuel, d'un enthousiasme artificiel ou dans une victimisation stérile, niant la responsabilité des différents acteurs. « Pour autant, le futur "Centre national" ne doit pas refléter une vision par trop idéalisée de la réalité des processus d'intégration » EL YAZAMI, Driss.SCHWARTZ, Rémy. et al., *Op. cit.* LAFONT-COUTURIER, Hélène, « Les coulisses d'une collection en formation », *Op. cit.*

¹⁰⁴LAFONT-COUTURIER, Hélène, « La Cité nationale... », *Op. cit.*

vient s'appuyer sur un objet, qui peut parfois traduire le propos et le contextualiser :

Quand l'appel du 18 juin entendu dans l'enfance à la radio devient à l'âge adulte la référence qui mène à la France, pays des libertés supposé, un poste TSF de l'époque, équivalent acheté en brocante devient le médium pour évoquer la source de l'imaginaire. La notion d'objet ethnographique de musée s'accorde avec la notion d'équivalent, de copie.¹⁰⁵

Le musée aborde les principaux aspects de l'immigration : parcours et décisions, confrontation à l'altérité et à la justice, installation et vie quotidienne puis rencontre et métissage des cultures, variété des groupes et de leurs situations dans l'accueil ou l'exil.¹⁰⁶ Si la Galerie des dons semble pouvoir évoluer grâce à sa dimension participative, la « synthèse provisoire et progressive de l'acception même de l'immigration » semble plus difficile à atteindre pour l'exposition permanente qui ne peut que difficilement évoluer au fil du temps.¹⁰⁷

L'actualité du musée le place dans les débats par ses collections pour interroger ce qui constitue « le patrimoine de l'immigration ». Les savoirs et les connaissances qu'il fait avancer permettent d'éclairer les questionnements qui traversent la société française aujourd'hui et de dépasser les préjugés.

Car l'actualité n'est pas sans ambiguïtés : d'un côté, création du MNHI et reconnaissance des immigrés dans la société d'accueil et de l'autre, des lois restrictives, « l'identité nationale. » Or, l'identité, comme l'immigration, est en mouvement, se développe dans les échanges, dans la différenciation : « L'identité désigne, dans l'analyse sociologique, la façon qu'a chaque individu de se construire une place dans la société qui permette à la fois son intégration et l'affirmation de son individualité propre. »¹⁰⁸ Le débat sur « l'identité nationale, » montre l'aspect prescriptif de l'intégration en France et le retour à l'assimilation : « À la réalité de la convergence des comportements et des compétences des Français et des étrangers, on oppose la fiction d'étrangers de plus en plus difficiles à intégrer, de plus en plus menaçants. »¹⁰⁹ Or, l'identité d'un pays, sa mémoire, sa culture sont multiples. Les migrants rejoignent « le chœur de voix qui forme la culture d'un pays. »¹¹⁰ Collecter le patrimoine culturel implique de collecter toutes ces voix.

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ Il faut cependant noter que le pays d'origine est ici secondaire. LAFONT-COUTURIER, Hélène, « Les coulisses... », *Op. cit.*

¹⁰⁷ Pour des questions financières, spatiales et temporelles notamment. *Ibid.*

¹⁰⁸ http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?ref_id=fd-hdv03&page=fichiers_detail/HDV03/presentation.htm Consulté le 4 Juillet 2014

¹⁰⁹ LE BRAS, Hervé, *L'invention de l'immigré*, La Tour d'Aigues : l'Aube, 2014, (L'Aube poche essai), , p.128

¹¹⁰ TODOROV, Tzvetan, *Op. cit.* p. 243 :

II - UN PATRIMOINE COMMUN À CONSTRUIRE ?

2.1 - À PROPOS DES SOURCES.

Le patrimoine de l'immigration n'échappe pas aux interrogations dont le patrimoine est l'objet aujourd'hui : que patrimonialiser dans ce qui demeure du passé et dans le contemporain ? Qui peut en décider ? Au-delà de l'élargissement du patrimoine, les objectifs qui lui sont assignés évoluent.

2.1.1 - Le patrimoine de l'immigration : de qui, de quoi ? Pour qui, pour quoi ?

Qu'est ce qui fait patrimoine dans le contexte de l'immigration ? L'immigration est un processus ; la patrimonialisation est continue. Ce patrimoine est vivant. Tout est susceptible de faire patrimoine, et la distinction entre patrimoine matériel et immatériel peut être remise en cause comme dans la Galerie des dons. La patrimonialisation ne dépend plus seulement de la rareté ou de l'ancienneté du document, mais de sa valeur culturelle et/ou historique.¹¹¹ La légitimité est mouvante, dépendante du sens donné aux documents par les acteurs – mais lesquels ? Archives individuelles, récit des invisibles, objets précieux ou du quotidien, fonds patrimoniaux des bibliothèques, archives administratives... Qui décide de leur importance et de leur légitimité ? Car la société est inscrite dans deux histoires : « celle qu'elle subit et celle qu'elle élabore. » La première influant la seconde révélant alors le rapport de cette société à son environnement – relations, représentations – et au temps.¹¹² Les revendications mémorielles de groupes sont de plus en plus présentes et s'appuient sur un patrimoine à préserver ou à reconnaître. Vaut-il pour tous ou pour le groupe qui le revendique ? Qu'est ce qui fait patrimoine commun ? Doit-il être adoubé, accepté dans la culture légitime pour entrer dans les institutions ?

Les traces peuvent être réactivées par la patrimonialisation ou détruites, effacées et tomber dans l'oubli.¹¹³ Disparues, elles deviennent mystères, nécessitant des recherches documentaires pour les déchiffrer. Patrimonialisées, elles sont alors l'objet d'intentions et porteuses de sens, symboliques, indicatrices du passé proche ou lointain. Matérialisées dans un lieu, elles en permettent alors l'appropriation sous différents modes : légitimé, contesté, revendiqué, identifié. Un lieu, une trace, représentent plusieurs mémoires et sont utilisés comme tels, dans le cadre de commémorations par exemple. Ce sont « les "stratégies symboliques" de lutte pour l'inscription dans l'espace et le temps » de la présence d'un groupe.¹¹⁴ La peur de l'oubli incite à accumuler mémoire et patrimoine. Cela passe par la prise en compte du patrimoine immatériel et de toutes les mémoires qui traversent la société. Pour Pierre Nora, c'est un « gonflement » qui se traduit par le développement des commémorations, gênant le travail scientifique.¹¹⁵ L'importance des travaux

¹¹¹GAUTIER-GENTÈS, Jean-Luc, Rapport annuel : Le contrôle de l'État sur le patrimoine des bibliothèques des collectivités et des établissements publics, , Paris : Inspection générale des bibliothèques 1997, 12 p., [en ligne] < <http://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/38/7/20387.pdf> >, (Consulté le 19/2014), p. 2.

¹¹²GARÇON, Anne-Françoise, Le Patrimoine, antidote ou disparition?, *Op. cit.*

¹¹³NORA, Pierre, *Présent, nation, mémoire*, Paris : Gallimard, 2011, 420 p., (Bibliothèque des Histoires), ISBN : 978-2070135479. p. 411

¹¹⁴JACQUOT, Sébastien, *Op. cit.*

¹¹⁵NORA, Pierre, *Présent, nation, mémoire...*, *Op. cit.*, p. 393.

tournés vers le patrimoine révèle peut-être une « régression. » En se tournant vers le passé et son partage, dans ce qu'il a de touchant et d'humain, le risque n'est-il pas de négliger le présent et le regard critique sur ce dernier?¹¹⁶ En s'avançant trop dans cette approche : « Il y aurait d'un côté l'immigration et les sans-papiers, de l'autre la discrimination et les jeunes de banlieues. Il faut penser les deux ensemble. »¹¹⁷ Aujourd'hui, il est reconnu que « le patrimoine ne peut plus être porteur d'une identité fermée et construite une fois pour toutes. »¹¹⁸

Le patrimoine est *une* des sources de l'histoire : « chacun, intuitivement, distingue ce qui est historique de ce qui ne l'est pas. »¹¹⁹ La perception du patrimoine varie selon « le vécu, l'expérience, individuelle et sociale » et dans le présent, actualise la représentation du passé.¹²⁰

La légitimité entre les mémoires et la mémoire vient se confronter au patrimoine. L'apparition de patrimoines nouveaux par l'attention à ces mémoires, remet en cause la valeur symbolique des « patrimoines établis » et par là même l'ordre social qui les utilise pour se perpétuer.¹²¹ Le patrimoine se construit dans le présent, dans l'échange entre les institutions et les membres de la société civile. Avoir un patrimoine, c'est être reconnu socialement, c'est un outil de légitimité pour faire reconnaître son existence comme individu ou groupe. En rapport avec le lieu, il en permet l'appropriation et le contrôle de son sens. Tous ne s'identifient pas au patrimoine monumental, à ce « patrimoine établi » qui serait celui des groupes de pouvoirs. Des lieux sont reliés à des hontes, à des douleurs. Les bidonvilles ont parfois été oubliés ; ils n'ont pas été conservés. Il est possible de les signaler, mais le choix incombe aux autorités – qui peuvent préférer les passer sous silence.¹²² Or, ils ont aussi été des lieux de vie, avec des joies et des peines. L'importance accordée à des éléments matériels et immatériels, en ce qu'ils marquent la société, détermine leur force à faire patrimoine. C'est une question politique, de responsabilité, notamment des institutions culturelles publiques, dans leurs missions face aux élus. Construire son propre patrimoine permet de devenir légitime et visible dans l'espace public. Le patrimoine permet la reconnaissance dans un double mouvement :

a) le patrimoine culturel constitue un ensemble de ressources héritées du passé que des personnes considèrent, par-delà le régime de propriété des biens, comme un reflet et une expression de leurs valeurs, croyances, savoirs et traditions en continuelle évolution. Cela inclut tous les aspects de l'environnement résultant de l'interaction dans le temps entre les personnes et les lieux.

b) une communauté patrimoniale se compose de personnes qui attachent de la valeur à des aspects spécifiques du patrimoine culturel qu'elles souhaitent, dans le cadre de l'action publique, maintenir et transmettre aux générations futures.¹²³

¹¹⁶<http://www.ccic-cerisy.asso.fr/patrimoine12.html> consulté le 22 août 2014 Voir l'intervention de Christian Bromberger.

¹¹⁷ GLASSON DESCHAUMES, Ghislaine, *Op. cit.*, p. 19.

¹¹⁸ CNHI, IPAPIC, *Op. cit.*, p.10.

¹¹⁹ Lucien Febvre disait : « l'historien fabrique ses sources. », GARÇON, Anne-Françoise, *Op. cit.*

¹²⁰ GARÇON, Anne-Françoise, *Op. cit.*

¹²¹ Ici se retrouve l'écho de la vision plutôt juridique du patrimoine. JACQUOT, Sébastien, *Op. cit.*

¹²² BAROU, Jacques, « Que patrimonialiser ? Pour qui et pourquoi ? » *Écarts d'idées*, décembre 2005, n°115, p. 4-8, [en ligne] <http://www.ecarts-identite.org/french/numero/article/art_115.html>, (Consulté le 19/07/2014).

¹²³ <http://conventions.coe.int/treaty/fr/treaties/html/199.htm> consulté le 26/06/2014.

Il prend en compte l'existence d'un groupe et sa participation à la société, ici la contribution des migrants et de leurs familles au développement du pays et dans le même temps, il est lui-même reconnu comme patrimoine, partie de l'histoire du groupe et du pays où il se trouve. Comme le dit Michel Melot : « l'objet patrimonial est simplement l'objet grâce auquel une communauté existe. »¹²⁴ Il faut faire attention aux effets d'assignation : les immigrants et leurs enfants ne se définissent pas d'eux-mêmes comme tels, et leur identité ne s'arrête pas à cette caractéristique, aborder la question sous cet angle a un aspect excluant.¹²⁵ Ils ne sont pas les seuls à pouvoir témoigner. Il y a aussi les personnes qui se confrontent à l'immigration, aux cultures.¹²⁶ Dans ce sens, les objets « anodins » qui constituent les collections du MNHI ont un statut intéressant : ce n'est pas tant l'objet qui est patrimoine, bien qu'il soit consacré comme tel, mais le récit et le vécu qui s'y attachent, or le discours est ici indissociable de l'objet, sans lequel il perdrait son sens. Il faut le transmettre et non se contenter de l'exposer. C'est peut-être cette articulation qui permet à l'objet de devenir lui-même patrimoine. Une réflexion sur le traitement s'impose : faut-il alors rassembler ou dissocier le matériel et l'immatériel ? Quelle peut-être la forme de la description du document ?

La participation des habitants, donc des migrants et de leurs descendants devient nécessaire. Les traces sont importantes comme rappel de cette expérience et en informent les autres. En revanche, il est essentiel que puisse être reconnu l'héritage culturel qui découle de l'immigration, ce qui émerge des échanges entre société d'accueil et migrants.

Avoir un patrimoine et une mémoire qui s'y rattache implique de le préserver, parfois au risque de passer à côté de la vocation de ce dernier à être partagé. Mogniss H. Abdallah donne comme exemple les « vrais » marcheurs, lors de la commémoration de la Marche de 1983 :

Une douzaine d'entre eux fondent au cours de l'année l'Association des marcheurs historiques de 1983. Au risque de cultiver un entre-soi peu propice à l'enjeu du nécessaire passage des dimensions privées de la mémoire à une histoire partagée, au-delà donc des seuls acteurs de la Marche et des milieux concernés.¹²⁷

Les premiers militants donnent à leurs témoignages une valeur de vérité, de sacré qui empêche le questionnement sur l'élaboration du récit et par là le passage à l'histoire, donc le partage avec le reste de la société. L'utilisation de la mémoire interroge la construction de l'histoire comme mythe. En tant que témoins, ils sont aussi les garants de cette mémoire, de ce qui en elle, peut être transmis. Arnold Bac a ressenti le besoin d'effectuer tout un travail de reconstruction avant de faire un don à la CNHI : son discours n'était pas « cohérent ». Conscient d'avoir reconstruit à lui seul le parcours de son père, il a entamé des recherches et redécouvert toute une partie du passé de ce dernier pour compléter son récit et s'approcher de la réalité.¹²⁸ La commémoration ouvre le champ de l'action

¹²⁴ MELOT, Michel, « Qu'est-ce qu'un objet patrimonial? », *BBF*, juin 2004, t. 49, n° 5, p. 5-10, [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2004-05-0005-001>>, (Consulté le 20/08/2014).

¹²⁵ CNHI, IPAPIC, *Séminaire national du 26 avril 2012 à Bordeaux : Collecter des témoignages ou récits de l'immigration : nouveaux fournisseurs, nouveaux usages, nouvelles compréhensions?*, *Op. cit.*, p.50.

¹²⁶ *Ibid.*, p.70.

¹²⁷ ABDALLAH, Mogniss H., *Op. cit.*

¹²⁸ GROGNET, Fabrice, « Une mémoire "gommée" en héritage », *Hommes et migrations*, 2011, 1293, p. 120-124, [en ligne] <http://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=HOMI_1293_0120> (Consulté le 13/08/2014).

patrimoniale : archives privées, récoltées et diffusées, restaurations et inventaires.¹²⁹

Quand patrimonialise-t-on ? Quand la mémoire est « vive », il n'y a pas d'impératif d'urgence et le patrimoine potentiel est abondant, quand elle menace de s'effacer, la mobilisation se fait – trop tard ? Quand elle est « éteinte », elle devient objet de conflit entre science historique et identification des groupes.¹³⁰ C'est à partir du patrimoine que la mémoire se projette et que l'histoire s'écrit. Le patrimoine a un usage social, politique et traverse ces deux notions : il en est source et support.

Dans les trois cas, il y a constitution et transmission : constitution et transmission de souvenir et d'identité pour la mémoire ; constitution et transmission de connaissances objectives pour l'histoire, constitution et transmission de richesses pour le patrimoine¹³¹

C'est ce qu'avance Anne-Françoise Garçon, en s'appuyant sur la définition première du patrimoine : biens et/ou valeurs transmissibles peuvent croître ou diminuer. Cette définition s'est élargie à ce qui est matériellement ou immatériellement transmis ou possible de transmettre et, intègre à la fois l'usage commun de la ressource et sa protection par la société. Le mode de transmission varie selon les sociétés.¹³² La conservation devient primordiale. Mais avec quel arbitrage ? Qui est légitime pour dire ce qui fait patrimoine ? S'il y a une pertinence des experts aux niveaux techniques, scientifiques, qu'en est-il pour ce patrimoine ? Les archives orales sont petit à petit reconnues comme un patrimoine, mais il n'est pas dit que leur légitimité soit semblable à celle de l'écrit : elles ne sont pas dans l'actualité des périodes dont elles traitent. Perçues comme moins fiables, elles sont dans celle du moment d'enregistrement, donc dans la reconstruction. Ce n'est pas tant l'objectivité de l'objet que son traitement qui pose question : qu'est-ce qui est conservé pour un témoignage, comment l'information est-elle traitée ?¹³³

Il est ici question de trois institutions patrimoniales différentes : les archives, les bibliothèques et les musées. Les traces qu'elles gardent sont différentes et liées au caractère de l'institution. Les services d'archives conservent les documents produits par les instances de l'État et des collectivités, ainsi que les archives privées déposées ou données, de particuliers, d'entreprises et d'associations. Les archives sont tout autant contemporaines qu'anciennes : un document devient archive dès lors qu'il est produit. Elles ont trois objectifs : faciliter la gestion en gardant les informations utiles, justifier les droits des personnes en constituant des preuves, et conserver les sources pour l'histoire. Dans cette dernière situation, les archives sont dites définitives et historiques, il n'y a pas de limite à leur durée de vie. Dans les bibliothèques, ces traces patrimoniales sont légalement définies comme « les documents "anciens, rares et précieux" »¹³⁴ mais la Charte des bibliothèques la restreint en intégrant comme critère le dépôt légal. Le patrimoine des bibliothèques est constitué par le patrimoine écrit, sur la base de son ancienneté et/ou de sa valeur historique ou sociale, et principalement par des

¹²⁹ ABDALLAH, Mogniss H., *Op. cit.*

¹³⁰ GARÇON, Anne-Françoise, *Op. cit.*

¹³¹ *Ibid.*

¹³² Le patrimoine est institutionnalisé ou transmis de façon orale.

¹³³ CNHI, IPAPIC, *Op. cit.*, p. 69.

¹³⁴ MOUREN, Raphaële (dir.), *Manuel du patrimoine en bibliothèque*, Paris : Cercle de la Librairie, 2007, 416 p., (Collection Bibliothèques), ISBN : 978-2-7654-0949-6. p. 22.

ouvrages écrits, des incunables aux ouvrages plus contemporains, selon le dépôt légal. Pour les musées, le cœur des collections est constitué par des objets : d'intérêt historique, artistique, ethnographique et par des documents écrits et photographiques. Les documents sont en deux dimensions et/ou en trois dimensions. Ces différentes traces s'entrecroisent. Leur traitement documentaire est différent selon l'institution et révèle un cloisonnement entre elles. La description de l'objet, y compris d'un objet « papier » (livre, carnet, feuille) ne sera pas la même, car elle correspond à un contexte documentaire et/ou technique. Un musée des Beaux-arts ne décrit pas ses collections de la même façon qu'un musée de société ou qu'une bibliothèque. Les intérêts et la constitution des collections varient : les archives sont utiles à l'historien, les collectionneurs enrichissent les musées. Les traces recueillies par les institutions reflètent leurs caractéristiques : les archives sont à la fois un service documentaire et administratif, tandis que les bibliothèques sont tournées vers l'actualité de la production éditoriale et procèdent à des choix selon leurs responsabilités, leurs moyens. Enfin, pour les musées, le projet scientifique et culturel est central et passe par l'analyse du territoire. En ce sens, le Rize est traversé par la logique muséale dans ses activités patrimoniales et scientifiques, tournées vers la proximité, dessinant le portrait social et historique de Villeurbanne. Sa démarche se rapproche d'un projet scientifique et culturel, comme pour un musée, par la programmation culturelle thématique du lieu et l'articulation de la collecte sur celle-ci. Le Musée de la Viscose à Échirolles aborde l'immigration et l'industrie de façon transversale, en s'intéressant à des entreprises ou des productions particulières.¹³⁵

Le patrimoine est l'objet d'une tension entre élargissement et restriction de sa définition. Aucun consensus n'existe dans la littérature scientifique. Ancienneté, histoire et intentions en sont les critères et objets de débat. Nathalie Heinich note quatre approches différentes du patrimoine. Pour l'une, le patrimoine est un objet de pouvoir, donc de légitimation, au sens où il serait une « version immanente et laïcisée de l'objet sacré » et une résistance au désenchantement du monde. Elle peut également correspondre à la description de l'objet par le choix et la qualité de cette dernière, constituant des corpus, plus tard analysés. La troisième est administrative, du ressort de la loi et des institutions culturelles : elle vise à édicter des critères pour la sélection et la gestion du patrimoine. Enfin, pour la quatrième, l'intérêt est tourné vers les représentations de l'objet et cherche à déterminer les principes qui en font un objet patrimonial.¹³⁶ La définition du patrimoine donnée par la *Charte des bibliothèques*, ainsi que les principes qui président à la constitution de la collection de la Galerie des Dons de la CNHI ou encore la variété et la richesse des collections du Musée Dauphinois, allant de l'archéologie aux « goodies » des Jeux Olympiques de 1968, témoignent de cette variété. Il n'y a pas d'accord clair ni sur la forme, ni sur le fond. Le patrimoine est-il réconciliateur ? Fixe ou changeant ? La notion semble aisément manipulable. Il semble indispensable de se remémorer les mots de Walter Benjamin : « Le chroniqueur qui narre les événements sans jamais vouloir séparer les petits des grands tient compte de cette vérité majeure que rien ne devra jamais être perdu pour l'Histoire. »¹³⁷

¹³⁵VANDERLICK, Benjamin, « Les institutions culturelles face aux histoires et aux mémoires d'immigration : Vingt-cinq ans d'expériences en Rhône-Alpes », *Hommes et migrations*, 2011, n°1293, p. 86-95, [en ligne] <<http://www.cairn.info/revue-hommes-et-migrations-2011-5-page-86.htm>> (Consulté le 13/08/2014).

¹³⁶HEINICH, Nathalie, « Introduction : L'inflation patrimoniale », *Terrain [revue électronique]*, article mis en ligne octobre 2009, p. 15-39, [en ligne] <http://www.lcdpu.fr/resources/download.cfm?GCOI=27000100056990&thefile=Intro_fabrique_du_patrimoine>, (Consulté le 20/08/2014) p. 29.

¹³⁷BENJAMIN, Walter, *Écrits français*, Paris : Gallimard, 2003, 499 p., (Folio Essais n° 418), ISBN : 978-2070426942, p. 434.

Il faut noter les croisements entre les identités et les mémoires. Les « vagues d'immigration » ont été des solutions pour lutter contre le déficit de main d'œuvre, le coût du travail, liés à la croissance de l'économie et selon les périodes, à la résistance de la paysannerie à l'industrialisation, aux conséquences de la guerre.¹³⁸ S'il y a eu des rivalités et si certains ne se privent pas d'utiliser le spectre de « l'étranger envahisseur et voleur d'emplois, » les ouvriers étrangers ont, souvent et depuis longtemps, participé aux luttes syndicales et militantes.¹³⁹ Il y a là un patrimoine commun : celui de l'industrie, celui de l'immigration qui contribuent tous deux à la société. La culture de l'immigration est-elle celle constituée dans le pays d'accueil ? Elle est alors partie de la culture française et de son patrimoine. Mais si elle est considérée comme celle d'un autre pays, est-ce intéressant de la patrimonialiser ? Est-ce une répétition, ou une prise en compte nécessaire à la compréhension ? Ce patrimoine est-il celui d'une communauté, quelle est alors sa place ? En quoi l'expérience dans le pays d'accueil nourrit-elle celle du pays d'origine ? Un savoir plus précis peut se développer : « les méthodes du savoir-patrimonialiser appartiennent à l'ingénierie culturelle au sens noble du terme : inventaire, constitution de collections, conservation, restauration, valorisation. »¹⁴⁰ Les méthodes sont primordiales et un regard attentif est nécessaire, ancré localement et en résonance avec le monde et l'époque. Ils pourraient être apportés par des institutions culturelles en prise sur leur territoire, d'autant plus que face à ces questionnements, leurs approches se renouvellent. Elles peuvent prendre en compte l'égale dignité des cultures telle que la convention de l'Unesco sur le patrimoine culturel immatériel la décrète : c'est une question de sauvegarde et de reconnaissance de la diversité culturelle .

Dans la même logique, trois autres axes garantiraient, du moins en partie, la pertinence de la patrimonialisation de l'immigration : l'attention aux rapports entre la demande sociale, aux publics ciblés en termes de collecte et de fréquentation, aux territoires et l'offre des institutions culturelles, dans leurs liens avec l'immigration.¹⁴¹ Le premier axe risque de placer les institutions dans une position de prestataire bien qu'elles soient des services publics et le second demeure un problème pour les institutions culturelles, qu'elles tentent de résoudre au mieux. La mémoire et le patrimoine, instrumentalisés par les militants et par l'État, font-ils avancer la connaissance historique sur les populations immigrantes ?¹⁴²

Au-delà de l'immigration, doit-on s'identifier à *tout* ce qui constitue la mémoire collective (de quel groupe d'ailleurs?), à *tout* le patrimoine national ? *Tous* sont-ils libres de décider de ce qui fait patrimoine ? Il ne s'agit pas ici de répondre de façon exhaustive et assurée à la question du patrimoine, mais de poser les questions qui le traversent, comme autant d'ouvertures pour la pensée et pour la place du patrimoine que fait aborder l'immigration. Ici, le patrimoine dépend du sens et de la place donnés aux documents – au-delà de leur nature et de leur forme – par les individus et la société, et non par une unique expertise, dans un attachement conscient ou imperceptible. Sens et place évoluent dans le temps. Le patrimoine est alors à la fois la culture instituée du présent et de l'avenir.

¹³⁸ NOIRIEL, Gérard, *L'immigration...*, *Op. cit.*

¹³⁹ Ainsi, dès la fin du XIX^e, les Italiens démarrent des grèves et un siècle plus tard, Maghrébins et Français participent aux grèves dans l'industrie automobile. *Ibid.*

¹⁴⁰ GARÇON, *Op. cit.*

¹⁴¹ BELBAH, Mustapha, LAACHER, Smaïn, *Immigration, politiques et usages de la mémoire : Étude réalisée dans le cadre de l'action 1 du projet EQUAL « Former des médiateurs de la mémoire pour lutter contre les discriminations », Op. cit., p. 4.*

¹⁴² À ce titre, la nomination de Benjamin Stora peut être perçue comme une avancée pour l'indépendance et l'approche scientifique du musée.

2.1.2 - La domination des archives administratives

Les archives administratives constituent la plus grande part du patrimoine de l'immigration, du aux obligations de versement des collectivités et des institutions publiques. La plupart de ces documents se trouvent dans les services d'archives départementales, du fait de la politique de décentralisation et de la gestion des migrations en France. Ils sont constitués par des correspondances sur la régularisation, les aides, ou proviennent des services sociaux, des services de police, d'élus ou encore sont liés au travail des immigrants, notamment sur les chantiers. Ils indiquent les spécificités des migrations dans les régions.¹⁴³ Les archives municipales ont des traces de l'immigration dans les recensements, les registres municipaux (naissances, mariages), les demandes de carte d'identité – le nom, le prénom tracent le lien avec l'immigration. Elles ont peu de choses sur l'immigration, et recourent aux Archives départementales, aux collectes de témoignages et d'objets.¹⁴⁴

Ces documents permettent de travailler statistiquement. Ils ne reflètent que rarement les pratiques culturelles, le quotidien des personnes, selon les spécificités de chaque migration. Ainsi, les migrations italiennes et espagnoles sont mieux documentées par leur histoire politique.¹⁴⁵ Certains intellectuels et militants étaient l'objet d'une surveillance assidue, traduite dans des rapports administratifs. Ils décrivent la vie de ces populations : mode, lieux fréquentés, habitudes culinaires, activités sociales, parfois hors de l'aridité administrative. Les Archives municipales de Lyon possèdent des documents de cette nature sur les migrations polonaise et italienne. La perception de la migration par les autorités est à l'origine de ces documents : les travailleurs étrangers sont l'objet de restrictions dans leur déplacements et de dispositifs de surveillance, appliqués par l'État. Il sont rares en ce qui concerne l'immigration maghrébine par exemple, abordée comme une migration de travail. Les traces de cette dernière sont liées aux actions des services au quotidien. Par exemple, les problèmes d'ébriété et de bruit dans les archives de la police, des décrets renseignent sur le fonctionnement des cabarets de la Place du Pont à la Guillotière.

Les obligations varient selon les institutions publiques. Ainsi, l'OFII¹⁴⁶ de Lyon, contacté par les Archives Municipales de Lyon, ne se préoccupe pas de ses archives : le stockage sert aux besoins de l'administration. En revanche, le Défenseur des Droits et ses représentants ont des obligations d'archivage précises et encadrées.¹⁴⁷

Ghislaine Glasson-Deschaumes rappelle que les représentations du patrimoine, les discours sur ce qui est légitime ou illégitime de collecter sont reliés aux institutions et à leur vision du patrimoine.¹⁴⁸ Les institutions administratives ont d'autres impératifs que le patrimoine : elles conservent ce qui est utile sur le court ou moyen terme. L'administratif vient influencer les critères de sélection, de

¹⁴³EL YAZAMI, Driss, « Sources publiques et privées de l'histoire des étrangers », *Op. cit.*

¹⁴⁴ Au Rize, la volonté politique de la tutelle étant de valoriser cette mémoire, il a fallu trouver des solutions : utilisation des archives départementales, récolte de témoignages, approche par des thèmes transversaux. CNHI, IPAPIC, *Op. cit.*, p. 70 À noter également, l'État a des responsabilités sur les collections patrimoniales des communes tout en respectant le principe de leur liberté. GAUTIER-GENTÈS, Jean-Luc, *Op. cit.*, p. 1.

¹⁴⁵Communistes italiens fuyant le fascisme ou encore Républicains espagnols fuyant la répression suite à la guerre civile.

¹⁴⁶OFII : Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

¹⁴⁷La durée d'utilité administrative est de 3 ans : tous les six ans, une année est versée aux archives départementales. Le défenseur doit verser ses archives lorsqu'il cesse son activité. Il doit également évaluer le volume de ses archives. Le tri se fait à partir d'un tableau. Archives des délégués : directives pour l'application de l'instruction du 21 avril 2008.

¹⁴⁸GLASSON DESCHAUMES, Ghislaine, *Op. cit.*, p. 16.

conservation. À Lyon, les Archives municipales forment les agents de la ville aux archives, au tri et au versement. Ce travail est nécessaire, mais limité. Les Archives souhaiteraient mieux l'encadrer. Elles sont confrontées au manque d'effectifs et au peu d'intérêt des autres services. Des documents d'intérêt comme sources historiques et patrimoniales sont exclus et montrent les frontières entre les institutions. Les récits qui peuvent être écrits à partir de ces sources ont des trous. Il leur manque tout un quotidien qui n'apparaît qu'en filigrane. Pris dans leur époque, ils retranscrivent le point de vue de la société d'accueil sur les immigrants, et le phénomène migratoire. Le résultat de cette domination des archives administratives fait que « l'histoire de l'immigration a d'abord et avant tout été une histoire de l'État français. »¹⁴⁹ Or, les archives de l'immigration sont produites par les migrants, les associations et par des structures publiques ou privées en lien avec eux.

2.1.3 - Un caractère à rendre visible ?

Il ne s'agit pas uniquement de la légitimité de qui verse aux archives ni de la place de tel ou tel document dans une institution culturelle et patrimoniale. Les documents constituant le patrimoine de l'immigration manquent aussi de visibilité.

Il n'y a pas d'organisation des fonds qui fournisse une expression archivistique de l'immigration. Pourtant, l'immigration est présente dans les archives. La faire apparaître serait sans doute possible en reliant des éléments marqués par l'immigration. Ce lien peut apparaître dans l'indexation, dans la description des archives, par les fonds, les lieux ou les personnes auxquels ils sont attachés ou dont ils traitent : par exemple un migrant, un élu ou un militant impliqué sur le sujet, un quartier ou une rue, le fonds d'une association.

L'exposition Place du Pont Production traite de la chanson maghrébine des cabarets de la Guillotière, de cette production artistique et la replace dans son contexte social et historique, difficile à construire par manque d'archives sérieuses sur les conditions de travail des chanteurs, notamment au niveau de l'enregistrement des morceaux. Les maisons de production musicale françaises ont été chargées par l'État de collecter des musiques « indigènes. »¹⁵⁰ La maison Teppaz située à la Croix-Rousse a participé à ces missions. En dehors, il n'y a pas d'archives, alors que les musiciens ont joué dans ces cabarets, ont enregistré à Lyon. Bon nombre d'entre eux étaient de nationalité française. Ces fonds sont conservés à la BnF et en partie à la Bibliothèque Municipale de Lyon pour le fonds Teppaz. Il n'y a pas d'indication du lien de ces documents avec l'immigration alors qu'il s'agit d'une production intimement liée à celle-ci.¹⁵¹ Rien n'apparaît pas dans l'indexation de ces documents qui se retrouvent fréquemment classés en Musique du monde, alors qu'ils nous parlent en français de l'exil en France.¹⁵² Ce patrimoine est visible comme patrimoine étranger, bien qu'il ait été surtout écouté en France, et non comme patrimoine métissé. Cela ne se voit que sur les

¹⁴⁹L'intégration est aussi devenue de plus en plus contraignante légalement et administrativement. De la continuité entre deux prescriptions CNHI, IPAPIC, *Séminaire national du 26 avril 2012 à Bordeaux : Collecter des témoignages ou récits de l'immigration : nouveaux fournisseurs, nouveaux usages, nouvelles compréhensions?*, *Op. cit.*, p. 26.

¹⁵⁰On songera aux politiques de sauvegarde du folklore.

¹⁵¹Dans le même temps, il faut aussi songer à la date : quand peut-on parler d'immigration algérienne ? Avant ou après 1962 ?

¹⁵²A titre d'exemple, deux membres du groupe Zebda – franco-algériens – ont publié un album de chansons de l'immigration algérienne en France, certaines en arabe, d'autres en français. La tradition musicale dans laquelle ils s'inscrivent prend le pas sur le contexte. C'est ici le pays d'origine qui importe.

jaquettes.¹⁵³ Ces musiques se placent dans un entre-deux, qui rend difficile leur classification.

La difficulté supplémentaire vient de l'éparpillement des archives dans les structures : bibliothèques et musées possèdent des archives, en collectent – ce qui pose problème quant aux garanties pour la communication et l'élimination. Ainsi, le Musée Gadagne, qui cherche à faire comprendre l'espace urbain contemporain, collecte des archives. Des documents sont aussi disponibles dans les archives syndicales, qui privilégient le rapport au travail plutôt que les origines des travailleurs. La collection de l'Institut d'histoire de la CGT est orientée dans cette perspective. La lecture de ses documents révèle que les immigrés impliqués dans ces luttes étaient lettrés.

Au-delà du renseignement à faire apparaître – et des limites à fixer quand l'immigration est toujours perçue comme un stigmate – il y a une question de moyens. Mourad Laangry signale à ce titre la richesse des fonds journalistiques, pour les articles mais aussi l'iconographie. Les fonds du *Progrès*, de *Lyon Figaro*, de *Lyon Libération* n'ont pas encore été entièrement dépouillés, par manque de personnel.

Pour l'archiviste, le professionnel de la documentation, il s'agit d'identifier les documents, de les classer, de les conserver, d'orienter vers les sources, de sensibiliser à leur importance et de les rendre accessibles à tous. C'est une réelle difficulté qui demande de relier de nombreux objets. Les interrogations des chercheurs apportent des informations sur le document étudié et en montrent l'intérêt. L'absence de caractérisation du patrimoine de l'immigration marque aussi sa diffusion dans tous les aspects de la vie quotidienne et sa séparation d'avec le patrimoine commun, quand il est associé avant tout avec l'origine.

Il faudrait aussi s'interroger sur le déni de certaines archives (secrètes, interdites) qui offrent un autre point de vue, un récit différent ou sont tues parce qu'elles remettent en cause une unité qu'il faudrait protéger, risquent de déclencher un conflit. Or, les archives expriment la mémoire de la cité dans sa pluralité, les chercheurs doivent y avoir accès dans le respect des lois.

2.1.4 - Du juridique et de l'oubli

Il importe d'examiner les contraintes liées aux archives : l'aspect juridique et l'impact du numérique. Il existe des critères de communicabilité des documents d'archives administratives : s'ils ne sont pas librement communicables dès leur versement, des délais de 25 à 100 ans s'appliquent. Des dérogations peuvent être accordées, justifiées par :

l'ancienneté du document et [la] proximité de l'échéance du délai de libre communicabilité, [la] sensibilité des informations qu'il contient, [les] motivations et [la] qualité du demandeur (recherche scientifique ou intérêt administratif ou familial), le degré de « notoriété » des documents (déjà obtenu, publié, évoqué dans la presse).¹⁵⁴

Les documents administratifs traitant de l'immigration peuvent tomber sous ce régime s'ils font référence à la vie privée des personnes. Pour les dons et les dépôts, les

¹⁵³Une exposition virtuelle aurait été intéressante au vu des supports, qui montrent cet entre-deux : le chanteur en bleu de travail sur un chantier par exemple.

¹⁵⁴<http://www.cada.fr/archives-publiques,6093.html>. (Consulté 10/07/2014)

délais sont négociés avec la personne physique ou morale qui souhaite verser ses documents.¹⁵⁵

Ce besoin de protection est apparu nettement lors de l'entretien avec la personne de RESF. Ce collectif de militants, issu du milieu scolaire et s'attachant à soutenir juridiquement les sans-papiers, notamment les Jeunes Mineurs Isolés ou des élèves et leurs familles.¹⁵⁶ La personne que nous avons rencontrée est une des plus engagées sur le département. Elle gère en partie le site web et, de plus, elle est professeur d'histoire, donc sensibilisée à la nécessité d'archiver pour les historiens et la société dans son ensemble. RESF peut éventuellement donner des aides plus matérielles, mais secondaires, liées à l'urgence. La protection que donnent les délais des archives pourrait protéger leur engagement. La pétition est un mode d'action du collectif. Les noms des signataires sont visibles sur le web. Il y a un travail d'archivage des pétitions, des actions. Il révèle l'attention envers la protection de la vie privée. Les affaires conservées sont banales, ne posent pas de problème pour être déposées aux archives, mais si les cas délicats n'en font pas partie en tant que sources, elles seront incomplètes et d'un intérêt moindre pour les historiens. Décider de conserver, c'est aussi avoir le choix de ne pas laisser de traces et d'invoquer un droit à l'oubli. Certains cas auxquels le collectif s'est intéressé sont sensibles, les personnes ont pu être énormément impliquées humainement et blessées par les décisions de justices. Des relations entre les militants et les migrants se sont créées, parfois fortes et parfois distantes, pour se protéger des émotions que la situation peut engendrer – celle où une personne devenue proche est expulsée.¹⁵⁷ La demande d'anonymisation, faite par le signataire d'une pétition, est fréquente afin d'éviter d'être gêné, rejeté (par sa famille, un employeur, une relation) pour l'exposition de son soutien à la cause défendue. Les signatures ou les pétitions sont alors archivées, masquées sur le site : elles ne disparaissent pas entièrement mais « tombent aux oubliettes ». Les délais archivistiques sont aussi des atouts dans le droit à l'oubli, qui permet, après un temps de déprise, de se remémorer.

Face au développement du numérique et des risques de perte qui lui sont propres, la vigilance est requise. Si des progrès ont été faits, la conservation du numérique n'est toujours pas stabilisée : pluralité de formats, de supports, de logiciels dont l'obsolescence est rapide. Les documents sont de plus en plus utilisés, transmis, conservés sous forme numérique. À cause de l'instantanéité et la nature de son action, RESF a principalement des archives numériques : les personnes peuvent effectivement avoir des archives papier (tracts, affiches). Or, l'Unesco a réaffirmé les principes pour la conservation du patrimoine numérique. Celui-ci constitue également un patrimoine commun, avec « une valeur et une importance durable » et doit être préservé pour le futur. L'Unesco crée la notion de patrimoine numérique, concernant les ressources qui n'existent que « sous leur forme numérique initiale ».¹⁵⁸

¹⁵⁵Voir annexe 1.

¹⁵⁶Notamment des familles « roms ». L'entretien avec cette personne a eu lieu sur le temps d'attente du collectif au Tribunal de Lyon, durant la délibération du Tribunal sur le cas de Mahamat Alkasim. http://www.lemonde.fr/societe/article/2014/06/04/deux-jeunes-etrangers-isoles-incarceres-a-lyon-pour-avoir-menti-sur-leur-age_4431743_3224.html

¹⁵⁷Le travail de Lilian Mathieu relie ces différentes approches de l'action militante aux parcours des personnes. Leur engagement peut varier, à la fois du fait de l'expérience de la migration par ses ascendants ou soi-même, par un parcours militant préalable, par une entrée par la confrontation directe à un cas. Cela a des conséquences sur ces rapports humains. MATHIEU, Lilian, « Les ressorts sociaux de l'indignation militante : L'engagement au sein d'un collectif départemental du Réseau éducation sans frontière », *Sociologie*, 2010, vol 1, n°3, p 303-318, [en ligne] <<http://www.cairn.info/revue-sociologie-2010-3-page-303.htm>>, (Consulté le 19/07/2014).

¹⁵⁸« Les documents numériques comprennent, parmi un large éventail de formats électroniques qui ne cesse de se diversifier, des textes, des bases de données, des images fixes et animées, des documents sonores et graphiques, des logiciels et des pages Web. Ils sont souvent éphémères, et leur conservation nécessite des mesures volontaires d'entretien et de gestion dès leur création. » UNESCO, *Charte sur la conservation du patrimoine numérique*, Paris : Unesco, 2003.

2.2 - UNE COLLECTE DIFFICILE

Les services d'archives ont une fonction de collecte pour l'immigration auprès des particuliers et des associations. Ils se heurtent à des situations culturelles et professionnelles pour lesquelles le patrimoine n'est pas une évidence.

2.2.1 - Les archives : jamais une priorité

Les archives de l'immigration sont marquées par la quasi absence de documents provenant des structures concernées, notamment des associations qui aident ou s'intéressent aux migrants. Elles ont des missions variées : elles peuvent remplir un rôle d'aide d'urgence, de travail social, gérer des hébergements, offrir un conseil administratif ou juridique, promouvoir une ou des cultures, sous différentes formes, mais aussi avoir une approche plus scientifique, valoriser la mémoire d'une migration, ou d'un groupe.¹⁵⁹ La lecture du dernier rapport d'ARALIS¹⁶⁰ est éclairant : elle a été très impliquée dans la biennale Traces, et donc dans la valorisation. Cette biennale est aujourd'hui en suspens, et la responsabilité a été transférée à l'ADATE¹⁶¹. Les situations financières contraintes de l'association et de l'État apparaissent clairement dans ce rapport, révélant les difficultés des associations à accorder intérêt et action pour le patrimoine de l'immigration. La complexité des procédures de financement a aussi joué un rôle.¹⁶² Elle est pourtant une association de premier ordre dans la région, gérant des logements. Certaines structures associatives n'ont pas les moyens de mener un archivage efficace, même pour leurs propres besoins : locaux non-adaptés, inexistantes. Les archives ne sont pas primordiales pour elles, sauf sur le court ou moyen terme. Ainsi, les centres de loisirs archivent principalement les documents administratifs nécessaires au fonctionnement. ATD Quart Monde joue un rôle d'aide sociale capital mais n'archive pas. Les archives sont souvent stockées dans des endroits inadaptés, ne sont pas soignées ou triées sont oubliées. Elles dépendent aussi de la forme de la structure, de sa durée de vie, parfois très limitée. Elles sont menacées de destruction, alors qu'elles sont riches d'informations sur la vie des migrants et sur les rapports entretenus avec la société d'accueil, sur la vision de la société civile. Certaines ont néanmoins documenté leur travail, à l'instar du dispensaire de La Mouche à Gerland, qui a photographié le bidonville dans les années 1920, constituant la seule trace du lieu. Face à l'effacement, la proposition du rapport Tuot, « Notre histoire partagée est une mémoire vivante » pourrait offrir une solution facile à mettre en œuvre lors de rénovations urbaines en utilisant une part des financements pour la sauvegarde de la mémoire des lieux

5 p., [en ligne] <http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=17721&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html>, (Consulté le 19/07/2014) pp.1-2.

¹⁵⁹L'intérêt se tournera peu vers ces dernières formes, dont on supposera qu'elles sont déjà sensibilisées – même si cela ne les mène pas toujours à agir pour conserver des traces de leur action propre ou les documents qu'elles manipulent.

¹⁶⁰ARALIS : Association Rhône-Alpes pour le Logement et l'Insertion Sociale.

¹⁶¹ADATE : Association Dauphinoise Accueil Travailleurs Étrangers.

¹⁶²Le rapport Tuot insiste fortement sur la nécessité de soutenir le secteur associatif, auquel l'État a délaissé la politique d'intégration. Ce rapport, très critique, exigeant et inventif dans ses propositions, a été rejeté. TUOT, Thierry, Rapport au Premier ministre sur la refondation des politiques d'intégration : La grande Nation pour une Société inclusive, Paris : La documentation française, février 2013, 100 p., [en ligne], <<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000099/0000.pdf>>, (Consulté le 15/08/2014) p. 89

(recueil, exposition, conservation) et des habitants, « sous l'égide de la Cité Nationale de l'Immigration. »¹⁶³

Les associations survivent en grande partie grâce aux subventions et tendent ainsi à adapter leurs actions aux appels à projets ou aux demandes qui leur permettent d'agir et de vivre. Le CMTRA, qui fait œuvre de collecte dans une démarche ethnographique, s'appuie de plus en plus sur l'action culturelle, sur des spectacles. Il collecte la musique mais pas les témoignages qui pourraient l'accompagner.¹⁶⁴ L'aide ou l'action qu'elles offrent ne sont pas toujours professionnelles – même si elles développent une expertise au fil du temps et qu'elles emploient de plus en plus de professionnels. Cela cause parfois un sentiment d'illégitimité pour elles en tant qu'interlocuteur, pourtant détenteur de sources documentaires d'intérêt historique et donc patrimonial. La notion de patrimoine immatériel n'est que peu diffusée alors qu'elle pourrait lever ces obstacles. La crainte de transmettre un « monstre » aux services d'archives vient aussi du manque de tri, utilitaire ou personnel des documents et du peu de prise sur le déroulement du versement (en ce qui concerne le numérique notamment).

L'exemple de RESF¹⁶⁵ est très actuel, sans doute lié au milieu d'où il a émergé. Le travail de conservation mené concerne plus la structure et les militants que les migrants¹⁶⁶ : documentation, outils militants (guides, indications pour réagir face à un élève qui vient signaler sa situation), souvenirs personnels mais tous les membres ne sont pas favorables aux témoignages. L'idée est d'utiliser ces documents pour produire un livre retraçant l'existence de RESF pour les dix ans du collectif en 2015.

Parfois, les associations sont rattachées au pays d'origine. Ainsi, l'immigration italienne a été encadrée par des structures italiennes : le consulat et le gouvernement italiens, la Maison des Italiens, la mission catholique italienne ont aidé cette population à migrer. La région Rhône Alpes a vu de nombreux allers-retours par sa situation frontalière. L'Italie ne reconnaît pas la double nationalité, d'où sans doute cette implication. Enfin l'aspect politique de toute une partie de cette immigration se retrouve aussi dans le cas de l'Espagne. Ces institutions ont pris en charge ce patrimoine de manière plus ou moins heureuse : le consulat italien a détruit une grande partie de ses archives en déménageant et il n'en reste que peu de traces. Celles-ci sont aujourd'hui diffusées dans la société française, tout en pouvant être reconnues comme telles. Les tensions ont disparu.¹⁶⁷ Il n'y a pas eu de suivi de cette envergure pour l'immigration maghrébine, plus individuelle et centrée sur le travail. Il y a peu de choses à moins de disposer de documents versés par des personnalités. Les documents sont administratifs, provenant des associations de travail social quand ils ont été conservés et versés. Le versement fait face aux manques de moyens dans les services : une seule personne est en charge des archives privées aux AML. Les approches pourraient tenir compte des spécificités des groupes, des communautés concernées. Il y a des différences en termes culturels, mais aussi géographiques et temporels. Les archives des entreprises constituent des sources.

¹⁶³*Ibid.*, p. 86.

¹⁶⁴Le travail de contextualisation de l'exposition Place du Pont Production est principalement l'œuvre des AML. Ces actions de collecte musicale permettent cependant de libérer la parole, il faut alors pourvoir la recueillir.

¹⁶⁵Réseau Éducation Sans Frontières

¹⁶⁶Les cas permettent de faire avancer la cause. MATHIEU, Lilian, « Les ressorts sociaux de l'indignation militante : L'engagement au sein d'un collectif départemental du Réseau éducation sans frontière », *Op. cit.*, p. 303.

¹⁶⁷Suite à l'assassinat de Sadi Carnot, la population italienne de Lyon a été la cible de vandalisme et d'agressions physiques.

Il faudrait réussir à toucher également les migrants, leurs descendants et les militants. L'aspect intergénérationnel est intéressant car il permet de comprendre ce qui se transmet et sous quelles formes. Il s'agit de collecter des objets, des documents et la parole. Ce travail n'est pas sans difficulté, car recueillir un récit ou un témoignage implique de prendre en compte la situation de la personne, les oublis, les exagérations, conscients ou non. Les entretiens doivent être adaptés en fonction des situations : les migrations sont différentes mais les personnes aussi (âge, sexe). Cela demande d'être formé au mieux. Le témoignage peut être partiel et les mots enfermants.¹⁶⁸ L'historien a difficilement accès aux témoins. Les associations remplissent un rôle précieux de par leur proximité avec les populations et la confiance dont elles sont l'objet, à la fois pour les entretiens et la collecte de fonds privés.¹⁶⁹ La présence dans une institution de proximité d'une personne recueillant les témoignages peut fonctionner, comme au Rize.

2.2.2 - Collecter et sensibiliser

Les acteurs de l'immigration devraient être sensibilisés à l'importance des archives : du dépôt, du don, de leur témoignage écrit, oral ou vidéo. Il y a urgence, car les immigrants des premières générations des « grandes vagues » sont en train de disparaître. L'intérêt pour l'histoire de l'immigration risque de s'accroître réellement lorsqu'ils auront disparu. Il faudra faire de l'archéologie pour retrouver les traces et faire les liens. Aujourd'hui, les cabarets où se produisaient les artistes de Place du Pont Production ont disparu : ce sont les témoins de l'exposition qui ont transmis leurs noms. Or, c'étaient des lieux de sociabilité importants pour ces hommes, célibataires venus travailler en France. La récolte de témoignages, la mémoire orale, donnent des moyens d'écrire une histoire aussi complète et impartiale que possible.

Génériques est une association créée par des militants en 1987, mais avec la volonté d'être scientifiquement exigeante dans son travail, et donc proche des universitaires. Elle est l'une des plus mobilisées sur la question des archives de l'immigration, cherchant à toucher les associations et les individus, pour que leurs archives soient versées en lieu sûr. Naïma Yahi, responsable scientifique de l'association a joué un rôle clé. Par sa formation d'historienne, elle était consciente du besoin pour la recherche. Le rapport humain a fonctionné. Pour l'association, sources orales et écrites sont complémentaires. Elle tente de combler les manques sur l'histoire de l'immigration. Tout un travail est réalisé pour les campagnes de collecte : thématique, méthode, choix des témoins et préparation des entretiens.¹⁷⁰ Un guide des sources a été écrit en partenariat avec les Archives Nationales à la fin des années 1990, qui inventorie et révèle la richesse des fonds publics (dans les services d'archives, les bibliothèques, les universités) et privés (associations, particuliers). Ces derniers sont fragiles (méconnaissance de leur intérêt, conditions de conservation, disparition des détenteurs). Ce travail continue aujourd'hui, notamment à travers la base de données gratuite Odyseo. Mais le *Guide à l'usage des détenteurs d'archives de l'immigration* publié par Génériques, et ceux créés et diffusés en région sur ce modèle, n'ont pas eu de succès. Destinés aux détenteurs d'archives de l'immigration, ils sont pensés à la fois pour repérer, collecter, valoriser les documents et enrichir les services d'archives.¹⁷¹ Ils insistent sur l'intérêt de ces archives pour tous, pour l'histoire et la cohésion sociale, aujourd'hui

¹⁶⁸ S'intéresser à l'immigré c'est se concentrer sur le territoire d'arrivée, s'intéresser au migrant, c'est se concentrer sur le parcours. Il faut prendre garde à l'utilisation des mots. CNHI, IPAPIC, Op. cit., p. 54-56.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 66.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 67.

et dans le futur et donc, sur leurs nécessaires conservation et valorisation.¹⁷² Ils expliquent les différentes modalités de versement des fonds (don, dépôt), les services auxquels les destiner selon leur intérêt (municipal, départemental, national). La rencontre est aussi primordiale pour la collecte : les AML ont contacté le Père Delorme, figure locale du milieu associatif catholique, fortement impliqué dans les protestations des années 1980 à Vénissieux et, au niveau national, dans les grèves de la faim et la Marche de 1983. Il va verser ses archives.

Les fonds de la BDIC offrent des sources très riches, traitant principalement de migrations politiques. Cet aspect politique cristallise une identité forte, liée à l'engagement et au départ qui dépassent « le seul critère de nationalité. »¹⁷³ La bibliothèque a été contactée par les immigrés eux-mêmes, « parfois réticents vis-à-vis de dépôts plus institutionnels », et a ainsi reçu des fonds dans les langues d'origines et sur tous supports. Elle collecte aussi des archives orales, dispose de fonds audiovisuels et iconographiques et d'un fonds de périodiques en langues étrangères (environ 2000 titres), tous conséquents.¹⁷⁴ Elle possède également des documents politiques, militants : tracts, affiches, brochures touchant à l'opposition au franquisme par exemple et de façon plus contemporaine, à l'évolution du droit des étrangers grâce au GISTI¹⁷⁵. Des fonds de premier plan sont disponibles : fonds de la Ligue des droits de l'Homme de 1898 à 1940, de la CIMADE entre 1941 et 1990, enfin de la Documentation réfugiés de 1987 à 1995.¹⁷⁶ Ces fonds sont en partie numérisés et informatisés. Les documents numérisés sont accessibles par Odysseo, en lien avec l'association Génériques. Ce type d'accès par des catalogues communs ou liés, gagnerait sans doute à être développé. Au Rize, les fonds de la médiathèque et des archives peuvent être interrogés ensemble.

Des formes de partenariats locaux comblent des manques : un centre social de la Duchère a exposé les photographies du quotidien prises par des femmes du quartier, et montré leur regard sur la vie en France. Mobilisant les services sociaux en charge de ces populations, les AML ont également lancé une campagne photographique dans les campements roms, difficiles à pénétrer.

Un travail de valorisation peut être mené en amont d'une campagne de collectage, sensibiliser, et s'appuyer sur les associations. Travailler avec elles sur cette valorisation préalable en fait des soutiens et des acteurs précieux pour la collecte, notamment de témoignages. Cependant, les associations, par leur proximité avec les personnes, manquent parfois des compétences d'objectivation de l'historien et du sociologue : gérer ses émotions face aux récits de personnes familières est difficile.¹⁷⁷ Elles ont la confiance des migrants. Des programmes de formation à l'entretien et à la conservation, aux aspects juridiques, la formulation claire des objectifs et des méthodes de la collecte sont à négocier entre les institutions et les associations pour être efficaces.¹⁷⁸ Des règles doivent être

¹⁷¹ Il faut noter les freins de ces détenteurs qui les amènent à conserver les documents : volonté d'en faire l'inventaire, mais aussi utilisation artistique, volonté de les exploiter eux-mêmes. EL YAZAMI, Driss, « Sources publiques et privées de l'histoire des étrangers », *Op. cit.*

¹⁷² Voir exemple en annexe.

¹⁷³ LE VAN HO, Mireille, « Les Sources de l'histoire de l'immigration en France dans les fonds de la BDIC », *Génériques/Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° hors-série électronique, [s.d.], 15 p., [en ligne] <<http://www.generiques.org/wp-content/uploads/old-images/pdf/BDIC-France.pdf>>, (Consulté le 7/08/2014).

¹⁷⁴ Parmi ces derniers, se trouvent les fonds photographiques Kagan et Pottier, qui traitent du bidonville de la Folie à Nanterre, et touchent à l'histoire de l'université. Jean Pottier a autorisé la BDIC à numériser ses photographies en 2005. *Ibid.*

¹⁷⁵ Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés

¹⁷⁶ *Ibid.*

¹⁷⁷ CNHI, IPAPIC, *Op. cit.*, p. 20.

¹⁷⁸ Les AML et le Musée Gadagne ont ainsi publié un *Petit guide de collecte de témoignages à l'usage des associations* – disponible en ligne. Il explique clairement comment le musée et les

respectées : définir le sujet et la position des collecteurs, organiser le travail et la restitution, respecter les principes déontologiques, tenir un carnet de bord et mener un travail de documentation en amont.¹⁷⁹

Dans la collecte menée en Aquitaine par le RAHMI¹⁸⁰, les associations, après une formation, se sont chargées du travail de collecte. Elles se sont adaptées à leur terrain, utilisant leurs mots, « ceux du secteur associatif » pour présenter le projet aux témoins. Les grilles et les méthodes convenues au préalable ont servi de repères, mais les enquêteurs ont pu les modeler selon le déroulement des entretiens. La connaissance des histoires privées des migrants facilite la contextualisation pour les enquêteurs.¹⁸¹ Une recherche très poussée est menée auparavant sur le terrain, puis les enquêteurs sont formés à une pratique qui leur permet de gagner en autonomie, par un recul sur leur travail associatif. Formés à la tâche de collecte, les pratiques apprises s'adaptent au terrain. Leurs interrogations, leur proximité avec les migrants peuvent en retour former la structure formatrice, en la confrontant à un point de vue autre. C'est une évaluation sur le déroulement de l'action, une collaboration. Ces travaux peuvent rencontrer des oppositions, dues aux priorités des acteurs mais aussi aux migrations elles-mêmes (franquisme dans le cas de la migration espagnole).¹⁸²

Récolter des témoignages écrits ou oraux est une des missions du MNHI, pour conserver le point de vue des migrants, la « mémoire vivante » replaçant le présent dans l'écriture de l'histoire, et les traces de l'histoire dans ce dernier.¹⁸³ Cela requiert de l'interviewer de se placer dans un entre-deux, entre l'Histoire et l'histoire, entre le général et le particulier : « comprendre le contexte de l'époque sur laquelle nous avons à interroger les personnes, sans faire abstraction de la vie quotidienne. »¹⁸⁴ Les questions soulevées peuvent rappeler des douleurs, des événements historiques et leurs conséquences aujourd'hui.¹⁸⁵ Ce travail se fait avec un réseau de partenaires – notamment les associations – qui permet de connaître les manques sur le territoire national au niveau des actions et des fonds. Un cadre a été fixé pour constituer, conserver et valoriser ces archives au MNHI. Son réseau offre un soutien méthodologique et permet de partager les expériences locales au niveau national. Les moyens financiers font maintenant défaut au MNHI pour poursuivre cet accompagnement, ce qui pose problème pour la collecte et pour la visibilité du patrimoine de l'immigration.¹⁸⁶ Le MNHI ne peut aujourd'hui qu'être à l'écoute du territoire et à partir de là, proposer des pistes de travail aux structures intéressées.

Pour les associations comme pour les témoins, déposer, donner, témoigner est une construction symbolique et une reconnaissance de soi, pour soi et la société. Ce public peut ne pas être intéressé par son propre patrimoine, qu'il s'agisse de collecte ou de valorisation. Dans cette optique, il faut expliquer en amont aux interviewés les choix qui sont faits, le contrôle que la personne ou le groupe a sur le récit qu'elle ou qu'il fait et sur ses usages : don, dépôt, modalités de valorisation et pourquoi il est essentiel, notamment pour les générations futures.

AML conservent et peuvent valoriser ces documents.

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 41.

¹⁸⁰ Rahmi : Réseau Aquitain pour l'Histoire et la Mémoire de l'Immigration.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 67.

¹⁸² *Ibid.*, p. 18.

¹⁸³ *Ibid.*, p. 2.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 22.

¹⁸⁵ Par exemple, le traitement des anciens combattants des colonies, l'exil. *Ibid.*, p. 29.

¹⁸⁶ A ce titre, le programme mené en Aquitaine pour récolter les mémoires d'anciens mineurs marocains, mais aussi d'immigrants espagnols et portugais, n'a pas eu une valorisation à la hauteur des espérances à la CNHI : le CD recueillant ces témoignages a été déposé à la médiathèque de la Cité. *Ibid.*, p. 6.

Cela n'est pas toujours compris ou le cadre de la collecte est perçu comme trop contraignant.¹⁸⁷ La restitution est cruciale, il faut un contre-don, au minimum l'enregistrement du témoignage.¹⁸⁸ Il y a une réappropriation de sa propre mémoire par la décision de la partager et donc de l'inscrire dans la mémoire collective.¹⁸⁹ Le don peut aussi être une décision politique : Henri Béguin verse les archives de son travail à l'ONI¹⁹⁰ de Saint-Denis à la CNHI pour « répondre aux réflexions entendues tous les jours à propos des immigrés. »¹⁹¹

L'archiviste, l'institution patrimoniale apportent aux dons et aux dépôts privés une validation scientifique. Or, les associations sont à considérer comme des individus, face aux mêmes problématiques, elles ne sont pas dans le souci de l'histoire, mais dans celui de la survie. Une obligation de versement aux archives pour les associations recevant des subventions publiques ou jouant un rôle de prestataire (social, culturel) pour les collectivités, permettrait de compenser les manques mais la contrainte peut être contre-productive en termes de qualité et requiert que les services aient plus de moyens.

2.2.3 - Cultures et patrimoines

La complexité de la sensibilisation à la collecte est révélatrice des frontières entre les cultures professionnelles et institutionnelles. Ces frontières touchent aussi les cultures, de l'une à l'autre, du pays d'origine au pays d'accueil. Les documents ne sont pas perçus avec le même intérêt, le rapport à l'écrit n'est pas le même.

Ainsi, l'archivage est un phénomène plutôt récent au Maghreb. C'est principalement le religieux qui en a été l'objet auparavant. De même, la notion du patrimoine est différente dans la culture maghrébine et se reflète dans les collectes effectuées en France. Il n'y a pas de patrimoine constitué tout au long de la vie. Les papiers conservés sont administratifs : ce sont les démarches de régularisation ou de naturalisation que les immigrés viennent verser. Par exemple, le disquaire de la Place de Pont n'a gardé aucune archive de son travail, et les producteurs n'ont pas de catalogues. Cela a trait aussi à l'usage de ces chansons, faites pour être jouées : enregistrées sur des cassettes, objets de promotion et non de diffusion.¹⁹² La gestion des droits est complexe – ils n'importaient pas. Comment faire entendre ces chansons quand les dates des enregistrements ont été oubliées, quand les reprises sont multiples ? Ce problème a été résolu au mieux avec les moyens du bord : les chansons ont toutes été produites à Lyon, leurs droits ont été accordés par les interprètes. Ce flou, cette multiplicité d'acteurs a des conséquences sur le renseignement des documents et sur leur sauvegarde. Pour les archives privées, le rapport à l'objet intime est très secret, presque sacré. Le déposer, le donner pour qu'il puisse être utilisé est un geste difficile. Or, collecter des objets peut être nécessaire dans une perspective muséale ou pour servir de support au récit, donc au patrimoine culturel immatériel – comme dans le cas de la Galerie des dons. La collecte d'objet se pense selon la valorisation envisagée.¹⁹³ La vision du patrimoine matériel et immatériel reflète les écarts entre les cultures. Comment alors créer un patrimoine commun et pourquoi ?

¹⁸⁷ Plusieurs personnes ont ainsi refusé des questions, des entretiens ou des versements en Aquitaine. *Ibid.*, p. 19-28.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 53.

¹⁸⁹ *Ibid.*, p. 19.

¹⁹⁰ ONI : Office National de l'Immigration.

¹⁹¹ GROGNET, Fabrice, « La "mémoire de papier" ..., *Op. cit.*

¹⁹² Un seul des musiciens présentés dans l'exposition a été enregistré à la SACEM.

¹⁹³ *Ibid.*, p 30-31.

Pour les migrants les plus médiatisés aujourd'hui, ceux de Calais, les sans-papiers, les clandestins, les demandeurs d'asile, quelles traces ont-ils en dehors de leur parole ? Certains auront gardé des papiers d'identité – parfois vrais, parfois faux, parfois déclarés faux.¹⁹⁴ Le départ peut se dérouler en catastrophe, sans rien emporter et inversement, ne rien avoir peut aussi protéger. D'autres, comme Abdulmalik Faizi, jeune Afghan, ont la preuve écrite des menaces qui pèsent sur eux dans leurs pays d'origine et gardent des papiers fiables, facilitant leur régularisation – les difficultés du parcours marquent cependant le récit de ce jeune homme.¹⁹⁵ Cette population est difficile à toucher à cause du risque d'expulsion. Les récits sont parfois appris, répétés – les personnes qui les écoutent et les recueillent à l'OFPRA sont souvent sceptiques.¹⁹⁶ Ces récits restent utiles pour l'histoire, reflets des parcours et des contraintes de l'époque.

Enfin, pour la collecte des témoignages, se pose le problème de la traduction, de l'intermédiaire qu'est l'interprète, de la retranscription des entretiens, les hésitations. Les coupures font elles-mêmes partie du récit, et dans le même temps, ce dernier doit être transmissible.¹⁹⁷ La langue, les marques de l'âge et la perte de mémoire peuvent être des obstacles à la compréhension. La réécriture est utilisée pour que le récit soit lisible, par exemple dans la médiation, pour un dossier pédagogique.¹⁹⁸ Enfin, du fait de la traduction, un entretien a deux rendus différents : « les données ont été traitées deux fois, parce qu'elle représentent deux réalités relatives à deux substrats linguistiques » pour la collecte en Aquitaine.¹⁹⁹

La collecte est de première importance, les fonds d'histoire contemporaine sont encore insuffisants sur le sujet. Témoignages, documents privés des associations et des particuliers amènent des connaissances sur la société, font bouger les frontières. Il y a des conflits de légitimité entre les acteurs de l'immigration, avec des conséquences sur la collecte des archives. Elles documentent l'histoire de l'immigration.

¹⁹⁴ Les tests osseux pratiqués sur les personnes déclarant être mineures pour bénéficier de l'Aide Sociale à l'Enfance ne sont pas considérés comme fiables par beaucoup de médecins. L'argument est souvent utilisé dans les plaidoiries défendant des migrants.

¹⁹⁵ FAIZI, Abdulmalik, MEICHLER, Frédérique, *Je peux écrire mon histoire : Itinéraire d'un jeune Afghan, de Kaboul à Mulhouse*, Mulhouse : Médiapop éditions, 2014, 195 p., ISBN : 978-2918932260, p. 26

¹⁹⁶ Tassel, Fabrice, « Récits de vie dans un box de l'OFPRA », *Libération*, Paris : 23 Juillet 2014, p. 14.

¹⁹⁷ Notamment face à l'émotion. Mais aussi face au sens des mots dans les contextes personnels, dans les situations où parfois on risque de dominer son interlocuteur-. CNHI, IPAPIC, *Séminaire national du 26 avril 2012 à Bordeaux : Collecter des témoignages ou récits de l'immigration : nouveaux fournisseurs, nouveaux usages, nouvelles compréhensions?*, Op. cit., p. 56.

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 20-22.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 26.

2.3 – VALORISER, COMMUNIQUER, COLLECTER

Une étude récente sur les archives et leurs publics confirme les observations de professionnels des archives et du patrimoine face à la collecte et la médiation. L'exposition des documents explique efficacement leur importance, montre leur pluralité, la nécessité de la collecte et leur rôle politique.

2.3.1 - Faire voir

Les traces sont matérielles, mais aussi de plus en plus immatérielles. Les savoirs des immigrants ont pris une place dans la société d'accueil. Il s'agit de rendre perceptibles les apports et les particularités de l'immigration. La valorisation permet aussi de répondre à la demande sociale venant des anciens migrants et de leurs descendants pour la reconnaissance de ces apports culturels, économiques, technologiques.²⁰⁰ Le terme d'immigration ne suffit pas et le mettre en résonance avec un thème (en rapport avec le logement, l'exil, le travail, etc.) permet de l'inscrire dans l'histoire et la société, dans son rapport au politique. Aborder l'immigration par des thématiques transversales permet d'ouvrir et de collecter des documents, des récits de vie.

La première exposition des AML sur l'immigration s'est faite à la demande de la tutelle, dans le cadre de sa politique de mise en avant des mémoires au pluriel. La valorisation s'est imposée comme une nécessité pour la communication. Elle participe à l'élément final de la chaîne des 5 C : contrôler, collecter, conserver, classer et communiquer. C'est une autre forme d'organisation de l'accès du public aux documents et à l'information.

Pour être efficace, elle doit inscrire l'archive dans son contexte, lui donner un sens. Elle demande une certaine expertise. Ainsi, la connaissance de la langue arabe et de ses différentes formes est une nécessité pour pouvoir comprendre et faire comprendre l'immigration maghrébine et les documents qui y sont rattachés comme les chansons en arabe de la Place du Pont. L'immigration est un vaste sujet, qui requiert des connaissances pour être compris et transmis : cultures des migrants mais aussi lois sur l'immigration et leur évolution, milieu associatif concerné, etc. Le médiateur, le service d'archives qui valorisent doivent avoir un bagage culturel et travailler avec des historiens, des scientifiques.

Les documents sont replacés dans les conditions de leur production. Pour les chansons de la Place du Pont, il est ainsi rappelé que ces chanteurs étaient souvent ouvriers le jour. Ces productions artistiques sont restées dans la communauté des migrants. Elles étaient aussi liées à des besoins alimentaires, financiers – jouer dans les mariages, les fêtes, apportait un revenu non-négligeable. Les AML ont pris en charge financièrement la contextualisation, la scénographie et le contenu, tandis que le CMTRA a fourni les documents musicaux. Le travail de recherche rend les documents compréhensibles. Ainsi, des thématiques sont extraites à partir du patrimoine de l'État, des documents bruts, administratifs ou autres, travaillées et des fonds sont scénarisés à partir d'elles. Le parcours s'appuie sur un thème, puis un classement au sein de ce dernier, où ce qui est important et accessible est montré. La réflexion est poussée sur le document mais l'exposition nécessite peu de discours : il s'agit de faciliter la lecture, l'interprétation. L'objectivation des documents permet de traiter le sujet par une approche

²⁰⁰D'où le regret de voir les témoignages récoltés en Aquitaine simplement déposés à la médiathèque du MNHI. *Ibid.*, p. 30

scientifique, même si l'émotion peut y avoir sa place. La valorisation ne s'arrête pas, bien sûr, à l'exposition.

L'action culturelle a un sens éducatif, une valeur pédagogique. Elle cherche à faire progresser la connaissance en mettant en avant des archives, des documents papiers mais aussi des objets et des œuvres d'art, en facilitant leur découverte par le public. Lorsqu'elles ont trait à l'immigration, ces actions participent à la lutte contre les discriminations, en faisant découvrir l'inconnu ou redécouvrir un passé oublié mais aussi l'impact de l'immigration sur les individus et la société.²⁰¹

2.3.2 - Donner accès

L'accès pour tous à l'information, aux savoirs et à la culture est une des missions essentielles des institutions culturelles publiques : les services d'archives, les bibliothèques et les musées. Elles ont des services éducatifs ou dédiés à la communication qui mènent des actions éducatives, de médiation variées et gratuites : ateliers, dossiers documentaires, publications, conférences, visites, spectacles... Elles cherchent aussi à atteindre ce but grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication : outils d'aide à la recherche, numérisation de documents audio, vidéo, d'objets, d'images, contenu enrichi pour les expositions virtuelles. Le public est de plus en plus élargi.²⁰²

Mais il est encore à conquérir. Les images des institutions culturelles et patrimoniales comme lieux dédiés au savoir et à l'élite sont encore prégnantes et sont un frein pour une partie du public. Le public visé ne se sent pas concerné et parfois, ne sait pas que le service existe.

Le développement de la valorisation cherche à lever les obstacles liés à ces représentations. L'élargissement du public est pensé qualitativement et quantitativement, renouvelant la médiation. Le choix est fait de diversifier les sujets abordés par ces actions, de surprendre en montrant la richesse des documents dans les périodes et les thématiques qu'ils touchent. Ils deviennent attractifs, replacés dans le cadre nécessaire à leur compréhension, et dans une scénographie adaptée, qui ne les noie pas, mais les met en avant.²⁰³ Ainsi, des dossiers peuvent être constitués, pensés pour les publics, par exemple différents niveaux scolaires. La visite des témoins en milieu scolaire est à ce titre intéressante. Elle montre la contribution à l'histoire que constitue l'expérience de ces personnes, et l'intérêt de sa transmission de génération en génération.²⁰⁴ Dans le même temps, il importe d'améliorer l'accès aux documents pour les chercheurs. La création de partenariats pour que ces sources soient exploitées scientifiquement est à privilégier.²⁰⁵ Valoriser les documents, c'est aussi les mettre en résonance avec le présent, avec le local et le contexte plus large.

2.3.3 - Valoriser pour collecter

La valorisation, au-delà de son intérêt en terme d'accès, de partage du savoir et de l'information, a une fonction de communication envers le public, la tutelle et les acteurs culturels et sociaux du territoire. Ces actions sont pensées pour tous. Elles peuvent « accroître la connaissance du patrimoine culturel comme une ressource facilitant la coexistence pacifique en promouvant la confiance et la

²⁰¹ Un des jeunes volontaires d'Unis-cité, d'origine portugaise, ayant travaillé à la collecte en Aquitaine a ainsi pu « découvrir ses grands-parents. » *Ibid.*, p. 23

²⁰² *Ibid.*, p. 36.

²⁰³ Les expositions des AML sont, pour cette raison, souvent conçues en interne.

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 66.

²⁰⁵ CNHI, IPAPIC, *Op. cit.*, p. 53.

compréhension mutuelle dans une perspective de résolution et de prévention des conflits. »²⁰⁶ Elles permettent de rendre visibles les fonds aux chercheurs, en les amenant vers les documents. La mise en avant des documents, notamment des archives, peu parlantes, fait découvrir aux visiteurs l'importance de *leurs* propres documents. Un patrimoine est « produit, » c'est-à-dire rendu visible pour des personnes qui ne pensaient pas se retrouver en lui, ou posséder des documents patrimoniaux. La valorisation est sans doute auprès du public, l'action de sensibilisation la plus efficace, car elle place les documents dans leur sens, elle exprime l'intérêt des documents dans leur propre contexte, le rôle du patrimoine dans la société et par là les missions de l'institution :

Et en même temps, ce qui est intéressant, c'est qu'à chaque fois ça nous permet d'enrichir aussi nos fonds, parce qu'en fait, on fait une exposition sur les réfugiés espagnols dans [le département]... donc on fait un appel à la population dans la presse pour leur demander : est-ce que vous avez des documents concernant... ? Surtout que ça y touche de très près... beaucoup d'immigrés espagnols qui sont arrivés pour beaucoup en 1939. Et généralement les gens ne comprennent pas d'ailleurs ; à ce moment-là on a très peu de réponses. Mais une fois que l'on a fait l'exposition, que l'on a fait le colloque, les gens comprennent que leurs documents familiaux sont tout aussi des documents d'archives, qu'ils ont une valeur et ils nous les prêtent ou ils nous les donnent. J'ai eu énormément de fonds si vous voulez, qui sont entrés après les expositions.²⁰⁷

Les textes des livres d'or indiquent clairement ces aspects et marquent l'aspect scientifique, et le rôle de la valorisation pour la cohésion sociale. Sur les expositions actuellement aux AML, qui sont toutes deux sur l'immigration – l'une maghrébine, l'autre italienne – les mêmes constats sont faits : rappels des difficultés d'intégration, des douleurs et du besoin de reconnaissance, satisfaction de voir ces douleurs reconnues comme telles, double appartenance des migrants et de leurs descendants, traces familiales retrouvées dans l'exposition, mais surtout lutte contre les discriminations et intérêt public des documents pour l'ensemble de la société d'aujourd'hui :

J'ai eut le plaisir et la joie de retrouver à l'exposition une photo de ma mère prise dans les années 1930 à l'usine Maréchal de St-Priest. (cette photo a été remise par la famille Alosio de St-Priest et je l'en remercie vivement.
D'autre par je remercie vivement l'accueil de l'expo, qui m'a même fait une copie de cette photo.
Merci encore ...
Cordialement Raymond Martin

Les livres d'or n'échappent pas aux commentaires déplaisants : le public lui-même réagit, critique. Ces trois réactions successives à l'exposition Place du Pont Production le montrent :

Si l'était possible qu'ils chantent ces chants dans leurs pays, ça serait magnifique.

PAUVRE TYPE !!!

²⁰⁶<http://conventions.coe.int/treaty/fr/treaties/html/199.htm> Consulté le 26/06/2014.

²⁰⁷SERVICE INTERMINISTÉRIEL DES ARCHIVES DE FRANCE, CIOISI, Laure, *Op. cit.*, p..41.

C'est une très belle expo qui – je l'espère aidera les mauvais penseurs à mieux penser. Il y a cependant des âmes perdues définitivement.
Merci aux archives de Lyon pour cette aide et cet appel à la cohésion...

Le livre d'or est un lieu de débat.²⁰⁸

Les actions de valorisation incitent au don, au dépôt de documents. Les associations peuvent également par ce biais décider, soit de verser leurs archives, soit de les prendre en charge et de les organiser pour pouvoir les mettre en avant elles-mêmes ou avec des partenaires.

Savoir que ses documents vont être utilisés dans ces actions est incitatif pour la personne : une militante dont les documents ont servi pour l'exposition Place du Pont, va effectuer un versement. C'est le principe du contre-don, qui motive le donneur. Les actions qui mettent en valeur les documents entraînent un « cercle vertueux » pour les archives, au sens où elles stimulent la collecte, et donc les missions du service.²⁰⁹ Au Rize, la présence d'une personne extérieure à l'équipe pour recueillir des récits de vie fonctionne, notamment lors d'expositions : voir incite à témoigner.²¹⁰

Le cercle conservation, valorisation, versement peut donner un sentiment de dépassement dans les institutions : l'expérience de collecte menée par le Rize et le CMTRA a révélé une demande plus forte qu'attendu du public. Il pourrait être intéressant d'évaluer ce processus, ce qui implique de trouver d'autres moyens que les dispositifs classiques d'enquête, qualitative ou quantitative, fondées sur la satisfaction de l'utilisateur, même si ces derniers demeurent pertinents. L'accent de l'évaluation se porte alors sur la participation de l'utilisateur, voire son implication dans l'institution : contributeur aux fonds, relais auprès d'autres acteurs. En somme, ce serait la démocratisation de l'institution qui serait ici analysée. Ce phénomène donnerait aussi à un service d'archives, confronté à l'impossibilité de tout collecter et de tout traiter, de faire des rencontres et de connaître les manques, les demandes, pour sélectionner, cibler sa politique de collecte. En bibliothèque, les acquisitions peuvent être adaptées et des services développés. Pour un musée, cela lui permet de préciser les thèmes qu'il aborde et comment.

Lorsque ce type d'action est mené sur l'immigration, elle atteint son but, car elle contribue réellement à la reconnaissance des migrants, de leurs enfants, de leurs apports et de leur difficultés face à une société d'accueil parfois hostile : sans nier les conflits, sans chercher la réconciliation, elle a une faculté d'apaisement. Elle fonctionne lorsqu'elle met l'immigration en résonance avec des réalités plus larges, celles du pays d'accueil mais aussi du pays d'origine.

Selon le succès de l'action et de ses retombées, c'est une action de communication indirecte : l'institution devient légitime, et son rôle social est reconnu. Dans le même temps, les savoirs sont partagés dans l'espace public.²¹¹

L'action culturelle s'est peu à peu imposée au sein des institutions culturelles dans deux orientations : mettre en valeur des documents dans les services d'archives et les bibliothèques et innover dans la médiation pour ces structures et pour les musées. Ceci entraîne des changements professionnels, de nouvelles compétences, devient même un outil de management – en rendant visible

²⁰⁸ Pour d'autres exemples, voir en annexe.

²⁰⁹ *Ibid.*, p. 41.

²¹⁰ CNHI, IPAPIC, *Op. cit.*, p. 70.

²¹¹ Il y a là à la fois une instrumentalisation de la mémoire et le partage des savoirs. La communication permet de remplir des objectifs propres à une campagne de communication mais aussi ceux de l'établissement.

le travail des agents, en reconnaissant leur savoir sur les fonds dont ils sont responsables.²¹² Les institutions diversifient et approfondissent leurs compétences : graphisme, pédagogie, scénographie. Le succès de leurs actions est révélateur du rôle social et démocratique qu'elles peuvent remplir dans le territoire où elles s'inscrivent.

²¹²SERVICE INTERMINISTÉRIEL DES ARCHIVES DE FRANCE, CIOSI, Laure, *Op. cit.*, p.42.

III - CE QUE LA VALORISATION DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION ENTRAÎNE POUR LES INSTITUTIONS CULTURELLES PUBLIQUES

3.1 – INSCRIPTION LOCALE, INSCRIPTION GLOBALE

Les institutions culturelles sont confrontées à l'humain et à l'environnement, mais aussi à l'écho de leurs propositions avec le monde et l'Histoire.

3.1.1 - L'attention à la population locale

Considérer la population locale passe en premier lieu par la collecte et l'analyse de données sur la composition de la population du territoire, qu'il s'agisse d'un quartier, d'une ville, d'une agglomération, d'un département ou encore d'une région. Les informations rassemblées doivent mettre à jour les difficultés de la population, et les acteurs locaux qui cherchent à les résoudre : soutien scolaire, intégration, alphabétisation, actions culturelles. Ces connaissances doivent sans cesse être réactualisées. Les habitants, qui sont eux-mêmes des migrants, s'identifient au lieu individuellement et collectivement. Ils en ont une représentation, et le représentent eux-mêmes. Une veille est à mettre en place : il faut « être curieux de tout ce qui se passe dans la ville, à l'affût des mouvements, des heurts, des failles pour saisir les occasions de rencontres, de discussions, de partenariats. »²¹³

Le public réel peut être plus large, se déplaçant pour des animations ou utilisant les services en ligne. C'est sur la population à desservir que les institutions gagnent à se concentrer pour que leur action soit efficace. C'est envers elle qu'elles sont publiquement responsables.²¹⁴ Le territoire est celui des citoyens et non-citoyens, habitants et personnes passant là un temps conséquent, pour leur travail, par exemple. Il y a une multiplicité de territoires : un département, un bâtiment, un parc. Le patrimoine est dans la rue, en tant qu'espace parcouru et commun à ces personnes, il est donc vivant et changeant, car c'est un lieu d'interactions. Cette prise en compte de la population, de sa diversité et des usages du territoire peut se traduire différemment selon les institutions.

La connaissance que l'institution a de son public est liée au mode d'accès à son offre : pour les bibliothèques, et parfois les archives, l'inscription en est un moyen. À Bobigny, malgré les résistances du personnel, la nationalité est notée lors de l'inscription. Ce type de démarches est strictement encadré par la CNIL, pour protéger les personnes et remis en cause par les chercheurs travaillant sur les questions de discriminations.²¹⁵ Au-delà de la nationalité, d'autres éléments peuvent être indicatifs : le quartier habité, le nom. Pour s'inscrire, il faut également

²¹³BROUAZEC, Patrick, DELOULE, Madeleine, MATRY, Luc, « Bibliothèque et citoyenneté. », *BBF*, 2000, t. 45, n° 5, p 62-65, [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2000-05-0062-005>>, (Consulté le 19/07/2014).

²¹⁴IPAPIC, Institutions patrimoniales et pratiques interculturelles. L'interculturel, une dimension incontournable du patrimoine ? Regards croisés, Compte rendu de la rencontre publique du 7 septembre 2011 au ministère de la Culture et de la Communication, 2011, 11 p., [en ligne] <http://www.ipapic.eu/IMG/pdf/GIS_Ipapic_7_septembre_2011_Table_ronde_Final-2.pdf>, (Consulté le 12/11/2013) p. 5

²¹⁵SALANOUVE, Florence, *Diversité culturelle en bibliothèques*, Mémoire d'étude, Diplôme de conservateur de bibliothèque, Lyon : ENSSIB, janvier 2011, 68 p., [en ligne] <<http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/49226-diversite-culturelle-en-bibliotheques-publiques-enjeux-impenses-perspectives.pdf>>, (Consulté le 19/07/2014) p. 52

être stable : avoir une adresse, des papiers, pouvoir comprendre l'institution. Pour un clandestin, des populations marginalisées (SDF), ces formalités sont une barrière et l'accès à l'offre est restreint. Les archives n'ont majoritairement pas ces exigences, elles sont alors plus démocratiques dans l'accès au savoir, mais moins fréquentées que les bibliothèques. Pourraient-elles s'inspirer les unes des autres, de ces spécificités ? Avec l'action culturelle, apparaît aussi une distinction entre public inscrit et public fréquentant, questionnement de plus en plus fréquent pour les bibliothèques dans leur attention au territoire. La situation économique du territoire importe également. Elle contraint en réduisant les moyens disponibles et connaître les difficultés qu'elle engendre permet de mieux cibler certains publics.

L'aspect linguistique et culturel est primordial. Pour une bibliothèque, la connaissance de sa population de desserte permet de développer les collections en langues étrangères qui peuvent celles de toute une partie de la population locale ou encore d'acquérir des documents en lien avec des cultures parfois négligées. Apprendre la langue de la culture d'origine, dans le cas des descendants des immigrants, permet de se réapproprier cette dernière. Par exemple, en bibliothèque jeunesse, il est important que les parents puissent lire dans leur langue à leurs enfants. Ils demandent fréquemment des contes de leur pays d'origine.²¹⁶ Prendre en compte le public, donc les migrants et, son histoire, impacte la politique d'acquisitions. Il est crucial, pour que l'institution soit reconnue, que le public qu'elle dessert se retrouve dans son offre. Les occupants sans-papiers se sentent à la « maison » à la CNHI, car elle traite de de leur parcours, voire de leurs origines ; les lecteurs d'une bibliothèque de Nanterre se retrouvent et s'identifient à Azouz Bégag par son vécu et son discours, dans un parallèle qui se fait entre le bidonville du Chaâba à Villeurbanne et celui de La Folie à Nanterre.²¹⁷ Cette reconnaissance crée des conditions favorables à l'échange et à l'intégration. Au delà, dans le Manifeste de la bibliothèque multiculturelle de l'IFLA, les bibliothèques – mais cela est pertinent pour les archives et les musées – doivent : « embaucher du personnel qui est le reflet de la diversité de la communauté et qui est formé afin de travailler avec des communautés diverses et bien les servir. »²¹⁸ Cependant, les institutions se confrontent à des difficultés multiples dans ces démarches : la reproduction sociale est encore forte, et, en France, le communautarisme est perçu de façon négative.²¹⁹

Les institutions répondent à tout ceci selon leur moyens, dans leurs collections et dans leurs animations. La reconnaissance de la culture de l'autre permet le dialogue et l'attachement à l'institution. Une politique de public solide et pertinente est construite en tenant compte de ces aspects. Par elle, l'institution habite son territoire, en tenant compte des particularités de son environnement, des atouts et des obstacles à sa mission. Pour les bibliothèques, principalement, l'enjeu est aussi d'être elles-mêmes habitées par le public, d'être un lieu de rencontre et non de passage.

3.1.2 - Histoire locale, histoire globale

En 2009, l'exposition « Générations » aux AML, créée par Génériques et présentée à la demande de la tutelle n'a pas fonctionné à Lyon et pas seulement du fait de sa programmation estivale. Créée à Paris, avec une approche généraliste, retraçant un siècle d'histoire des Maghrébins en France, elle ne tenait pas compte

²¹⁶Malgré les difficultés d'acquisition des livres en langues étrangères, notamment « rares ».

²¹⁷SALANOUVE, Florence, *Op. cit.*, p. 52

²¹⁸<http://archive.ifla.org/VII/s32/pub/MulticulturalLibraryManifesto-fr.pdf> consulté le 21/09/2014

²¹⁹La discrimination positive est régulièrement débattue.

du contexte local. Il y a un manque de reconnaissance de l'identité de l'habitant – pas uniquement de l'immigrant. Cet aspect réducteur est aussi dénoncé par quelques visiteurs : une personne se considère ainsi « exposée pour la diversité. »²²⁰

Cela montre le refus de l'instrumentalisation de sa culture comme faire-valoir des politiques d'intégration, parce que la culture de l'immigration est devenue inconsciente et que les mentalités ont évolué.²²¹ La notion de « jeune d'origine étrangère » doit être interrogée ainsi que les appartenances, les liens, l'identité et la reconnaissance de soi-même. Les chanteurs de Place du Pont Production sont restés en France : c'est aussi leur pays.

En 2013, les AML ont monté l'exposition Cercle ! sur le conflit gréco-turque de 1919-1922. Les populations ont été massacrées de part et d'autre et se sont exilées. Turcs et Grecs se sont alors retrouvés dans les mêmes quartiers à Lyon, et le pays d'accueil est devenu le leur, malgré les difficultés : les documents des AML étaient des fichiers de recensement mais aussi des plaintes, des délations. Inversement, certaines chansons de cabaret n'ont pas été présentées dans l'exposition Place du Pont Production du fait de leur violence en pleine guerre d'Algérie : elles demandent un traitement particulier, exigeant. Un ancrage local est nécessaire, sans négliger le global dans le temps et l'espace. Il y a une généalogie : en dévoilant les expressions, les productions et les parcours des immigrés, c'est leur rôle dans le présent qui est révélé.

Benjamin Vanderlick recense les initiatives de valorisation de l'histoire de l'immigration des institutions culturelles rhône-alpines et note que chacune aborde ces domaines de façon différente : tournée vers l'urbanisme (Musée urbain Tony Garnier), vers l'industrie locale (Musée de la Viscose), vers l'expérience de l'exil (Centre du patrimoine arménien), à l'écoute des communautés locales (Musée Dauphinois), vers les archives, les usagers et la mémoire (Le Rize), vers la défense des droits de l'Homme (CHRD).²²² L'histoire de l'immigration permet d'aborder des problématiques transversales et de questionner le local.

Toucher au territoire permet d'atteindre les gens, de les impliquer. Le conservateur, l'archiviste, le bibliothécaire qui valorisent l'histoire de l'immigration sont des médiateurs culturels. Ces actions, liées au local, s'ancrent dans une dimension universelle, au sens où elles cherchent à diffuser des connaissances – et des valeurs – au sein du territoire et de la société.

3.1.3 - Les rapports avec les collectivités

La Charte des bibliothèques rappelle que :

Toute commune doit assurer le développement, la conservation et l'accès au public des collections dont elle est propriétaire ou dont elle a l'usage (...) Les bibliothèques municipales et intercommunales doivent constituer et entretenir, en concertation avec les archives et les musées, un fonds d'intérêt local²²³

²²⁰SOUISSI, Wicem, « Générations : Un siècle d'histoire culturelle des Maghrébins en France », *Hommes et migrations*, 2009, n°1281, p. 189-194, [en ligne] <<http://hommesmigrations.revues.org/pdf/411>>, (Consulté le 17/08/2014).

²²¹Lors de l'entretien, Mourad Laangry a ainsi raconté qu'il travaillait sur le mariage, et donc touchait à la question des mariages mixtes pour une des prochaines expositions des AML : dans ce cadre, il a donné comme exemple de cette évolution une émission de télévision dans laquelle un couple « visiblement » mixte était présenté comme français – ce qu'il est effectivement !

²²²VANDERLICK, Benjamin, *Op. cit.*

²²³CONSEIL SUPÉRIEUR DES BIBLIOTHÈQUES, *Charte des bibliothèques...*, *Op. cit.*

La tutelle est ainsi responsable de ce service public, et le travail en partenariat est nécessaire.

La tutelle et le dynamisme de cette dernière impactent le travail des institutions culturelles. Les services d'archives peuvent devenir centraux dans la politique culturelle de certains départements, ils « l'incarnent. »²²⁴ Il en est de même dans les différentes échelles territoriales : un équipement comme le Rize est né de la volonté du maire de Villeurbanne, souhaitant clairement un équipement traitant des questions mémorielles, sociales, capable de mettre en avant le passé ouvrier et l'importance de l'immigration.²²⁵ L'équipement les approche de façon transversale : par exemple, par la thématique du logement, de la religion. Certaines collectivités sont moins impliquées dans le domaine culturel, et dans ce cas ont tendance à délaisser le « potentiel politique, patrimonial et social » des institutions culturelles sous leur responsabilité.²²⁶

L'action culturelle des institutions dépend de la politique culturelle de la collectivité. Celle-ci peut suggérer, commander, imposer une exposition, une animation, un service numérique. Les institutions ont une marge de manœuvre variable dans ce cadre : à Lyon l'exposition Générations mentionné plus haut et, depuis 2007, la Charte de coopération culturelle.²²⁷ Cette dernière précise les axes de travail pour la totalité des équipements culturels de la ville, selon les territoires et les thématiques. Elle offre un cadre pour la coopération des établissements entre eux, mais aussi avec le tissu local, précisant des points à améliorer au niveau de la ville et des quartiers. Les AML ont également un programme, décidé avec la collectivité, autour des mémoires au pluriel, d'où l'importance donnée à l'histoire de l'immigration et aux différentes communautés. Du côté de la BML, c'est par la prise en compte du public et de la dimension patrimoniale dans le projet d'établissement que cette valorisation peut se faire.²²⁸ Pour elle, la diversité culturelle est appuyée dans le cadre de la CCC et le projet d'établissement donne les éléments de sa réalisation. Ces politiques sont aussi dépendantes de la volonté des directeurs de services. Là encore, l'activité des institutions dépend des moyens alloués par la collectivité : financiers, humains, techniques, plus en plus réduits. Les institutions sont la vitrine culturelle des collectivités, la place est plus ou moins grande.²²⁹ Une des solutions aux difficultés, parfois encouragée, est de travailler ensemble pour parvenir aux buts communs. Cela peut se faire autour d'une animation ou d'une réalisation ponctuelle mais aussi plus complète et ambitieuse : guide pour les détenteurs d'archives de l'immigration, de collecte de témoignages ou programmation constituée autour de Lyon l'Italienne.²³⁰

²²⁴SERVICE INTERMINISTÉRIEL DES ARCHIVES DE FRANCE, CIOSI, Laure, *Op. cit.*, p. 30.

²²⁵DE LA SELLE, Xavier, « Ouand bibliothèque et archives font mémoire commune : L'expérience du Rize à Villeurbanne », *BBF*, 2010, t. 55, n°3, p. 46-49. [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2010-03-0046-008.pdf>>, (Consulté le 19/07/2014)

²²⁶SERVICE INTERMINISTÉRIEL DES ARCHIVES DE FRANCE, CIOSI, Laure, *Op. cit.*, p. 30

²²⁷ MISSION DE COOPÉRATION CULTURELLE, Charte de coopération culturelle des institutions lyonnaises 2012-2015, Direction des affaires culturelles de la Ville de Lyon, mars 2013, [en ligne] <<http://www.polville.lyon.fr/static/polville/contenu/Culture/Charte/CHARTE%20%203%20HD.pdf>>, (Consulté le 26/07/2014), p. 6-11

²²⁸<http://www.bm-lyon.fr/espaces-dedies-aux-professionnels/a-propos-de-la-bibliotheque/article/le-projet-d-etablissement> (Consulté le 14/10/2014).

²²⁹Les institutions culturelles peuvent jouer un rôle dans le cadre des CUCS. SERVICE INTERMINISTÉRIEL DES ARCHIVES DE FRANCE, CIOSI, Laure, *Op. cit.*, p. 26-30.

²³⁰http://www.archives-lyon.fr/archives/sections/fr/expositions/expositions_preceden2700/2014/expositions_2014/lyon_it_alienne/ (Consulté le 4/07/2014).

La politique culturelle a d'autres enjeux publics. Dans le cas de l'immigration, il peut s'agir d'apaisement des relations, d'actions visant à l'intégration, de politiques de reconnaissance, de lutte contre les discriminations. Les institutions peuvent aussi se censurer face à la tutelle ou au contraire valoriser certains thèmes pour remplir ce qu'elles estiment être leur mission, quitte à voir leur proposition rejetée : l'aspect polémique de l'immigration est crucial.²³¹ Le sujet n'est pas considéré comme légitime ; le valoriser c'est prendre un risque face aux discours identitaires ou s'engager politiquement. De ce fait, il est aussi difficile de défendre des projets touchant au patrimoine de l'immigration qui ne passent pas par l'artistique, plus consensuel, dans des institutions culturelles qu'un travail de mémoire qui interroge le social, le politique et le contenu de l'action culturelle aujourd'hui. Ces actions ne sont pas toujours légitimes pour les élus dans de tels lieux, qui seraient réservés à l'historique ou à l'art, sans avoir à prendre en compte le social et le contemporain, c'est-à-dire le politique. Ces résistances sont dues également aux événements, aux lieux du passé que ces activités peuvent raviver, parfois intentionnellement négligés ou masqués (bidonvilles, usines) par les tutelles.

La politique menée par la tutelle peut aussi chercher à rassembler les institutions, à les faire travailler ensemble, pour élargir leurs missions et leurs moyens dans la valorisation de ce patrimoine comme au Rize ou encore dans des structures comme les ABD des Bouches du Rhône.

3.2 – PARTENARIATS : MUTUALISER, COMMUNIQUER, S'ANCER

L'histoire de l'immigration, par la multiplicité des questions qu'elle aborde, requiert de développer de nouvelles compétences et de travailler avec les autres acteurs locaux : institutions culturelles mais aussi associations. Le partenariat s'est imposé comme une nécessité.

3.2.1 - Entre complémentarité et concurrence

Les politiques de partenariat sont une opportunité pour les institutions. La Charte de Coopération Culturelle de Lyon montre ces buts communs à l'entière des institutions de la ville – ou presque.²³² Il est nécessaire pour elles de respecter leurs spécificités, au risque de perdre leur sens et leur intérêt.

Plusieurs niveaux de partenariats sont possibles pour les institutions culturelles que sont les archives, les bibliothèques et les musées : prêts de documents, expositions, ateliers, actions hors les murs. Il s'agit à chaque fois de se demander ce que les partenaires peuvent s'apporter l'un à l'autre, en compétences et en contenus. Le partenariat doit bénéficier aux deux parties : quant à ses capacités : « L'intérêt du partenariat est bien d'impliquer une attitude d'humilité : nous connaissons nos archives mais nous avons besoin d'autres compétences. »²³³

Pour les services d'archives, le partenariat se développe d'abord par le prêt de documents. Souvent, c'est à partir de la demande de documents pour ses propres

²³¹ Quelles inquiétudes face aux dernières municipales ?

²³² MISSION DE COOPÉRATION CULTURELLE, Charte de coopération culturelle des institutions lyonnaises 2012-2015, Direction des affaires culturelles de la Ville de Lyon, mars 2013, 74 p., [en ligne] <<http://www.polville.lyon.fr/static/polville/contenu/Culture/Charte/CHARTÉ%20%203%20HD.pdf>>, (Consulté le 26/07/2014), p. 9-11.

²³³ SERVICE INTERMINISTÉRIEL DES ARCHIVES DE FRANCE, CIOI, Laure, *Op. cit.* p. 16.

actions, expositions, que le partenariat débute. Ce sont souvent les musées, les bibliothèques, mais aussi des parcs naturels, des communes ou des collectivités, des lieux de mémoire, des écoles (Beaux-arts, architecture, paysage, etc.), des CRDP, des festivals.²³⁴ En somme, toute structure à vocation culturelle, éducative, d'intérêt public, ouverte aux citoyens, pouvant accueillir des expositions ou des animations est concernée. Pour les archives, ce premier pas permet de se rendre visible et de développer sa réputation, ainsi que celle de ses documents et d'élargir son public en utilisant ces partenaires comme « relais » ou simplement de mettre en contact le public avec le document d'archives. Les archives fournissent un contenu, et le partenaire une forme de médiation, dans son contexte propre. La bibliothèque peut être intéressante parce qu'elle a :

un nombre d'inscrits et de visites qui n'a rien à voir avec le nôtre, qui sera toujours infiniment supérieur. Dans les archives, les gens ne viennent pas, alors on va monter un truc à la bibliothèque, que le simple public de passage qui vient emprunter un bouquin verra... alors même qu'il n'a peut-être aucune idée que les archives existent. Donc c'est comme Internet. Les sites sont plus fréquentés que nous. La bibliothèque est plus fréquentée que nous.

235

Mais ces idées peuvent être trompeuses – le public des expositions de la bibliothèque n'est pas forcément celui qui est inscrit, et inversement les inscrits ne sont pas forcément ceux qui visitent les expositions. Et cela n'entraîne pas forcément une plus grande utilisation des archives ou plus de visites dans le service.

Entre services d'archives, bibliothèques et musées, il y a également une concurrence. Les petites bibliothèques peuvent parfois avoir les archives de la commune, tandis que d'autres bibliothèques à vocation patrimoniale, peuvent en récolter ou en posséder dans leurs fonds. Il en est de même pour les musées : le Musée Gadagne fait œuvre de collecte. Les sources sont alors éparpillées. Ainsi, les AML ont acheté les chansons collectées par le CMTRA dans leurs formats d'origine, et la BML a le format numérique. Il y a ici une logique : le format le plus simple à diffuser et à partager va donc dans l'institution au public le plus large. Cet éparpillement dénonce la concurrence entre les institutions. Quelle est ensuite la mise en valeur de ces documents à la BML ? A contrario, le Rize rassemble dans un même lieu archives municipales et médiathèque de proximité. Le service des archives trouve là une capacité de conservation et de collecte, il est plus visible, tandis que la politique d'acquisition de la médiathèque a une orientation « Mémoires et société, » et un ancrage local.²³⁶ Le portail unique, et l'intégration progressive de ressources numériques et diverses dans celui-ci, permet en revanche d'effacer la distinction entre les deux types d'équipement. La taille de la structure le facilite. Des structures plus importantes pourraient s'inspirer d'un tel dispositif en créant des portails communs, des réseaux documentaires.

La bibliothèque s'inscrit dans l'actualité de son temps et dans son environnement tandis que pour les archives, ce sont la conservation et la communication qui sont prioritaires. En dehors des structures publiques, les

²³⁴ Donc des écoles supérieures tournées vers des questions patrimoniales. *Ibid.*, p. 17 On peut penser aux scolaires, aux autres institutions culturelles mais aussi à des événements ponctuels comme des festivals. Pour Quai du Polar par exemple, il y a eu un concert de musique maghrébine aux AML pour l'exposition Place du Pont Production.

²³⁵ *Ibid.* p. 17.

²³⁶ DE LA SELLE, Xavier, *Op. cit.*

acteurs associatifs ou les érudits locaux sollicitent les mêmes services publics par besoin de lieux pour organiser des colloques ou des conférences, pour présenter des expositions. Les services conservent également des expositions pour des actions hors les murs ou itinérantes.²³⁷ Elles peuvent être conçues sur place. Elles sont pertinentes dans la politique culturelle de la structure et parfois dans celle de ses partenaires, auxquels elle les prête. Les moyens des uns et des autres sont mutualisés. En ce qui concerne l'immigration, elles peuvent ainsi être proposées à des maisons de quartiers, des associations, des scolaires, dans des territoires où il est nécessaire de lutter contre les discriminations. Ces manifestations hors des institutions permettent aussi de faire évoluer les représentations des institutions, et de leurs documents en les plaçant dans un contexte qui met en avant leur rapport au présent et hors des clichés rattachés aux institutions culturelles (élitistes, tournées vers le passé). Elle rend possible l'accès au savoir pour des publics captifs (scolaires) ou empêchés (maisons de retraite, prisons).

Le partenariat peut poser problème. Les associations évoluent (taille, durée de vie, méthodes de travail, thèmes, approches). Par exemple, pour le CMTRA, l'approche ethnologique est moins importante qu'à sa fondation : il propose des spectacles mais il ne produit plus de publications scientifiques. Les partenariats doivent être clairs dans les objectifs et les méthodes de travail, car les attentes sont différentes. Par exemple, un chercheur peut vouloir aborder le thème dans une approche précise, en lien sa spécialité, mais l'institution a besoin, elle, d'être plus encyclopédique afin de remplir sa mission de service public. La vision des archives est plus globale. Il en va de même pour les bibliothèques, encyclopédiques dans leur fondation. Dans le cadre d'une collaboration avec un artiste, ou une association engagée, l'institution doit pouvoir conserver sa perspective scientifique. Les documents sont découverts sans manipulation, et plusieurs discours en ressortent. Parfois, suite à une exposition, il peut être nécessaire de contre-balancer : le musée Dauphinois a accueilli une exposition sur l'immigration algérienne, puis face à des réactions, en a monté une autre sur les Français d'Algérie afin de prendre en compte leurs douleurs.²³⁸ Jean-Claude Duclos dresse ainsi un constat intéressant sur la mise en exposition et l'effet de la patrimonialisation dans le lien social, des directives à suivre :

la capacité de l'exposition, surtout lorsqu'elle est elle présentée dans le lieu institutionnel qu'est le musée et qu'elle traite de l'histoire récente, à mettre au jour les conflits de mémoire (...) de faire progresser le travail de mémoire et donc celui de l'Histoire. (...) la nécessité d'une reconnaissance aussi complète que possible des souffrances endurées (...) [le] dialogue qui s'en suit, dès que la parole est libérée et du travail de deuil qu'un tel échange peut favoriser(...)la nécessité de la reconnaissance de la culture d'origine²³⁹

²³⁷SERVICE INTERMINISTÉRIEL DES ARCHIVES DE FRANCE, CIOSI, Laure, *Op. cit.* p.17

²³⁸Expositions Pour que la vie continue : d'Isère et du Maghreb et Français d'Isère et d'Algérie Il faut aussi noter que la personne responsable de la valorisation peut être attaquée selon ses origines, notamment lorsque les thématiques ont des rapports avec des conflits, et donc quand il s'agit de l'histoire de l'immigration. Ici se pose la question des indépendances : les personnes nées françaises demandant la reconnaissance de leur vécu ici, tandis que les migrants arrivés en France avant les indépendances sont considérés comme des immigrés. DUCLOS, Jean-Claude, « L'immigration au Musée Dauphinois » *Op. cit.*

²³⁹*Ibid.*

L'histoire et la mémoire de l'immigration sont des opportunités politiques : sujet d'actualité, mise en avant de la diversité dans les politiques territoriales. L'intérêt envers cette histoire se fait-il pour elle-même, pour son intérêt scientifique et social ou parce qu'elle permet de survivre en obtenant des subventions, ou encore parce qu'elle est un outil de communication envers le public? Parfois, c'est au détriment de la qualité de l'exposition ou de la valorisation.²⁴⁰

Il faut noter que l'action culturelle amène fréquemment le même public d'habités, de personnes intéressées ou issues des mêmes strates de la population.²⁴¹ Dans le cadre de certaines animations, telle que la visite d'un auteur ou d'un artiste, la collaboration permet de toucher un public plus large.

1. S'ancrer localement ?

L'institution se rend également visible par ce biais et est alors reconnue avec ses spécificités dans la dynamique locale :

Ces missions sont lourdes, certes, mais nous les partageons avec d'autres. Tenter d'y répondre c'est prendre sa place dans des dispositifs globaux (dispositif social local et politique de développement culturel) pour être plus efficace et offrir des actions plus cohérentes.²⁴²

Par le partenariat, la structure se donne aussi les moyens de passer du local au global, ce que peut permettre le MNHI dans l'étude de l'histoire de l'immigration, en conservant et en valorisant à Paris, les travaux faits en province. Inversement, il peut gagner en visibilité en travaillant avec ces acteurs locaux : institutions et association, comme lors de la collecte des témoignages d'immigrés menée par plusieurs associations avec le soutien de la DRAC Aquitaine. Il mène actuellement un travail sur les « petites Italies » en France, et envisage soit de décentraliser des parties de l'exposition, soit de proposer leur itinérance selon les lieux. Cette approche va ici du régional au national, mais elle est valide pour une échelle plus réduite, de l'immeuble au quartier ou du quartier à la ville ce qui est intéressant pour les structures de proximité, comme les annexes des bibliothèques.

Les partenariats ne sont pas toujours formalisés, notamment dans les établissements de petite taille, qui ont parfois besoin de cette liberté pour remplir leur mission.²⁴³ La formalisation est nécessaire, afin que soient respectées les spécificités des différents partenaires, et les objectifs de l'action, surtout lorsque celle-ci s'inscrit sur le long terme. Fixer des objectifs est une première étape. Ils offrent un repère non négligeable pour diriger l'action dans la durée ou en cas de désaccord. Il est bon de penser à l'évaluation des actions dès cette étape. Cette dernière peut être quantitative ou qualitative : comptage ou enquête (du questionnaire à l'entretien) pour le public, mais aussi réunions de bilan entre les partenaires. Ces bilans ont des résonances sur d'autres projets, dans lesquels les

²⁴⁰ « On n'a pas de politique en direction du patrimoine qui soit construite, qui soit pensée, et qui soit intelligente, on va dire. (...) Ces décisions ne sont pas prises par des techniciens, on se retrouve avec une décision politique qui est toujours quelque part à ménager la chèvre et le chou, pour ne pas couper les subventions des associations » SERVICE INTERMINISTÉRIEL DES ARCHIVES DE FRANCE, CIOSSI, *Op. cit.*, p. 28.

²⁴¹ BROUAZEC, Patrick, DELOÛLE, Madeleine, MATRY, Luc, *Op. cit.*

²⁴² BAILLON-LALANDE, Dominique, « Missions multiples et nécessaires convictions. », *BBF*, 2010, t. 42, n° 1, p. 35-40, [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1997-01-0035-006>>, (Consulté le 19/07/2014).

²⁴³ C'est le cas des petites bibliothèques en milieu rural, qui constituent parfois le seul équipement culturel local, doté d'une programmation culturelle régulière.

différents acteurs sont impliqués, en donnant des réponses à des situations, des façons d'aborder les problématiques.²⁴⁴ Les institutions culturelles utilisent les canaux de communication à leur disposition : publications des collectivités, presse locale, spécialisée, radios, chaînes télévisées locales, affiches, flyers, newsletters et sites web (celui de l'institution mais aussi les relais locaux ou spécialisés, les partenaires, sans oublier les réseaux sociaux de plus en plus importants dans la communication).

Les associations remplissent de plus en plus des missions de service public et s'intègrent à la société. ADATE, ARALIS et Forum Réfugiés gèrent des hébergements pour les immigrants. Les associations se professionnalisent et embauchent des salariés, des professionnels. Institutions et associations s'intéressent aussi de plus en plus à leur propre patrimoine. Ainsi, la biennale Traces, les démarches de patrimonialisation menées par ARALIS en exposant le foyer d'hébergement Rhin et Danube à sa fermeture, mettant en avant le lieu dans le lieu, retraçant son histoire et celle de ses habitants, sont révélatrices de l'intérêt des associations de l'immigration pour le patrimoine.²⁴⁵ Malheureusement, ces initiatives sont limitées par la situation précaire des associations. Pour les associations, le travail avec une institution est positif pour la communication. Ces institutions sont reconnues et accueillent du public : l'association gagne alors en visibilité et en légitimité auprès des institutions qui la financent, et auprès du public.

3.2.3 - Variété d'actions, variété d'effets

Mener à bien les partenariats renforce la place de l'institution dans le territoire et la société locale, mais exige disponibilité, diplomatie, modestie pour pouvoir comprendre et composer avec les impératifs des uns et des autres.²⁴⁶ Les résultats ont un impact fort en termes de communication et de légitimité.

La valorisation et les partenariats ont un effet « boule de neige » qui fonctionne par le « bouche à oreille » pour le public et les partenaires potentiels.²⁴⁷ Le succès de la valorisation et des partenariats promeut la structure. Les expériences se disséminent, sont relayées dans les réseaux associatifs, par la confiance de l'autre. Le sentiment de risque diminue grâce à l'aspect incitatif du discours d'autrui, lorsqu'il est positif et proche. Il donne une confiance au visiteur ou au partenaire qui n'ose pas se manifester. Inversement, il est important que les compétences et l'expertise des associations soient reconnues par les institutions et que des rapports d'égalité s'installent. Les réseaux des partenaires s'ouvrent aux archives, bibliothèques et musées. C'est un cercle vertueux, grâce auquel l'institution agrandit son réseau et s'affirme dans sa mission pour mieux desservir son territoire en densifiant sa présence.²⁴⁸

C'est un accroissement des potentialités. Les actions peuvent alors être reconduites, ou s'étendre. Le service accroît ses compétences : elles sont plus

²⁴⁴ AUBERT, Annie, « Pratiquer le partenariat pour participer à la vie locale : l'exemple de Blanquefort », *BBF*, 2000, t. 45, n°5, p. 86-88, [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/12-aubert.pdf>>, (Consulté le 19/07/2014)

²⁴⁵ JEANNIN, Richard, NAJMI, Mustapha, « ARALIS, : une démarche de patrimonialisation », *Écarts d'identité*, n° 115, 2009, p. 38-40, [en ligne] <http://www.revues-plurielles.org/uploads/pdf/6/115/ei_115_najmi_jeannin.pdf>, (Consulté le 18/07/2014)

²⁴⁶ AUBERT, Annie, *Op. cit.*

²⁴⁷ SERVICE INTERMINISTÉRIEL DES ARCHIVES DE FRANCE, CIOSI, *Op. cit.*, p. 22-24.

²⁴⁸ Qui elle-même dépend des moyens, dépendant eux-mêmes du succès et de la réputation du lieu. SERVICE INTERMINISTÉRIEL DES ARCHIVES DE FRANCE, CIOSI, Laure, *Ibid.*, p. 34-35

exigeantes, plus précises dans ses spécificités, mais aussi élargies, enrichies par des approches différentes, d'autres domaines, de nouveaux types d'action. Cela peut donner lieu à des projets originaux, innovants.

L'action culturelle a des conséquences sur les objets culturels et patrimoniaux, dans ce qui les détermine comme tels et donc sur leur valorisation. L'objet peut simplement être défini comme culturel et patrimonial par sa présence dans la collection d'une institution. Il peut aussi être une construction commune dans le cadre du partenariat par un spectacle, une œuvre créée à partir de documents d'archives, ou un document nouveau, sachant que le public lui-même peut être partenaire, comme dans la Galerie des Dons du MNHI. Les institutions culturelles peuvent transmettre sous différentes modalités : exposition, échanges, ou construction commune. Elles sont fonction de l'implication des acteurs et de la légitimité qui leur est accordée. Les institutions créent alors avec les partenaires de nouvelles formes de savoirs, d'objets culturels et de patrimoine.

Ces positions demandent des changements dans les méthodes de travail. Les modes de transmissions sont réinventés. La création artistique prend une place capitale. Elle offre une autre appropriation de l'histoire, de l'identité par des supports originaux (musique, danse, théâtre). Elle peut aussi faire évoluer les représentations des institutions, en les abordant différemment. Les résidences permettent par exemple de mener un travail approfondi sur la perception de la ville, du quartier, de l'institution et des identités qui se croisent dans les lieux en accueillant un artiste, un chercheur. Passer par l'artistique peut aussi permettre de sortir de l'institution pour mener des actions hors les murs (dans la rue, dans les lieux d'histoire).

C'est une dimension non négligeable face aux questions d'immigration et pour les institutions, au sens où il s'agit de se confronter sans cesse à des représentations de l'autre (exotisé, stigmatisé, idéalisé) mais aussi de soi-même, dans son rapport identitaire au lieu, au pays, au monde et au temps que l'on habite. La transmission de la culture et du patrimoine fait circuler des objets, des savoirs. Dans les cafés de la Place du Pont se sont transmis des symboles, des influences musicales. Le travail de collecte de la compagnie Anou Skan a permis l'élaboration d'un spectacle à partir de la collecte de gestes, pensés comme l'expression de l'exil. Il faut alors pouvoir parvenir à aborder de concert la science, l'imaginaire, et son impact dans l'actualité. C'est ce que le Rize, rassemblant archives et bibliothèque de proximité, tente de faire à travers des animations comme « les mots parleurs, » ateliers d'écriture à partir d'un document d'archives.²⁴⁹ Si la structure est unique, il n'en demeure pas moins que la complémentarité des deux services se fait par une approche historique et locale que donnent les archives tandis que la bibliothèque offre en revanche une perspective plus actuelle et encyclopédique, tournée vers le monde et l'imaginaire.

La pluralité des sujets auxquels touche l'immigration favorise le dépassement de « l'aspect communautaire ». Avec Cercle !, les AML ont travaillé avec la romancière Christelle Ravey. Elle a écrit deux romans sur des familles grecques et lyonnaises. Son approche est celle d'une historienne. Comment la fiction nous apporte-t-elle des connaissances sur le réel ? Le scientifique peut lui aussi l'utiliser comme un instrument de savoir, une connaissance sensible. La création peut être un exorcisme, retrouvant l'histoire d'un lieu, d'une famille et de soi-même. Les AML ont, toujours dans le même cadre, travaillé avec Allain Glykos, romancier et professeur de philosophie. Son roman retrace le parcours

²⁴⁹ DE LA SELLE, Xavier, *Op. cit.*

imaginé de son père. Le savoir apporté ici est celui de la réflexion, des émotions de l'exil, intimement liées à l'histoire de l'immigration, car vécues. Le travail avec un auteur peut se traduire par une rencontre mais peut être développé par des ateliers, des débats inscrits dans la durée.²⁵⁰

La création artistique permet d'exprimer la violence, le conflit, les émotions, les indicibles. Elle les représente en offrant une médiation, un espace de liberté où se mêlent les acquis du pays d'accueil et de l'origine – consciemment ou non . Si « l'écriture est le lieu des différences, où tout est permis, où chacun peut faire l'expérience de sa pensée propre, alors même que les vies peuvent sembler identiques ou les chemins suivis, semblables », elle est aussi celui de la ressemblance, où l'expérience individuelle prend une dimension commune et partageable.²⁵¹ La création artistique confronte l'humain derrière le scientifique ou le document administratif, derrière l'immigré, à la complexité de son expérience, à sa proximité et à sa différence. Elle permet de libérer la parole.

L'émotion est un appui pour la communication des associations : elle suscite le soutien. RESF use de l'émotion dans ce but, et dans le même temps, des militants vivent des histoires fortes, elles-aussi partie de l'histoire.²⁵² Les institutions doivent être attentives quand elles touchent à l'émotion et se méfier des risques de manipulations. Les archivistes et le public soulignent la part d'émotion liée au document, à son authenticité, parce qu'il fait interagir passé et présent. Le document est évocateur pour l'imagination et l'émotion – les objets de la Galerie des Dons le mettent clairement en lumière, pour les « donateurs » et pour le public. Cette émotion est indéchiffrable et dans le même temps exprimée par le public. Les commentaires du livre d'or expliquent les raisons de la valorisation de l'histoire de l'immigration dans les institutions culturelles, patrimoniales et surtout publiques.

3.3 – UN RENOUVEAU DES MISSIONS ?

Le traitement de l'histoire de l'immigration est exigeant : le sujet est lieu de tensions sociales. En prendre compte, c'est reconnaître la population dans son entière diversité, défendre l'égalité. Pour ce faire, il leur faut réinventer leurs approches et leurs outils.

3.3.1 - Réaffirmer la centralité des droits de l'Homme

Les institutions culturelles et patrimoniales publiques valorisent aujourd'hui l'histoire de l'immigration avec plusieurs objectifs : la faire connaître scientifiquement, mais aussi lutter contre les discriminations, défendre l'égalité. Si ce travail entre dans le cadre de la politique culturelle de la tutelle, comme à Lyon ou Villeurbanne, il est aussi porté par les institutions dans leur mission de service public, et dépasse largement la question de l'immigration dans ses implications pour l'action culturelle.

Ces missions engagent la responsabilité des services. Plurielles, elles demandent de :

répondre aux besoins de la population, satisfaire l'intérêt général, nourrir le débat collectif et la vie sociale, participer à l'éducation citoyenne de chaque

²⁵⁰ BAILLON-LALANDE, Dominique, *Op. cit.*

²⁵¹ *Ibid.*

²⁵² La personne interrogée parle ainsi d'implication et d'attachement forts entre migrants et militants, au point de monter de nuit jusqu'à Calais pour suivre les personnes que l'on aide.

individu et, plus précisément, en tant que service public faisant partie d'un réseau animé par le ministère de la Culture et de la Communication, promouvoir l'accès de tous à la culture et rappeler l'héritage d'un patrimoine commun²⁵³

Il s'agit ici d'éducation *citoyenne* et non d'éducation *des* citoyens : cette éducation s'adresse à tous, citoyens et non citoyens, habitants ou migrants. De plus en plus aujourd'hui, la citoyenneté dépasse la nation. Elle a surtout pour but leur autonomie, notamment politique et critique. Les archives, dans leur fonction administrative, garantissent les droits des citoyens. Dans leur perspective historique, elles rassemblent le patrimoine commun. Les archives, en le valorisant, sensibilisent le public, diffusent savoirs et culture et « deviennent un vecteur de changement social et de développement. »²⁵⁴

Répondre à la demande du public implique de lui prêter attention : sa composition, ses pratiques et ses attentes. Les institutions culturelles et patrimoniales sont constamment en train de s'adapter. De plus, la demande du public s'exprime rarement. Elle est souvent ce que les professionnels en projettent eux-mêmes. Dans ce contexte difficile, il importe de ne pas perdre de vue les principes qui les guident, basés sur les droits de l'Homme qui ont été intégrés au fur et à mesure dans les conventions et les déclarations des organisations internationales. Ces textes gagneraient à être diffusés et connus. Reprendre ces textes, les revendiquer, ce serait pour les institutions culturelles et patrimoniales un moyen de se défendre, de poursuivre leurs missions et de réaffirmer leur rôle politique dans le projet républicain, régulièrement menacé, dans ses dimensions démocratiques et égalitaires. L'institution pourrait alors fournir une offre qui corresponde à la demande de la population locale, défendre l'égalité et la démocratie, réduire les inégalités d'accès à la culture selon ces principes. Elle contribuerait ainsi au progrès de la société au niveau des droits et des savoirs. Ce positionnement demande d'être bien loin des discours qui font de l'identité une fondation figée.²⁵⁵ Il est aussi un appel aux élus pour que les discours et les actes se correspondent, à sortir des effets d'annonce pour passer au concret.²⁵⁶

Les partenariats peuvent remettre en cause les métiers, le fonctionnement des institutions en les poussant à considérer leur environnement. Les changements peuvent être multiples, visent à rendre possible les partenariats et à s'adapter aux besoins du public : horaires d'ouverture, accueil au public, organigrammes.²⁵⁷ Cette attention donnerait accès à la culture et au savoir à une population qui ne l'a pas toujours : ainsi, le Rize, le jeudi soir, avec l'ouverture de 17h à 21h, voit un public sensiblement différent.

Si « tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits », ils ne naissent pas semblables. L'abstraction de l'universalisme tel qu'il est pratiqué, perçu en France, notamment par l'État et les institutions publiques, est aujourd'hui remis en cause. La valorisation de l'histoire de l'immigration consiste-t-elle en une lutte contre les discriminations ou une lutte pour l'intégration ? Cette question dépend du sens donné à l'intégration : s'agit-il de reconnaissance ou de

²⁵³ SERVICE INTERMINISTÉRIEL DES ARCHIVES DE FRANCE, CIOSI, Laure, *Op. cit.*, p. 13.

²⁵⁴ *Ibid.*, p. 14.

²⁵⁵ S'appuyer sur ces textes peut être un recours face à des élus parfois intrusifs, ou à des discours menaçants. GLASSON DESCHAUMES, Ghislaine, *Institutions patrimoniales et pratiques interculturelles...*, *Op. cit.*, p.13.

²⁵⁶ BROUAZEC, Patrick, DELOULE, Madeleine, MATRY, Luc, *Op. cit.*

²⁵⁷ *Ibid.*

l'effacement de la différence dans la sphère publique ? L'intégration est-elle synonyme d'assimilation ? L'égalité devrait maintenant s'articuler avec les différences culturelles et leur « égale dignité » dans le respect des droits de l'Homme tels qu'ils sont énoncés dans la Déclaration des Droits de l'Homme de 1948 : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droit. ».²⁵⁸ Si ce plan est posé comme base pour l'entière du genre humain, le droit, sous l'angle des institutions culturelles et patrimoniale est alors considéré avec la définition des droits culturels :

- a. ces droits sont garantis sans discrimination fondée notamment sur la couleur, le sexe, l'âge, la langue, la religion, la conviction, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique, l'origine ou la condition sociale, la naissance ou toute autre situation à partir de laquelle la personne compose son identité culturelle ;
- b. nul ne doit souffrir ou être discriminé en aucune façon du fait qu'il exerce, ou n'exerce pas, les droits énoncés dans la présente Déclaration ;
- c. nul ne peut invoquer ces droits pour porter atteinte à un autre droit reconnu dans la Déclaration universelle ou dans les autres instruments relatifs aux droits de l'homme ;²⁵⁹

Dans cette approche, la volonté est de donner à tous les moyens d'être autonome, de connaître ses droits, leurs implications que chacun tienne compte de l'égalité et œuvre pour elle. Cela impliquerait de se pencher sur les différences entre l'institution et le public, et des individus entre eux, et donc sur les migrants. Inversement, s'intéresser aux migrants pourrait permettre d'installer ces valeurs dans l'institution. Ce n'est pas s'arrêter au constat du multiculturalisme, mais s'engager dans un dialogue entre les cultures. Il passe par la reconnaissance de l'autre comme sujet singulier. Les personnes ne sont alors pas définies seulement par une caractéristique qu'elles partagent avec d'autres, mais ont une valeur morale. Il faut qu'il y ait reconnaissance, c'est à dire interaction, échange d'expressions, d'affects et qu'à travers ceux-ci soient pris en compte le respect réciproque des droits de l'homme pour soi-même et pour l'autre, donc de sa dignité et de son égalité. Cela vaudrait ici entre les individus, les groupes mais aussi dans les rapports des individus, les groupes avec les institutions.²⁶⁰ Les activités menées par les institutions pourraient rendre possible cette reconnaissance et de ce fait être elles-mêmes reconnues en proposant aux personnes d'interagir. Cela impliquerait de sortir d'une logique de rentabilité (financière ou sociale) dans la conception de l'activité, mais celle-ci est de plus en plus un impératif dans des budgets contraints et face à des tutelles frileuses.

Archives, bibliothèques et musées se retrouvent dans ces principes. Ces lieux conservent, diffusent, rendent accessibles les savoirs et les connaissances de l'humanité. Le public peut apprendre, réfléchir, débattre, se confronter aux autres et par là à soi-même, dans leur cadre qui exige le respect d'autrui. Elles sont le reflet d'un territoire dans sa politique, sa mémoire et ses contraintes. Elles

²⁵⁸<http://www.un.org/fr/documents/udhr/> (Consulté le 01/08/2014).

²⁵⁹GROUPE DE FRIBOURG, Les droits culturels : déclaration de Fribourg, Institut interdisciplinaire d'éthique et des droits de l'homme de l'Université de Fribourg (CH), 2007, 12 p., [en ligne] <<http://droitsculturels.org/ressources/wp-content/uploads/sites/2/2012/07/DeclarationFribourg.pdf>>, (Consulté le 29/07/2014) pp. 5-6.

²⁶⁰LUCAS, Jean-Michel, *L'idée de reconnaissance : un cadre théorique*, Centre d'information et de ressources pour les musiques actuelles IRMA, novembre 2013, 5 p., [en ligne] <http://www.irma.asso.fr/IMG/pdf/note_sur_la_reconnaissance6decembre_2013.pdf>, (Consulté le 30/06/2014)

élargissent les droits par leurs actions, en suscitant de la réflexion dans l'espace public. Les Droits de l'Homme constituent une base à partir de laquelle il serait possible d'aller et venir pour repenser les activités des institutions culturelles et patrimoniales et débattre de leur rôle.²⁶¹ C'est leur capacité à changer la société qui serait ainsi réaffirmée.

3.3.2 - Des lieux démocratiques : échanges et participation

Affirmer que l'institution est démocratique ne suffit pas. Elle l'est dès le départ, lieu dépendant d'une tutelle choisie par les citoyens. Aujourd'hui, le mot « participatif » est utilisé, parfois comme caution d'un fonctionnement démocratique de l'institution, dans lequel l'usager a la possibilité – la chance ? - d'intervenir directement. Il ne s'agit pas de la « démocratisation culturelle » telle qu'elle a été défendue par André Malraux, les institutions culturelles reprendraient ici un rôle politique fort, en ne considérant pas la culture uniquement artistique et dominante dans les canons. Elles tiendraient alors compte des cultures des usagers.²⁶²

Entrer dans une démarche participative, c'est sortir d'un fonctionnement didactique, allant du haut – l'institution et son savoir – vers le bas – le public à éduquer. Lors, l'institution accepte que les usagers puissent lui amener du savoir, parfois sous des formes inattendues, et avoir voix au chapitre sur ce qu'elle propose. Elle ne renonce pas à l'action didactique, verticale, mais elle est consciente de cette dimension lorsqu'elle l'utilise.

Ces démarches permettraient de partager le patrimoine des sociétés contemporaines au sein de ces institutions, en faire des lieux communs, à rebours d'une réalité qui serait celle de « la déliaison et des cloisonnements » au sens des renfermements communautaires.²⁶³ Elle demanderait une déprise de la « supériorité » que conférerait le professionnalisme dans le choix du bon et légitime culturellement.²⁶⁴ C'est garantir le principe suivant : « Toute personne doit pouvoir participer à la vie culturelle de son choix et exercer ses propres pratiques culturelles, dans les limites qu'impose le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. »²⁶⁵ Ce n'est pas renoncer au professionnalisme, mais plutôt accompagner ces pratiques, pour le progrès des hommes et de leurs capacités en compréhension et en droits, vers la reconnaissance et la liberté. C'est un passage de la prescription à la médiation, qui requiert écoute et observations. La participation des usagers demanderait aussi un engagement de la part des agents, qui peuvent opposer de fortes résistances, notamment parce que cela gênerait leurs tâches obligatoires. Il faudrait alors aménager des temps spécifiques et/ou recruter.

Faire coopérer les usagers, c'est voir la variété des usages sociaux de la mémoire et non la définition fermée d'un patrimoine et d'une mémoire collective.

²⁶¹LUCAS, Jean-Michel, *Pour repenser les enjeux culturels publics*, Centre d'information et de ressources pour les musiques actuelles IRMA, Octobre 2013, 3 p., [en ligne] <<http://www.irma.asso.fr/IMG/pdf/oct13.pdf>>, (Consulté le 30/06/2014)

²⁶²Le spectacle de Franck Lepage, circulant dans les bibliothèques, offre un point de vue décalé et éclairant à ce sujet : <http://www.scoplepave.org/l-education-populaire-monsieur-ils-n-en-ont-pas> (Consulté le 21/10/2013)

²⁶³SERVICE INTERMINISTÉRIEL DES ARCHIVES DE FRANCE, CIOSI, Laure, *Op. cit.*, p. 18.

²⁶⁴LUCAS, Jean-Michel, *Le projet émancipateur de l'Éducation populaire au risque de l'universalité des droits humains*, Centre d'information et de ressources pour les musiques actuelles IRMA, [2012], 23 p, [en ligne] <<http://www.cricnord.com/uploads/library/documents/5091b6dd8de68.pdf>>, (Consulté le 30/06/2014)

²⁶⁵<http://www.un.org/fr/documents/udhr/> consulté le 01/08/2014

Cela demanderait d'accepter, pour les professionnels, de donner une place à des savoirs qui ne sont pas produits par des experts, mais nés d'expériences et de sentiments individuels.²⁶⁶ Les individus qui composent le public ont des appartenances, des identités multiples. Un décalage s'opérerait alors : les institutions ne servant pas que les citoyens mais les habitants constituant leur public, à une multiplicité d'échelles. Cela impliquerait de donner la parole aux usagers, de créer des temps et des espaces propices à la discussion, libre, renseignée et respectueuse – donc raisonnée. Mais, les bâtiments des institutions sont déjà largement occupés ou inadaptés pour que ces rencontres puissent avoir lieu. Il faudrait en tenir dès la conception. Si le conflit demande parfois d'autres résolutions plus sévères (ruptures de contrat) pour pouvoir avancer dans des cadres contraints, cette place donnée à l'échange renforcerait la reconnaissance, la compréhension entre les différents acteurs et enfin, la cohésion sociale. L'institution culturelle et publique démontrerait alors qu'elle « est un lieu vivant, où chacun peut trouver son compte, où chacun sera respecté, parce que citoyen du même territoire, ayant les mêmes droits... »²⁶⁷ L'acceptation de ce rôle peut prendre du temps, mais une fois à l'aise dans le lieu, l'utilisateur pourra participer spontanément. Au MNHI, une visiteuse d'un centre social de La Courneuve a réagi face à *Aya de Yopougon*, et la conférencière s'est effacée pour créer un dialogue entre elle et le groupe.

Chacune des institutions culturelles et patrimoniales concernée met sa spécificité en avant dans ce cadre. Pour les archives, il s'agit de la collecte, de leur usage administratif, et de recherche. Pour les bibliothèques, c'est la place toujours centrale de la lecture et du livre. Pour les musées, c'est l'objet, son intérêt technique, esthétique ou social, pour tous. Considérer les migrants implique aussi d'embaucher des personnes avec de nouvelles compétences pour interagir avec ces publics, parfois difficiles à aborder à cause de la langue, ou de créer de nouveaux services adaptés à ce public (ateliers linguistiques, aide pour les démarches administratives). Le partenariat entre France Terre d'Asile et la BPI est un bon exemple : une « personne-ressource », parlant dari et pachto, de l'association intervient deux après-midi par semaine et permet une connaissance réciproque entre la bibliothèque et les migrants afghans – ces derniers peuvent alors connaître et utiliser les services.²⁶⁸ Cela enrichit les équipes. Par ces approches, des compétences jusque là ignorées dans les équipes peuvent être mises à profit.

L'écueil de la « marchandisation » et celui du « temple du savoir » ressurgissent dans les suggestions d'achats en bibliothèque. Elles sont des lieux pour tous, dont les acquisitions ne répondent pas seulement à la demande du public inscrit ou la fréquentant, mais aussi aux besoins du territoire (documents en langues étrangères). Il est nécessaire d'expliquer les politiques documentaires et les contraintes. Ce peut être une remise en cause des représentations que les professionnels ont de leur métier et du public : s'agit-il de satisfaire les électeurs, de « soustraire le citoyen à la pression du marché » ?²⁶⁹ Pouvoir exprimer un besoin envers l'institution, c'est déjà se sentir légitime et participer.

²⁶⁶DUMAINE, Mathilde, La « bibliothèque vivante », Master Politique des Bibliothèques et de la Documentation, Lyon : ENSSIB, juin 2014, p. 58

²⁶⁷BROUAZEC, Patrick, DELOULE, Madeleine, MATRY, Luc, *Op. cit.*

²⁶⁸CHATELLIER, Lisa, *Les bibliothèques publiques européennes face à l'immigration : regards croisés et perspectives. Mémoire de Master en sciences humaines et sociales*, Lyon : Enssib, 2013, 106 p., [en ligne] < <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/64024-les-bibliotheques-publiques-europeennes-face-a-l-immigration-regards-croises-et-perspectives.pdf> >, (Consulté le 27 / 07/2014) p. 61.

²⁶⁹PEIGNET, Dominique, « La bibliothèque peut-elle survivre à ses consommateurs ? », *BBF*, 2005, t. 50, n°1, p. 38-45, [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2005-01-0038-009>>, (Consulté le 15/08/2014).

Les institutions culturelles publiques, lieux d'échanges entre individus, entre groupes sociaux, peuvent renforcer la cohésion sociale en donnant une image de la communauté locale.²⁷⁰ C'est l'idée du troisième lieu.²⁷¹ Les partenaires ont un rôle non-négligeable dans la prise en compte du participatif. Ils connaissent le territoire, et peuvent aider à prendre en compte les relations tissées sur ce dernier, dans leur complexité, notamment au niveau du patrimoine : causes, liens, traces. Il importe dans ce cas que les groupes concernés soient consultés et même impliqués. Le Musée Dauphinois privilégie une « muséographie participante » quand il aborde les migrations.²⁷² Le directeur, Jean-Claude Duclos, a travaillé avec des associations locales, représentantes des communautés dans sa démarche proche de l'écomuséologie : Italiens, Grecs, Arméniens, Algériens.

Le patrimoine local offre ainsi un début de participation. Il permet de venir partager son histoire individuelle, familiale. C'est une porte d'entrée sur les multiples composantes de l'identité des individus, mais aussi des groupes : des imaginaires, des repères culturels. Pour l'institution, impliquer peut aussi être une façon de les fidéliser, tout en changeant son image.²⁷³ Xavier De La Selle considère ainsi que la collecte de récits de vie « avant d'être une action d'archiviste, c'est une action de médiation. »²⁷⁴ Elle permet d'associer les habitants au récit partagé du territoire.

Des demandes non-exprimées et des propositions pourraient émerger. Cette coopération serait possible dans la mesure où les institutions sont des lieux neutres, offrant les mêmes opportunités à tous et les clés de leur accès – c'est le cas notamment pour les bibliothèques – et qui donnent des repères à l'identité collective, en transmettent la richesse. Les commentaires des livres d'or le rappellent : les gens sont régulièrement fiers de leur ville lorsqu'il s'agit d'expositions sur l'immigration, qu'il s'agisse de la reconnaissance de leur identité ou de conflits, de rencontres, d'apports méconnus. Les personnes les considèrent comme des composantes de l'identité du lieu qu'ils habitent. Ces actions de valorisation rendent alors visibles, c'est la coproduction de savoirs et de connaissances dans les interactions entre les individus et les groupes (savoirs culturels, techniques...), transmis et réinterprétés par les uns et les autres. Ainsi, lorsque les usagers participent à l'institution, c'est dans la production de contenus et en imaginant des services nouveaux.²⁷⁵

Parfois, le problème est de faire accepter la participation du public aux tutelles, qui ont peur de voir émerger un contre-pouvoir. La ratification des conventions de l'Unesco par la France a valeur d'engagement politique, mais elle reste presque entièrement symbolique. Or, parce qu'elles sont situées entre les habitants et les élus, les institutions pourraient signifier leur « participation active (...) à un projet communautaire de développement culturel et de socialisation, en vue de diminuer les obstacles psychologiques et sociaux à la lecture »²⁷⁶ pour les bibliothèques, mais de façon plus générale pour ces différentes institutions, à la culture et au savoir, en s'emparant de ces directives.

Des conseils d'usagers peuvent être créés, mais comme dans le cas des partenariats, les modalités doivent être claires pour que les rôles soient

²⁷⁰ BROUAZEC, Patrick, DELOULE, Madeleine, MATRY, Luc, *Op. cit.*

²⁷¹ CHATELLIER, Lisa, *Op. cit.*, p. 57.

²⁷² VANDERLICK, Benjamin, « Les institutions culturelles ... », *Op. cit.*

²⁷³ DUMAINE, Mathilde, *Op. cit.*, p.63.

²⁷⁴ CNHI, IPAPIC, *Séminaire national...*, *Op. cit.*, p. 48

²⁷⁵ Xavier Galaup parle dans ce cas de « co-crédation », DUMAINE, Mathilde, *Op. cit.*, p.62

²⁷⁶ BROUAZEC, Patrick, DELOULE, Madeleine, MATRY, Luc, *Op. cit.*

respectés.²⁷⁷ Il faudrait au moins consulter les usagers, prendre en compte leurs demandes tout en expliquant la politique de l'institution, riche de possibilités mais aussi contrainte. Cette participation des usagers se construit petit à petit par les partenariats. En février, j'ai pu rencontrer dans le cadre de mon stage la bibliothécaire en charge de l'annexe du Terrailon de la bibliothèque de Bron. Ce quartier fait partie des plus difficiles de l'agglomération lyonnaise. La bibliothécaire assiste et participe au conseil de quartier. Elle est en contact constant avec les structures d'insertion, les crèches. L'annexe est située dans un pôle de services sociaux et d'insertion. Malgré des difficultés, elle est un lieu ouvert, qui fonctionne et les habitants participent, même de façon limitée – par exemple dans le choix des illustrations affichées, qui sont le résultat d'ateliers organisés par ATD-Quart Monde. Cette démarche est liée à sa situation mais est aussi très corrélée au dynamisme, à l'engagement de la bibliothécaire et des autres acteurs.

L'expression des usagers sur l'institution devrait être possible et organisée pour pouvoir déboucher sur des participations plus poussées. En ce sens, des règles de vie du lieu et de travail seraient pertinentes pour garantir le respect des principes énoncés, en tenant compte de l'environnement. Fixer des obligations réciproques renforcerait le respect de l'égale dignité des uns et des autres, individus et institutions.

Les contenus en ligne peuvent être partagés et réutilisés, parfois de façon très libre, selon les droits qui leur sont attachés. Il appartient aux professionnels d'accepter de ne plus être les seuls à faire connaître et à construire les savoirs issus des objets culturels. Ce développement inquiète parce qu'il permet une appropriation non-scientifique, et potentiellement douteuse des documents. Pour certains, il est inévitable, lié à l'accroissement des outils numériques et élargit le public, l'institution étant alors connue des publics distants. Les professionnels peuvent cependant garder une certaine maîtrise de ces outils, afin de distinguer leurs interventions de celles des usagers, tout en se situant sur le même niveau (images de profil, modération des interventions, etc.). Un directeur d'archives départementale dit ainsi :

Il faut que notre contenu soit enrichi, quitte à ce que cela se fasse complètement en dehors de notre contrôle, et en dehors de notre site. Ma politique pour le moment, c'est de dire : OK. Ça, c'est des faits que je crois à peu près avérés. Il y a des choses que je sais faire, des choses que je ne sais pas faire ; on va pousser à fond sur le site Internet pour toucher un public plus large et accepter la déprise. Accepter que les gens en fassent ce qu'ils en veulent.²⁷⁸

L'indexation participative permet d'enrichir les informations disponibles sur les fonds et le numérique permet de développer des outils conviviaux, par exemple la Cartorecette des médiathèques de Romans-sur-Isère a pour point de départ des ateliers cuisine organisés par la MJC et la médiathèque Monnaie, lancés à la demande d'usagers. Cette carte mêle les recettes cuisinées lors des ateliers, collections et sélections de la bibliothèque. Ces ateliers ont aussi donné lieu à une exposition.²⁷⁹ La participation du public donne vie au document. Ces

²⁷⁷ *Ibid.*

²⁷⁸ SERVICE INTERMINISTÉRIEL DES ARCHIVES DE FRANCE, CIOISI, Laure, *Op. cit.*, p. 22.

²⁷⁹ <http://bonnerecette.wordpress.com/> (Consulté le 15 août 2014).

positionnements dépendent de la vision que les professionnels ont du public, et de son exigence intellectuelle ou de sa naïveté, de ses besoins d'éducation et de leur propre rôle en tant que médiateur engagé ou non dans la promotion de la démocratie.

3.3.3 - Un horizon encore limité

Les structures pourraient ouvrir de nouvelles sources d'informations, de culture au public – son rôle est indispensable en ce sens, en respectant la légitimité du public à décider de la pertinence des ressources pour lui-même.²⁸⁰ L'implication des usagers impose aux institutions culturelles de sortir de l'élitisme. Le public devient actif : lui aussi apporte quelque chose à l'institution et à la communauté, de son propre chef. Ces échanges demandent de dépasser la valorisation d'un unique caractère des individus – que serait l'immigration – et évitent donc leur exotisation. Ils mettraient en avant les individus et leur créativité qui peuvent choisir de se présenter sous un jour plutôt qu'un autre. « Toute personne a le choix de se référer ou non à une ou plusieurs communautés culturelles, sans considération de frontières et de modifier ce choix » rappelle la Déclaration des Droits Culturels.²⁸¹

C'est un engagement citoyen qui se traduirait par l'expression des raisons de la participation pour le public et pour l'institution. Si elles se croisaient suffisamment, il serait partagé ainsi que les responsabilités, avec plus de chances de réussir.²⁸² Ces raisons fourniraient également une base pour l'évaluation, collective mais aussi participative dans sa conception.²⁸³ Cela demande d'être conscient des tensions, de prendre le temps de la discussion et de réfléchir sur ce qu'elles mettent en lumière. Il faut savoir se réadapter. La participation peut faciliter la cohabitation et les relations apaisées entre les habitants d'un territoire. Il est aussi important que les traces de participation soient conservées. Considérant le patrimoine de l'immigration, elle permet de remplir la mission de protection du patrimoine immatériel, en donnant une place à l'oral. Celui-ci est alors partagé, transmis. À Vitrolles, les habitants sont invités à contribuer aux « archives vivantes » de la ville, en racontant leurs souvenirs de la ville, en donnant des documents.²⁸⁴

Malgré la profusion de la littérature professionnelle et scientifique, ces expériences semblent encore timides, ponctuelles ou se déroulent à petite échelle. Souvent, le participatif ne vaut que comme mot : « la participation des habitants devient une figure imposée [par l'État] mais sans objectif clair en la matière, elle passe davantage *au travers qu'en travers* des programmations. »²⁸⁵ Le manque d'objectifs donne lieu à l'absence d'outils solides, ou à la confusion. C'est parce qu'elle recouvre une multiplicités de forme : information, consultation, concertation, implication. À ces dernières sont liées des attentes de la part des usagers et de l'institution. Il est indispensable de savoir rester raisonnable dans les demandes de part et d'autres : un habitant n'est pas un technicien, les exigences ne peuvent pas être les mêmes. Savoir être précis dans le thème abordé, permet de mieux mobiliser le public visé : les associations sont ici une aide précieuse.²⁸⁶

²⁸⁰ LUCAS, Jean-Michel, *Pour repenser les enjeux culturels publics*, *Op.cit.*

²⁸¹ GROUPE DE FRIBOURG, *Op. cit.*, p. 6

²⁸² LUCAS, Jean-Michel, *Le projet émancipateur...*, *Op. cit.*

²⁸³ AUBERT, Annie, *Op. cit.*

²⁸⁴ <http://unalbumdefamille.com/>. (Consulté le 19/08/2014).

²⁸⁵ GROUSSON, Pierre, *et al.*, « Les déboires d'un mariage à ambitions raisonnables : La participation des habitants dans la Politique de la ville », *Écarts d'identité*, 2011, n° 119, p 4-11, [en ligne] <http://www.ecarts-identite.org/french/numero/article/art_119.pdf>, (Consulté le 18/07/2014).

²⁸⁶ *Ibid.*

Petit à petit des projets ambitieux, de long terme, se développent en s'appuyant sur l'interculturalité et l'éducation populaire. La médiathèque de Lezoux a accueilli la 27ème région en résidence : une équipe transdisciplinaire (comportant une chargée de collecte) a mené un travail de recherche et de « co-conception » avec les habitants. Dans cette démarche, les idées qui émergent sont concrétisées par des objets (maquettes) plutôt que par des discours. Ce passage par l'objet est intéressant comme traduction : la participation fonctionne grâce des outils ludiques, créatifs, inattendus qui peuvent être facilement compris. Un suivi est mené pour valoriser et donc transmettre l'expérience à des échelles plus larges.²⁸⁷

L'expérimentation, encore modeste, est, sans doute, pour le moment, le mode de travail principal mais ouvre de nombreuses possibilités. Xavier de La Selle note ainsi que l'évolution du Rize a suivi celle du fonctionnement du public. La flexibilité devrait être importante comme dans le cas des fonds d'habitants attribuant une enveloppe à des projets renforçant le lien social.²⁸⁸ Ou encore, en se calquant sur les collectes des associations, des enquêtes peuvent être menées par des habitants eux-mêmes pour renseigner sur les besoins locaux ou encore des porteurs de parole (enquête consciencieuse dans l'espace public, à partir d'une phrase d'accroche à laquelle les personnes peuvent réagir).²⁸⁹ L'institution elle-même peut gagner à sortir hors de ses murs pour aller vers la population qu'elle dessert, dans la rue. Il faut se rappeler que ces actions permettent l'expression de personnes qui n'en ont pas l'occasion, grâce à la part d'aléatoire qu'elles peuvent avoir. Cela demanderait alors de considérer son propre personnel comme habitant et pas simplement comme agent, marqué lui aussi par le territoire, à son écoute dans un rapport quotidien et humain. En terme de formation, il pourrait être intéressant d'intégrer des étudiants, se destinant au travail dans les institutions culturelles, mais aussi à la recherche, dans ces enquêtes. Ils seraient alors familiarisés avec le terrain.

La participation demande de s'inscrire dans le qualitatif, et des processus sociaux (liens, débats, contenus produits). Les mémoires, les créations des usagers peuvent devenir part des corpus, des collections des institutions, donc des archives, des objets culturels et patrimoniaux à terme. Les documents issus de là seraient alors des sources, pour l'écriture d'une histoire qui ne serait plus seulement celle de l'immigration ou de la nation. Ces documents prendraient place dans un récit commun, un lieu d'échanges multiples : entre les cultures, entre les professionnels, entre l'institution et l'habitant.

3.3.4 - L'interculturel : récit commun et perspectives d'avenir ?

L'immigration est un processus, et l'identité aussi. Elle peut se « poursuivre indéfiniment ». L'histoire, elle, est toujours en cours d'écriture.²⁹⁰ Faire participer les usagers aux institutions dans une perspective démocratique et égalitaire, c'est donner à ces derniers une possibilité de s'exprimer sur la place publique, de contribuer – par le caractère de ces structures – au récit commun d'une société plurielle, contre la fixité d'une histoire « officielle » qui définirait une fois pour toutes une « identité nationale ».

²⁸⁷<http://fr.slideshare.net/27eregion/residence-lesnouveauxusagesdelamediathequelight> (Consulté le 10/10/2013).

²⁸⁸<http://www.paysviennois.fr/-Le-FPH-Fond-de-participation-des-et> <http://www.lametro.fr/609-fonds-intercommunal-de-participation.htm> , (Consulté le 16/08/2014).

²⁸⁹<http://www.scoplepave.org/porteur-de-paroles> , (Consulté le 19/08/2014)

²⁹⁰TODOROV, Tzvetan, *Op. cit.*, p. 214.

Participer à la construction du patrimoine, c'est prendre part au récit commun. C'est choisir ce que l'on transmet. Ce récit permet de vivre ensemble. Il dépend de la position de l'individu, du contexte local et global et des distances temporelles entre la narration et les faits : « La mise en récit au sein d'un groupe à un moment donné ne constitue que l'une des narrations possible du passé. »²⁹¹ Il est différent pour chacun, mais issu du même territoire. La mémoire vient constamment le reconstruire. Xavier De La Selle propose de parler de « récit pragmatique. »²⁹² C'est celui, non-officiel, de la communauté locale, qui tient compte des témoignages des habitants, mais aussi de l'imagination et de la poésie, et dont la construction est toujours inachevée ; lui donner une place dans l'institution culturelle et patrimoniale – ici le Rize – garantit son existence et sa continuité.

Avec lui, l'institution peut : « construire "un socle de références communes aux habitants d'un territoire" (Directeur AD), permettre aux "habitants de se réapproprier l'histoire locale" et, dans un même temps, "valoriser les habitants et leur territoire." »²⁹³ Ce socle, c'est celui des valeurs républicaines affirmées dans un lieu « neutre », où chacun peut être et participer avec ses particularités et où il peut dialoguer avec les autres habitants de ce territoire.

Une influence réciproque a conduit à l'émergence de savoirs communs par l'immigration : des savoir-vivre, des savoir-être, des savoir-faire qui se réinventent constamment. Les associations peuvent être dans des situations délicates. Dans leur travail, elles sont face au risque de victimisation ou, inversement, de stigmatisation des migrants. RESF cherche ainsi constamment à placer les migrants dans une position où ils sont acteurs.²⁹⁴ Le collectif œuvre avec et pour le migrant, dans la reconnaissance de ce dernier comme personne à part entière. Cet esprit fait face à l'urgence. Les militants peuvent être parfois rigides, du fait des obligations administratives et juridiques. L'échange recherché est le plus égalitaire possible pour le collectif, même s'il ne l'est pas de fait : le migrant souhaite sa régularisation, et si elle est possible, RESF l'aide. Le collectif est attentif à ses actes, aux conséquences sur la vie des migrants. Ce sont eux-seuls qui décident, RESF leur amène les informations nécessaires à leur décision. Cela ne va pas sans tensions : « on apprend à vivre ensemble, avec des gens qui sont complètement différents, qui vous tapent sur les nerfs, et puis bon ben ma foi il faut vivre ensemble, il faut faire des choses ensemble. (...) c'est quand même des choses qui nous ont formés. »²⁹⁵ C'est un fonctionnement auquel les personnes se forment en se confrontant les unes et aux autres. Il n'est pas anodin que cela surgisse dans un collectif qui se base sur les droits d'égalité et de liberté, en rappelant les principes républicains. L'affirmation préalable des droits fondamentaux (liberté, égalité, dignité) des personnes permet de « faire humanité ensemble » selon les termes de la Déclaration des Droits Culturels, en reconnaissant l'identité fluctuante de chacun. Pour les institutions, elles doivent favoriser au maximum les interactions entre les cultures pour que ce dialogue permette à chacun d'aller vers l'autonomie et l'émancipation :

²⁹¹<http://lectures.revues.org/8081> (Consulté le 03/06/2014).

²⁹²IPAPIC, Institutions patrimoniales et pratiques interculturelles, *Op. cit.*, p. 7.

²⁹³SERVICE INTERMINISTÉRIEL DES ARCHIVES DE FRANCE, CIOSI, Laure, *Op. cit.*, p. 13.

²⁹⁴La militante interrogée a ainsi dit « on combat le caritatif », même s'ils mènent des actions de ce type, par « la force des choses. »

²⁹⁵MATHIEU, Lilian, *Op. cit.*

L'enjeu public universel est de préserver "l'attachement" des personnes à leurs cultures d'origine pour mieux favoriser leurs "arrachements" nécessaires pour qu'elle s'affirment comme des personnes singulières. La finalité est l'émancipation de la personne en humanité, au delà de son épanouissement individuel.²⁹⁶

Le mot de diversité est encore évité en France. Il est rattaché au multiculturalisme anglo-saxon et à la notion de communauté.²⁹⁷ Celle-ci est ethnicisée, rattachée à un groupe social, et discréditée par des discours consensuels comme un communautarisme immédiatement négatif. Cette diversité, c'est celle des cultures, des religions, des professions, des origines, des générations, des disciplines. Le Manifeste de l'IFLA sur la bibliothèque multiculturelle rappelle son importance : « Elle est à la source des échanges, de l'innovation, de la créativité et de la coexistence pacifique entre les peuples. »²⁹⁸

Lorsque la culture d'origine est stigmatisée, le sens qu'elle donne à la construction de soi est perdu et donne lieu à des contradictions mais aussi à des « déchirements », dans le cas des jeunes d'origine étrangère.²⁹⁹ Dès lors, il ne suffit pas qu'elle soit connue, mais qu'elle soit reconnue, « car l'étranger, ce n'est pas seulement notre prochain, c'est nous-même hier ou demain » et ce, en évitant l'écueil de l'assignation de l'autre à une seule de ses caractéristiques.³⁰⁰ Cela amène à dépasser la notion d'identité correspondant à un groupe social pour penser plutôt par identifications, car notre identité se compose d'une multiplicité d'identités en évolution. L'approche par l'interculturel est enrichissante, car elle permet de sortir des déterminations, et donc particulièrement pertinente lorsque le sujet de l'immigration est abordé.

L'interculturel, c'est l'espace de la relation, des interactions entre les cultures, des individus avec les autres. L'interculturel ne s'arrête pas à l'ethnique, il touche à la multiplicité des différences. Il permet de les approcher, car il cherche ce qui peut faire lien entre les cultures. C'est un principe de communication et donc de traduction, il faut trouver les « équivalences » qui permettent de favoriser le dialogue.³⁰¹ Il ne s'agit pas de séparer en faisant de la différence un caractère fixe, mais de distinguer, de construire un outil pour reconnaître et échanger. Il laisse place à la surprise, à l'incertitude, parfois difficile à intégrer dans les cadres rigides des institutions. L'interculturel cherche à dépasser deux extrêmes : celui d'un relativisme qui connaît la différence mais abandonne la possibilité de l'échange au profit du cloisonnement et du communautarisme et, celui d'un universalisme abstrait, qui affirme l'égalité, mais nie la différence, sans éviter les discriminations. Le dialogue interculturel est inclusif, il permet de « faire ensemble » en reconnaissant la différence.³⁰² Il traverse l'espace et le temps :

Toute culture implique la mixité, ne peut-être considérée comme close, sans échanges, ni évolutions. L'idée d'interculturalité prend donc en compte

²⁹⁶LUCAS, Jean-Michel, *Pour repenser les enjeux ...*, *Op cit.*

²⁹⁷DUMAINE, Mathilde, *Op. cit.*, p. 55-60.

²⁹⁸<http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/40693-manifeste-de-l-ifla-sur-la-bibliotheque-multiculturelle.pdf> (Consulté le 06/02/2014).

²⁹⁹BUFFET, Marie-Hélène, *Culture, actions culturelles et intégration en France des populations immigrées et de leurs enfants*, DESS en ingénierie documentaire, Rapport de recherche bibliographique, Lyon : ENSSIB Université Claude Bernard Lyon I, 2001, 52 p., [en ligne] <<http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/694-culture-actions-culturelles-et-integration-en-france-des-immigres-et-de-leurs-enfants.pdf> > (Consulté le 29/04/2013)p. 26.

³⁰⁰TODOROV, Tzvetan, *Op.cit.*, p. 240.

³⁰¹GLASSON DESCHAUMES, Ghislaine, *Op.cit.*, p. 13-15

³⁰²DUMAINE, Mathilde, *Op. cit.*, p. 54.

toutes les strates historiques qui constituent aujourd'hui la société d'un pays et qui englobe toutes les catégories de population qui y résident ou qui ont laissé sur un territoire des traces, des objets, de la mémoire.³⁰³

Les immigrants font des allers-retours entre les cultures, les pays. Dans le cadre de l'exposition du CMTRA, les chansons sont inspirées de la musique maghrébine mais elles sont aussi un patrimoine du pays d'accueil. Ces échanges rendent possible le métissage. Dans cette perspective, DRAC et MCC pourraient faire évoluer leurs positions et financer les projets en lien avec l'immigration comme des « projets culturels comme tels » sans qu'ils répondent aux politiques d'intégration.³⁰⁴ Il faudrait alors dépasser la perspective égalitariste qui peut enfermer la société d'accueil et les migrants dans des représentations rigides, des cultures « à reconnaître ».

L'intégration, pour le pays d'accueil, c'est son aptitude à reconnaître aux immigrants et à leurs descendants une place comme membres légitimes de la nation – la seule exigence valable envers eux, dans un régime démocratique qui respecte les conventions internationales, c'est le respect des lois et des Droits de l'Homme. Les immigrants sont un miroir pour la société d'accueil : « par leur différence, ils lui permettent de se voir par le regard d'un autre, une capacité qui fait partie de la vocation de l'espèce humaine. »³⁰⁵ Cette capacité permet à la société d'accueil d'avancer socialement et donc dans la lutte contre les inégalités sociales liées à l'immigration. L'action culturelle tournée vers le patrimoine de l'immigration ne doit pas masquer les problèmes sociaux et politiques actuels.³⁰⁶ En posant les Droits de l'Homme au centre de la relation, la responsabilité envers les autres devient centrale.

L'interculturel, c'est aussi le partage des expériences, des réflexions, des méthodes entre les institutions culturelles et patrimoniales que sont les archives, les bibliothèques et les musées dans des logiques de décroisement qui se manifestent dans la construction, la création des fonds documentaires par la collecte ou l'achat et la participation. Elles ont besoin de faire des va-et-vient entre les principes démocratiques qui les gouvernent et leurs contraintes professionnelles. Ce dialogue est indispensable pour nourrir la réflexion autour du rôle politique des institutions. Il pourrait se faire par la création de réseaux, de groupements d'intérêt scientifique tels que le GIS IPAPIC, travaillant sur ces problématiques, ou d'échanges entre différents GIS.³⁰⁷ Il gagne à intégrer d'autres acteurs : chercheurs, associations, usagers. Ce travail de réflexion, qui peut se concrétiser par des journées d'études autour de thèmes communs ou de retours d'expériences permet de découvrir et d'échanger autour des outils utilisés, de mutualiser les savoirs acquis sur un terrain concret. C'est ce que défend le réseau du MNHI. Ce réseau utilise une approche interculturelle dans le travail entre musée et associations très différentes (artistiques, sociales, scientifiques) et a mené une

³⁰³HATZFELD, Hélène, *Dialogue interculturel dans les institutions patrimoniales (musées, archives, bibliothèques) : Compte rendu du séminaire Chambéry et Villeurbanne, 30 juin au 2 juillet 2010*, Paris : Ministère de la Culture et de la Communication, 2011, 32 p. [en ligne] <http://www.culturecommunication.gouv.fr/content/download/58275/450402/file/Seminaire_Chambéry_Villeurbanne_juil2010.pdf>. (Consulté le 12/11/2013) p. 18

³⁰⁴[IPAPIC], *Compte rendu du séminaire ouvert : « Ce que les associations font au patrimoine »*, [Gis Ipapic], [2012], 4 p., [en ligne] <http://www.ipapic.eu/IMG/pdf/Ce_que_les_associations_font_au_patrimoine.pdf>, (Consulté le 29/07/2014) p. 2.

³⁰⁵TODOROV, Tzvetan, *Op. cit.*, p. 246

³⁰⁶Michel Rautenberg in SALANOUVE, Florence, *Op. cit.* p. 25

³⁰⁷ Comme le GIS Participation et Démocratie par exemple <http://www.participation-et-democratie.fr/fr>

recherche-action dans ce sens.³⁰⁸ Pour la collecte, des méthodes communes, facilement réutilisables, peuvent être identifiées. Enfin, les possibilités de veille et de partage sur le web ne sont pas à négliger. Par ces échanges, les expériences sont réinterprétées par d'autres à différentes échelles : le local peut être inspirant à des échelles plus larges (nationale, internationale),³⁰⁹ et inversement. Serait-il possible de créer des cadres réguliers pour ces échanges ? Ils permettraient de traverser les frontières et de réfléchir aux outils de façon approfondie.

³⁰⁸ Autour des questions : comment travaille-t-on ensemble ? Qu'est ce qu'on travaille ensemble ? Les résultats de cette réflexion seront présentés le 8 octobre 2014 aux acteurs intéressés.

³⁰⁹ Le Rize trouve des échos dans les préoccupations d'autres acteurs régionaux.

CONCLUSION

La société vit dans un pluralisme culturel renforcé par la mondialisation, par l'accroissement des échanges entre les sociétés. Il faut trouver localement et globalement des moyens de communication, pour débattre grâce à des références communes, partageables, qui peuvent être fournies par des principes comme ceux de la Déclaration des droits culturels. Pour les institutions culturelles, il s'agit aussi de se rappeler les utopies sociales dont elles sont porteuses et qui demeurent leur horizon. L'interculturel serait-il alors entre le réel et l'imaginaire ? Il est certain que les institutions culturelles sont créatives, et ne doivent pas cesser d'inventer et d'innover dans leur pratiques, en laissant place à la rencontre, à la surprise.

L'histoire de l'immigration a aujourd'hui sa place à l'université. Ses premiers développements en tant que sujet d'étude ont pris place dans un contexte politique et social tendu, entre crispations identitaires et demandes de reconnaissance. Discipline qui met à jour les ruptures et les continuités entre passé et présent, elle traverse les frontières disciplinaires. Elle redonne leur place légitime aux minorités au sein de la mémoire collective et dans la société d'accueil. Cette histoire est intégrée dans la production documentaire et artistique et créée par les descendants des migrants. Elle suscite un intérêt non négligeable dans un contexte qui n'est pas dépourvu d'ambiguïtés, tant scientifiques que politiques. Le MNHI est une avancée, mais demeure l'objet de débats parmi les chercheurs et les professionnels du patrimoine et de la culture. Ainsi, à travers l'exemple de l'immigration, se répètent les interrogations sur ce qu'est le patrimoine à récolter pour les temps futurs, et comment le patrimoine des migrants d'hier et d'aujourd'hui, dans toute leur diversité culturelle et historique, appartient au patrimoine commun. En cherchant à faire changer les regards sur l'immigration, elles prennent une importance toute particulière dans un pays où l'intolérance ne se cache plus.

Face à ces difficultés, vient s'ajouter la problématique du numérique, non sans risque, notamment en ce qui concerne les archives des associations, mais des mesures sont prises pour lutter contre l'effacement de ce patrimoine. Manque d'intérêt et disparition progressive d'un patrimoine présent vont de pair. Il appartient alors aux migrants et à leur descendants de sauver leur propre patrimoine, mais entre les différentes visions du patrimoine, l'oubli, et les récits douloureux ou autocensurés, rien n'est simple. Les institutions peuvent cependant avoir un rôle et anticiper la perte de ce patrimoine, en manifestant leur attachement envers lui par l'action culturelle.

La valorisation requiert de développer de nouvelles compétences professionnelles pour fonctionner efficacement. L'attention à la population et au territoire permet à l'institution d'adapter ses actions et de s'inscrire dans le paysage culturel et patrimonial. Au vu du tissu associatif traitant de l'immigration, dans le travail social ou la culture, les possibilités de partenariat sont riches et stimulantes. Reconnus dans leur complexité individuelle, les publics peuvent aussi devenir actifs au sein de l'institution, échanger entre eux et avec l'institution. Ce sont là des démarches exigeantes, encore au stade de l'expérimentation, mais dans lesquelles ouverture, disponibilité sont centrales pour pouvoir bousculer les emplois du temps, les espaces, les habitudes professionnelles et les rapports avec l'extérieur.

La visibilité des migrants, de leur histoire, de leur mémoire mais aussi celle des institutions, dépendent des actions de valorisation. Elles permettent d'affirmer l'existence de ce patrimoine, des hommes, des traces de la rencontre des cultures. C'est communiquer sur l'appartenance à la société d'accueil et, pour les institutions, confirmer leur rôle de protecteurs du patrimoine dans sa diversité et leur

importance comme lieu de vie et de partage. C'est rendre lisible la nécessité de la connaissance, mais aussi des Droits de l'Homme, imprescriptibles et basés sur l'égalité et la fraternité. Les institutions culturelles et patrimoniales, dans leur traitement de l'immigration en tant qu'histoire, en tant que mémoire, peuvent utiliser le dialogue interculturel comme outil pour mener à bien leurs actions et pouvoir, avec leur public, écrire le récit commun, en prenant en compte les différences culturelles – d'hier et d'aujourd'hui – et les tensions qu'elles impliquent. Elles montrent l'influence des migrants à travers toute la société. Par l'attention au patrimoine et à l'immigration, ce sont toutes leurs activités qui sont travaillées : offre de services, acquisitions, rapports politiques avec la tutelle, partenariats entre concurrence et complémentarité.

Archives, bibliothèques et musées, deviennent ainsi des laboratoires de la citoyenneté et de la vie de la communauté, dépassant l'idée de nationalité, travaillant le document et son sens. Elles affirment alors le métissage de toute culture, dans la complexité du monde dont elles font partie, traductrices, tissant liens et compréhension entre les hommes, mais aussi entre elles à travers le temps et l'espace.

Bibliographie

Monographies

BENJAMIN, Walter, *Écrits français*, Paris : Gallimard, 2003, 499 p., (Folio Essais n° 418)

CHIGNIER-RIBOULON, Franck, *L'intégration des Franco-Maghrébins : L'exemple de l'est lyonnais*, Paris : L'Harmattan, 2000, 448 p.

DEVIN, Guillaume (dir.), *Les solidarités transnationales*, Paris : L'Harmattan, 2004, 210 p., (Logiques Politiques)

DORTIER, Jean-François (dir.), *Le dictionnaire des sciences sociales*, Auxerre : Sciences Humaines Éditions, 460 p, (Petite bibliothèque de Sciences Humaines)

FAIZI, Abdulmalik, MEICHLER, Frédérique, *Je peux écrire mon histoire : Itinéraire d'un jeune Afghani, de Kaboul à Mulhouse*, Mulhouse : Médiapop éditions, 2014, 195 p.

HALBWACHS, Maurice, *La mémoire collective* : éd. critique établie par Gérard Namer , Paris : Albin Michel, 1997, 295 p., (Bibliothèque de l'évolution de l'humanité, 28)

LE BRAS, Hervé, *L'invention de l'immigré*, La Tour d'Aigues : l'Aube, 2014, 144 p., (L'Aube poche essai)

MOUREN, Raphaële (dir.) , *Manuel du patrimoine en bibliothèque*, Paris : Cercle de la Librairie, 2007, 416 p., (Collection Bibliothèques)

NORA, Pierre, *Présent, nation, mémoire*, Paris : Gallimard, 2011, 420 p., (Bibliothèque des Histoires)

NORA, Pierre, ARJAKOVSKY, Antoine, *Esquisse d'ego-histoire : Suivi de L'historien, le pouvoir et le passé. Précédé de L'histoire selon Pierre Nora*, Paris : Desclée de Brouwer, 2013, 97p., (Essai Histoire)

REA, Andrea, TRIPIER, Maryse, *Sociologie de l'immigration*, Paris : La Découverte, 2008, , 120 p., (Repères)

SAÏD, Edward W. LUSTE BOULBINA, Seloua, *Dans l'ombre de l'Occident, suivi de : Les Arabes peuvent-ils parler*, Paris : Payot et Rivages, 2014, 203 p., (Petite Bibliothèque Payot, Philosophie)

SIMÉANT, Johanna, *La cause des sans-papiers*, Paris : Presses de Sciences Po, 1998, 512 p.

TODOROV, Tzvetan, *Les ennemis intimes de la démocratie*, Paris : Le livre de poche, 2014, 288 p., (Biblio Essai)

TAYLOR, Charles, Multiculturalisme. Différence et démocratie, Paris : Flammarion, 2009, 144 p., (Champs essais)

WEIL, Patrick, Liberté, égalité, discriminations : L' « identité nationale » au regard de l'histoire , Paris : Gallimard, 2009. 240 p., (Folio Histoire, 168)

Articles

ABDALLAH, Mogniss H., « La Marche pour l'égalité et contre le racisme, un événement historique ou un coup médiatique ? », Hommes et migrations, 2013, n°1304, p. 162-166, [en ligne] <<http://hommesmigrations.revues.org/2681>>, (Consulté le 15/06/2014)

AUBERT, Annie, « Pratiquer le partenariat pour participer à la vie locale : l'exemple de Blanquefort », BBF, 2000, t. 45, n°5, p. 86-88, [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/12-aubert.pdf>>, (Consulté le 19/07/2014)

BAILLON-LALANDE, Dominique, « Missions multiples et nécessaires convictions. », BBF, 2010, t. 42, n° 1, p. 35-40, [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1997-01-0035-006>>, (Consulté le 19/07/2014)

BAROU, Jacques, « Que patrimonialiser ? Pour qui et pourquoi ? » Écarts d'idées, décembre 2005, n°115, p. 4-8, [en ligne] <http://www.ecarts-identite.org/french/numero/article/art_115.html>, (Consulté le 19/07/2014)

BENCHARIF, Léla, « Les enjeux d'une reconnaissance sociale des mémoires des immigrations », Écarts d'identité, mars 2000, n°92, 3 p., [en ligne] <http://www.ecarts-identite.org/french/numero/article/art_92.html >, (Consulté le 19/07/2014)

BOUBEKER, Ahmed, « Les héritiers de la Marche peuvent-ils s'exprimer ? », Hommes et migrations, 2013, n° 1304, p. 156-161, [en ligne] <<http://hommesmigrations.revues.org/2679>>, (Consulté le 15/06/2014)

BOUZIRI, Saïd, « Association "Génériques" », Matériaux pour l'histoire de notre temps, 1991, v. 24, n°. 24. p 50-51, [en ligne] <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/mat_0769-3206_1991_num_24_1_401759>, (Consulté le 7/08/2014)

BROUAZEC, Patrick, DELOULE, Madeleine, MATRY, Luc, « Bibliothèque et citoyenneté. », BBF, 2000, t. 45, n° 5, p 62-65, [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2000-05-0062-005>>, (Consulté le 19/07/2014)

DALBIN, Geneviève, « Questions culturelles, questions de société. Regards sur la région Rhône-Alpes. », BBF, 1997, t 42, n°1, p. 18-23, [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1997-01-0018-003>>, (Consulté le 19/07/2014)

DE LA SELLE, Xavier, « Quand bibliothèque et archives font mémoire commune : L'expérience du Rize à Villeurbanne », BBF, 2010, t. 55, n°3, p. 46-49,

[en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2010-03-0046-008.pdf>>, (Consulté le 19/07/2014)

DOURY-BONNET, Juliette, « L'action culturelle en bibliothèque », BBF, 2006, n° 1, 2 p., [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2006-01-0096-004>>, (Consulté le 19/07/2014)

DUCLOS, Jean-Claude, « L'immigration au Musée Dauphinois », Écarts d'idées, 2006, n° 108, 11 p., [en ligne] <http://www.ecarts-identite.org/french/numero/article/art_108.html>, (Consulté le 19/07/2014)

DU MAZAUBRUN, Hélène, « La parole et le don », Hommes et migrations, 2012, n° 1300, p. 126-131, [en ligne] <<http://hommesmigrations.revues.org/936>>, (Consulté le 15/06/2014)

EL YAZAMI, Driss, « Sources publiques et privées de l'histoire des étrangers », BBF, t. 42, n° 3, 1997, [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/13-elyazami.pdf>>, (Consulté le 26/2/2013)

FRIGOLI, Gilles, « La mémoire de l'immigration comme politique sociale? », Recherches sociologiques et anthropologiques, 2010, n°41-1 p. 143-156, [en ligne] <<http://rsa.revues.org/195>>, (Consulté le 19/07/2014)

GARÇON, Anne-Françoise, Le Patrimoine, antidote ou disparition?, Blog : monclioblog, mis en ligne le 1 janvier 2009, [en ligne] <<http://monclioblog.blogspot.fr/2009/01/le-patrimoine-antidote-de-la.html>>, (Consulté le 01/07/2014)

GIAPPICONI, Thierry, « Observatoire des politiques culturelles : L'évaluation au service des politiques culturelles locales : éléments pour la réflexion et l'action », BBF, mai 1995, n°3, 3 p., [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1995-03-0100-009>>, (Consulté le 19/07/2014)

GROGNET, Fabrice, « La "mémoire de papier" d'Henri Béguin : Témoin et acteur de l'histoire de l'immigration en France », Hommes et migrations, 2011/2, n°1290, p. 128-130, [en ligne] <<http://hommesmigrations.revues.org/756>>, (Consulté le 14/07/2014)

GROGNET, Fabrice, « Objets de musée, n'avez-vous donc qu'une vie ? », Gradhiva, n° 2, 2005, p. 2-21, [en ligne] <<http://gradhiva.revues.org/pdf/473>>, (Consulté le 1/08/2014)

GROGNET, Fabrice, « Une mémoire "gommée" en héritage », Hommes et migrations, 2011, 1293, p. 120-124, [en ligne] <http://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=HOMI_1293_0120> (Consulté le 13/08/2014)

GROUSSON, Pierre, et al., « Les déboires d'un mariage à ambitions raisonnables : La participation des habitants dans la Politique de la ville », Écarts d'identité, 2011, n° 119, p 4-11, [en ligne] <http://www.ecarts-identite.org/french/numero/article/art_119.pdf>, (Consulté le 18/07/2014)

GRUSON, Luc, « Un musée peut-il changer les représentations sur l'immigration ? - Retour sur les enjeux de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration et sur son occupation par les sans-papiers », Hommes et migrations, septembre - octobre 2011, n° 1293, [en ligne] <http://www.cairn.info/zen.php?ID_ARTICLE=HOMI_1293_0012>, (Consulté le 17/06/2014)

HAIJAT, Abdellali, « Retour sur la Marche pour l'égalité et contre le racisme », Hommes et migrations, 2013, n° 1304, p 151-155, [en ligne] <<http://hommesmigrations.revues.org/2677> >, (Consulté le 15/06/2014)

HATZFELD, Hélène, et al., « L'Interculturel en actes », Culture et recherche, 2013, n°128, [en ligne]<http://www.culturecommunication.gouv.fr/content/download/74347/567248/file/CR128_Internet_v2.pdf>, (Consulté le 12/11/2013)

HEINICH, Nathalie, « Introduction : L'inflation patrimoniale », Terrain [revue électronique], article mis en ligne octobre 2009, p. 15-39, [en ligne] <http://www.lcdpu.fr/resources/download.cfm?GCOI=27000100056990&thefile=Intro_fabrique_du_patrimoine>, (Consulté le 20/08/2014)

JACQUOT, Sébastien, « Veschambre (V.) – Traces et mémoires urbaines, enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la destruction », Norois , 2008/4, n° 209, p.181-183, [en ligne] <<http://norois.revues.org/2662>>, (Consulté le 3/08/2014)

JEANNIN, Richard, NAJMI, Mustapha, « ARALIS, : une démarche de patrimonialisation », Écarts d'identité, n° 115, 2009, p. 38-40, [en ligne] <http://www.revues-plurielles.org/_uploads/pdf/6/115/ei_115_najmi_jeannin.pdf>, (Consulté le 18/07/2014)

LANDEL, Pierre-Antoine, SENIL, Nicolas, « Patrimoine et territoire, les nouvelles ressources du développement », Développement durable et territoires, 2009, dossier n°12, 15 p., [en ligne] <<http://developpementdurable.revues.org/pdf/7563>>, (Consulté le 30/07/2014)

LAFONT-COUTURIER, Hélène, La Cité nationale de l'histoire de l'immigration : Présentation, [CNHI/Génériques], 2008 ca, 6 p., [en ligne] <http://www.generiques.org/wp-content/uploads/old-images/pdf/CNHI.pdf>>, (Consulté le 19/07/2014)

LAFONT-COUTURIER, Hélène, « Les coulisses d'une collection en formation », Hommes et migrations, mai-juin 2007, n°1257, p. 8-15, [en ligne] <http://www.hommes-et-migrations.fr/docannexe/file/4787/8_15_1267.pdf>, (Consulté le 28/04/2013)

LAVABRE, Marie-Claire, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », Critique internationale, 2000, vol. 7, p. 48-57, [en ligne] http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/criti_1290-7839_2000_num_7_1_1560>, (Consulté le 19/07/2014)

LE VAN HO, Mireille, « Les Sources de l'histoire de l'immigration en France dans les fonds de la BDIC. », Génériques/Matériaux pour l'histoire de notre temps, n° hors-série électronique, [s.d.], 15 p., [en ligne] <<http://www.generiques.org/wp-content/uploads/old-images/pdf/BDIC-France.pdf>>, (Consulté le 7/08/2014)

LUCAS, Jean-Michel, Le projet émancipateur de l'Éducation populaire au risque de l'universalité des droits humains, Centre d'information et de ressources pour les musiques actuelles IRMA, [2012], 23 p, [en ligne] <<http://www.cricnord.com/uploads/library/documents/5091b6dd8de68.pdf>>, (Consulté le 30/06/2014)

LUCAS, Jean-Michel, L'idée de reconnaissance : un cadre théorique, Centre d'information et de ressources pour les musiques actuelles IRMA, novembre 2013, 5 p., [en ligne] <http://www.irma.asso.fr/IMG/pdf/note_sur_la_reconnaissance_v6decembre_2013.pdf>, (Consulté le 30/06/2014)

LUCAS, Jean-Michel, Pour repenser les enjeux culturels publics, Centre d'information et de ressources pour les musiques actuelles IRMA, Octobre 2013, 3 p., [en ligne] <<http://www.irma.asso.fr/IMG/pdf/oct13.pdf>>, (Consulté le 30/06/2014)

MATHIEU, Lilian, « Les ressorts sociaux de l'indignation militante : L'engagement au sein d'un collectif départemental du Réseau éducation sans frontière », Sociologie, 2010, vol 1, n°3, p 303-318, [en ligne] <<http://www.cairn.info/revue-sociologie-2010-3-page-303.htm>>, (Consulté le 19/07/2014)

MELOT, Michel, « Qu'est-ce qu'un objet patrimonial? », BBF, juin 2004, t. 49, n° 5, p. 5-10, [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2004-05-0005-001>>, (Consulté le 20/08/2014)

MOULINIER, Pierre, « Archives, Bibliothèques, Musées : Un regard différent des élus locaux. », BBF, 1994, t. 39, n° 5, p. 16-23, [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1994-05-0016-002>>, (Consulté le 26/07/2014)

NOIRIEL, Gérard, « Histoire de l'immigration en France : état des lieux, perspectives d'avenir », Hommes et migrations, Mai-juin 2005, n° 1255, p. 38-48, [en ligne] <http://www.hommes-et-migrations.fr/docannexe/file/1254/dossier_1255_38_48.pdf>, (Consulté le 27/07/2014)

NOIRIEL, Gérard, « L'immigration en France, une histoire en friche », Annales. Économies, Sociétés, Civilisations. 1986, 41^e année, n°. 4, pp. 751-769, [en ligne] <<http://www.youscribe.com/catalogue/presse-et-revues/savoirs/sciences-humaines-et-sociales/l-immigration-en-france-une-histoire-en-friche-article-n-4-vol-1056799>> (Consulté le 27/06/2014)

OFPPRA, 90 ans d'archives de l'asile s'ouvrent à la recherche 1924-2014, Ofppra, 2014, 8.p, [en ligne], <http://www.ofppra.gouv.fr/documents/Brochure_MHEA_04_web.pdf>, (Consulté le 10/08/2014)

PEIGNET, Dominique, « La bibliothèque peut-elle survivre à ses consommateurs? », BBF, 2005, t. 50, n°1, p 38-45, [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2005-01-0038-009>>, (Consulté le 15/08/2014)

POINSOT, Marie, « Ni muséification, ni ghettoïsation de l'immigration », Hommes et migrations, 2011, n° 1293, p. 1-2, [en ligne] <http://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=HOMI_1293_0001>, (Consulté le 30/07/2014)

POIROT, Albert, « Les archives dans les bibliothèques : Logiques de service ou accidents de parcours ? », BBF, 2000, t. 46, n° 2, p 4-14, [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2001-02-0004-001>>, (Consulté le 23/07/2014)

POISSENOT, Claude, « Publics des animations et images des bibliothèques. », BBF, 2011, t. 56, n°5, p 87-92, [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2011-05-0087-002>>, (Consulté le 19/07/2014)

ROSELLI, Mariangela, « La bibliothèque dans les quartiers défavorisés : Un espace de requalification individuelle », BBF, 2003, t. 48, n°6, p.74-80, [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/12-roselli.pdf>>, (Consulté le 26/02/2013)

SOUISSI, Wicem, « Générations : Un siècle d'histoire culturelle des Maghrébins en France », Hommes et migrations, 2009, n°1281, p. 189-194, [en ligne] <<http://hommesmigrations.revues.org/pdf/411>>, (Consulté le 17/08/2014)

STEVENS, Keith R., « Les bibliothèques ne sont pas uniquement des lieux de lecture », BBF, 2000, t. 45, n° 5, p. 53-61, [en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2000-05-0053-004>>, Consulté le 19/07/2014)

VANDERLICK, Benjamin, « Les institutions culturelles face aux histoires et aux mémoires d'immigration : Vingt-cinq ans d'expériences en Rhône-Alpes », Hommes et migrations, 2011, n°1293, p. 86-95, [en ligne] <<http://www.cairn.info/revue-hommes-et-migrations-2011-5-page-86.htm>> (Consulté le 13/08/2014)

VEGLIA, Patrick, FOLLIET, Delphine, « Le Guide des sources sur l'histoire des étrangers en France » Genèse et perspectives (archives) », ENS Cachan/ Terrains et travaux, n°7, 2004/2, p. 186-193, [en ligne] <<http://www.cairn.info/revue-terrains-et-travaux-2004-2-page-186.htm>>, (Consulté le 5/07/2013)

VIDELIER, Philippe, « Repentance et militants de la mémoire », Écarts d'identité, 2007, n° 111, p 11-14, [en ligne] <http://www.ecarts-identite.org/french/numero/article/art_111.html>, (Consulté le 19/07/2014)

VIET, Vincent, « Musée et histoire de l'immigration, un enjeu pour toutes les nations », Hommes et migrations, Mai-juin 2005, n° 1255, p. 72-78, [en ligne] <http://www.hommes-et-migrations.fr/docannexe/file/1258/dossier_1255_72_78.pdf> (Consulté le 27/07/2014)

VIGNOTTO, « Elena. Dossier : Les objets Aralis. Et le troisième principe de la muséographie. » Hommes et migrations, 2007, n° 1267, p 38-42, [en ligne] <http://www.hommes-et-migrations.fr/docannexe/file/4792/38_42_1267.pdf>, (Consulté le 18/07/2014)

Rapports

ARALIS, Rapport d'activité 2013 : assemblée générale du 10 avril 2014, Lyon ; Association Rhône-Alpes pour le logement et l'insertion, 2014, 36 p., [en ligne] <http://www.aralis.org/qui_sommes_nous/RA2012.pdf>, (Consulté le 18/07/2014)

ARNOULT, Jean-Marie, Exercice de contrôle de l'État sur les collections patrimoniales des bibliothèques publiques, Inspection générale des bibliothèques (Inspections générales), 1999, 3 p., [en ligne] <<http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/90-l-exercice-de-contrôle-de-l-etat-sur-les-collections-patrimoniales-des-bibliothèques-publiques.pdf>>, (Consulté le 19/2014)

BELBAH, Mustapha, LAACHER, Smaïn, Immigration, politiques et usages de la mémoire : Étude réalisée dans le cadre de l'action 1 du projet EQUAL « Former des médiateurs de la mémoire pour lutter contre les discriminations », FASILD/Génériques, 2005, 25 p., [en ligne] <http://www.generiques.org/wp-content/uploads/2008/01/immigration_politiques_usages_memoire.pdf>, (Consulté le 19/07/2014)

CNHI, IPAPIC, Séminaire national du 26 avril 2012 à Bordeaux : Collecter des témoignages ou récits de l'immigration : nouveaux fournisseurs, nouveaux usages, nouvelles compréhensions?, Ipapic, 2013, 75 p., [en ligne] <http://www.ipapic.eu/IMG/pdf/GIS_CNHI_Bordeaux-2-3.pdf>, (Consulté le 29/07/2014)

COMMISSION D'ACCÈS AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS, Les nouveaux délais de communication des archives publiques, [Ordonnance du 29 avril 2009, publié au Journal officiel le 30 avril 2009], [Juillet 2008], 1 p., [en ligne] <<http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/static/1556>>, (Consulté le 7/08/2014)

CONSEIL SUPÉRIEUR DES BIBLIOTHÈQUES, Charte des bibliothèques : « Extrait du Rapport du président pour l'année 1991 », [en ligne], [Paris] : l'Association du Conseil supérieur des bibliothèques, 1991, 6 p. [en ligne] <<http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/1096-charte-des-bibliothèques.pdf>>, (Consulté le 19/07/2014)

EL YAZAMI, Driss, SCHWARTZ, Rémy, et al., Rapport : Pour la création d'un centre national de l'histoire et des cultures de l'immigration, Remis au

Premier ministre le 22 novembre 2001, Paris : Mission de réflexion sur la création d'un lieu culturel dédié à l'histoire et au rôle de l'immigration en France, 2001, 82 p., [en ligne] <http://www.generiques.org/wp-content/uploads/old-images/pdf/Migrance_19.pdf>, (Consulté le 29/04/2013)

GAUTIER-GENTÈS, Jean-Luc, Rapport annuel : Le contrôle de l'État sur le patrimoine des bibliothèques des collectivités et des établissements publics, , Paris : Inspection générale des bibliothèques 1997, 12 p., [en ligne] <<http://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/38/7/20387.pdf>>, (Consulté le 19//2014)

GLASSON DESCHAUMES, Ghislaine, Institutions patrimoniales et pratiques interculturelles - jalons pour un état des lieux, Le département de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la technologie (DREST), 2010, 46 p. [en ligne] <http://www.ipapic.eu/IMG/pdf/DREST_note_2_etat_des_lieux_des_connaissances.pdf>, (Consulté le 12/11/2013)

GROUPE DE FRIBOURG, Les droits culturels : déclaration de Fribourg, Institut interdisciplinaire d'éthique et des droits de l'homme de l'Université de Fribourg (CH), 2007, 12 p., [en ligne] <<http://droitsculturels.org/ressources/wp-content/uploads/sites/2/2012/07/DeclarationFribourg.pdf>>, (Consulté le 29/07/2014)

HATZFELD, Hélène, Dialogue interculturel dans les institutions patrimoniales (musées, archives, bibliothèques) : Compte rendu du séminaire Chambéry et Villeurbanne, 30 juin au 2 juillet 2010, Paris : Ministère de la Culture et de la Communication, 2011, 32 p. [en ligne] <http://www.culturecommunication.gouv.fr/content/download/58275/450402/file/Seminaire_Chambéry_Villeurbanne_juil2010.pdf>, (Consulté le 12/11/2013)

ICOM, Code de déontologie de l'ICOM pour les musées, Paris : Unesco-Icom, janvier 2006, [en ligne] <http://archives.icom.museum/ethics_fr.html>, (Consulté le 26/07/2014)

ICA, Statuts tels qu'approuvés par l'AGM 2012, Brisbane 24/08/2012, Paris : Conseil international des Archives ICA, décembre 2012, 15 p., [en ligne] <<http://www.ica.org/download.php?id=2676>>, (Consulté le 26/07/2014)

IPAPIC, Compte rendu du séminaire ouvert : « Ce que les associations font au patrimoine », [Ipapic], [2012], 4 p., [en ligne] <http://www.ipapic.eu/IMG/pdf/Ce_que_les_associations_font_au_patrimoine.pdf>, (Consulté le 29/07/2014)

IPAPIC, Institutions patrimoniales et pratiques interculturelles. L'interculturel, une dimension incontournable du patrimoine ? Regards croisés, Compte rendu de la rencontre publique du 7 septembre 2011 au ministère de la Culture et de la Communication, 2011, 11 p., [en ligne] <http://www.ipapic.eu/IMG/pdf/GIS_Ipapic_7_septembre_2011_Table_ronde_Final-2.pdf>, (Consulté le 12/11/2013)

MISSION DE COOPÉRATION CULTURELLE, Charte de coopération culturelle des institutions lyonnaises 2012-2015, Direction des affaires culturelles de la Ville de Lyon, mars 2013, 74 p., [en ligne] <<http://www.polville.lyon.fr/static/polville/contenu/Culture/Charte/CHARTE%20%203%20HD.pdf>>, (Consulté le 26/07/2014)

MISSION DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE, Compte-rendu du séminaire : Dialogue interculturel dans les institutions patrimoniales, Paris : Ministère de la Culture et de la Communication MCC, 2008-2009, 164 p., [en ligne] <http://www.culturecommunication.gouv.fr/content/download/59292/457343/file/Seminaire%202008_2009.pdf>, (Consulté le 1/08/2014)

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DES ARCHIVES DE FRANCE, CIOSI, Laure, Étude sur la politique des publics et ses partenariats fonctionnels dans le réseau des archives municipales, départementales et régionales en France métropolitaine, Paris : 2013, 55 p., [en ligne] <<http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/static/7087>>, (Consulté le 19/07/2014)

TUOT, Thierry, Rapport au Premier ministre sur la refondation des politiques d'intégration : La grande Nation pour une Société inclusive, Paris : La documentation française, février 2013, 100 p., [en ligne], <<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000099/0000.pdf>>, (Consulté le 15/08/2014)

UNESCO, Charte sur la conservation du patrimoine numérique, Paris : Unesco, 2003. 5 p., [en ligne] <http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=17721&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html>, (Consulté le 19/07/2014)

UNESCO, Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, Paris : Unesco, 2003, 14 p., [en ligne] <<http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001325/132540f.pdf>>, (Consulté le 20/07/2014)

UNESCO, Déclaration universelle sur les Archives, [en ligne], Unesco-Conseil international des Archives, 2010, 1 p., [en ligne] <<http://www.ica.org/download.php?id=2408>>, (Consulté le 26/07/2014)

UNESCO, Déclaration universelle sur les Archives, Unesco-Conseil international des Archives, 2010, 1 p., [en ligne] <<http://www.ica.org/download.php?id=2408>>, (Consulté le 26/07/2014)

UNESCO, Manifeste de l'UNESCO sur la bibliothèque publique, Unesco/Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques IFLA, 2000, 3 p., [en ligne] <http://www.unesco.org/webworld/libraries/manifestos/libraman_fr.html>, (Consulté le 19/07/2014)

Mémoires

BOUQUIN, Hélène, *Les langues dites « d'immigration » dans les bibliothèques municipales françaises*, Mémoire d'étude : Diplôme de conservateur de bibliothèque, Lyon : ENSSIB, 2001, 104 p., [en ligne] < <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/823-les-langues-dites-d-immigration-dans-les-bibliotheques-municipales-francaises.pdf> >, (Consulté le 29/04/2013)

BUFFET, Marie-Hélène, *Culture, actions culturelles et intégration en France des populations immigrées et de leurs enfants*, DESS en ingénierie documentaire, Rapport de recherche bibliographique, Lyon : ENSSIB Université Claude Bernard Lyon I, 2001, 52 p., [en ligne] <<http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/694-culture-actions-culturelles-et-integration-en-france-des-immigres-et-de-leurs-enfants.pdf>> (Consulté le 29/04/2013)

CHATELLIER, Lisa, *Les bibliothèques publiques européennes face à l'immigration : regards croisés et perspectives. Mémoire de Master en sciences humaines et sociales*, Lyon : Enssib, 2013, 106 p., [en ligne] < <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/64024-les-bibliotheques-publiques-europeennes-face-a-l-immigration-regards-croises-et-perspectives.pdf> >, (Consulté le 27 /07/2014)

CRABBE, Noémie, *Enjeux et missions de la bibliothèque à l'interculturel*, Mémoire d'étude, Diplôme national de master en sciences humaines et sociales, Lyon : ENSSIB, Juin 2011, 113 p., [en ligne] <<http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/56766-enjeux-et-missions-de-la-bibliotheque-a-l-interculturel.pdf>>, (Consulté le 26/2/2013)

DUMAINE, Mathilde, *La « bibliothèque vivante »*, Master Politique des Bibliothèques et de la Documentation, Lyon : ENSSIB, juin 2014, 84 p.

SALANOUVE, Florence, *Diversité culturelle en bibliothèques*, Mémoire d'étude, Diplôme de conservateur de bibliothèque, Lyon : ENSSIB, janvier 2011, 68 p., [en ligne] <<http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/49226-diversite-culturelle-en-bibliotheques-publiques-enjeux-impenses-perspectives.pdf>>, (Consulté le 19/07/2014)

Annexes

ANNEXE 1: GUIDE DU DÉTENTEUR D'ARCHIVES DE L'IMMIGRATION EN RHÔNE-ALPES.

TRACES EN RHÔNE-ALPES

Créée en 2000 par ARALIS (Association Rhône-Alpes pour le logement et l'insertion sociale), la biennale Traces en Rhône-Alpes, forum régional des mémoires d'immigrés a rassemblé depuis sa création des partenaires associatifs et institutionnels engagés dans la réflexion et la production d'un travail sur les mémoires et l'histoire de l'immigration. La démarche Traces vise à faire reconnaître dans l'espace public, les traces, matérielles et immatérielles, de l'Autre comme autant de témoignages légitimes de la diversité des migrations qui ont façonné le peuplement et l'histoire de la région. Cette inscription de la richesse des expériences sociales

des immigrés, comme de leurs héritiers, dans le fil de l'histoire collective, associe les populations concernées.

La démarche Traces a trouvé son point d'orgue avec la création d'éditions successives du forum régional des mémoires d'immigrés. Ces forums offrent sur l'ensemble de la région Rhône-Alpes une scène de débat public mais aussi une scène d'expression artistique et culturelle qui vise à faire évoluer le regard et les imaginaires sur l'immigration, tout en s'inscrivant résolument dans des catégories de pensée et d'action du mouvement et du devenir.

Contact Traces-Aralis
Tél : 04 78 42 12 98 / 04 78 42 90 69
Site internet : www.traces-aralis.org
Email : traces@aralis.org

Présidente : Michèle Dactin
Directeur Général : Pierre Henri Suatton
Chef du projet : Mustapha Najmi
Chargé de mission : Benjamin Vandertick

GUIDE

À L'USAGE DES DÉTENTEURS d'archives de l'immigration en RHÔNE-ALPES

Ce guide a été réalisé en 2008 avec la collaboration de services d'archives de la région Rhône-Alpes.

COMITÉ DE PILOTAGE :

- Archives départementales de l'Ain : Florence Beaume, Carine Renoux
- Archives départementales du Rhône : Benoît Van Reeth, Julien Mathieu, Laetitia Olivier
- Archives municipales de Lyon : Anne-Catherine Marin, Tristan Vuillet
- Archives municipales de Villeurbanne : Xavier de la Selve
- Archives municipales de Saint-Etienne : Samuel Bouteille
- Archives municipales de Saint-Etienne : Corinne Porte







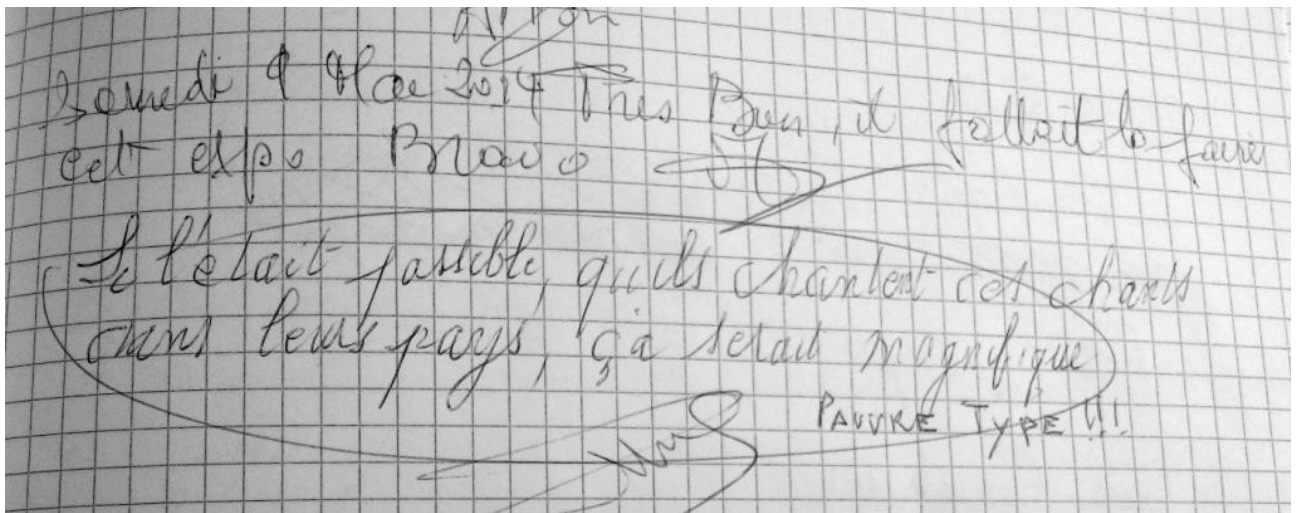
ANNEXE 2 : TRANSCRIPTION D'UNE SÉLECTION DE COMMENTAIRES ISSUS DE LIVRES D'OR

Place du Pont Production, exposition des AML et du CMTRA. Avril à juillet 2014.

Très bon, il fallait le faire cet expo Bravo

Si l'était possible qu'ils chantent ces chants dans leurs pays, ça serait magnifique.

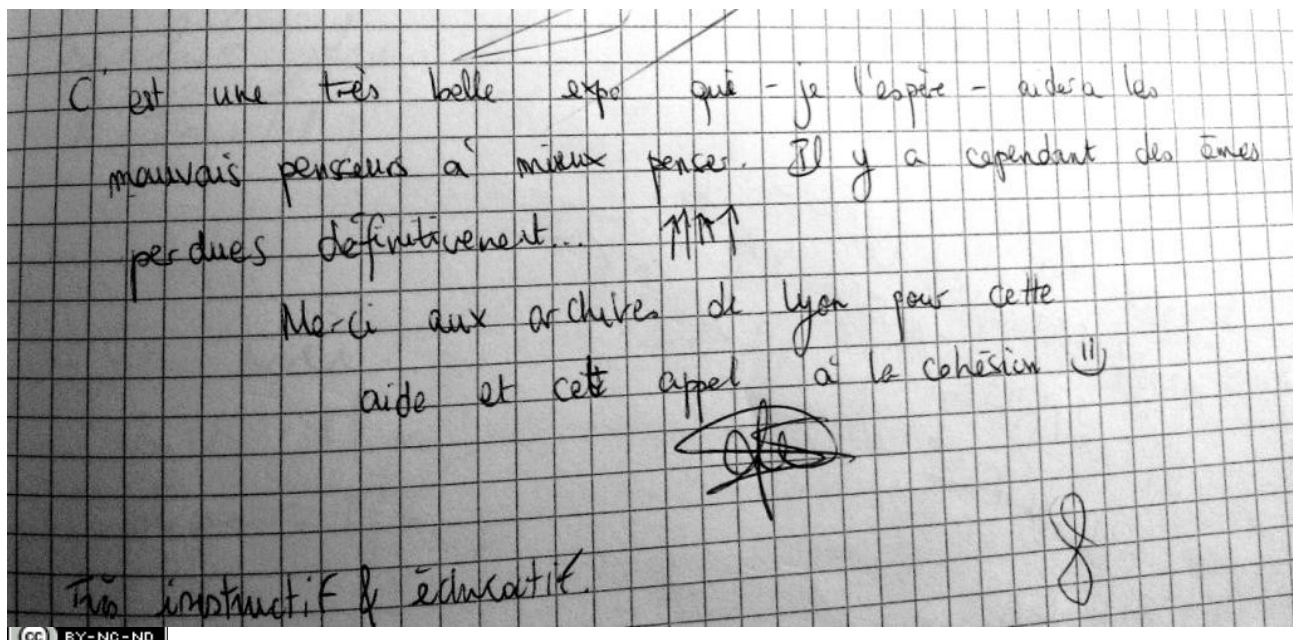
↑ PAUVRE TYPE !!!



C'est une très belle expo que – je l'espère aidera les mauvais penseurs à mieux penser. Il y a cependant des âmes perdues définitivement.

Merci aux archives de lyon pour cette aide et cet appel à la cohésion...

Très instructif et éducatif.



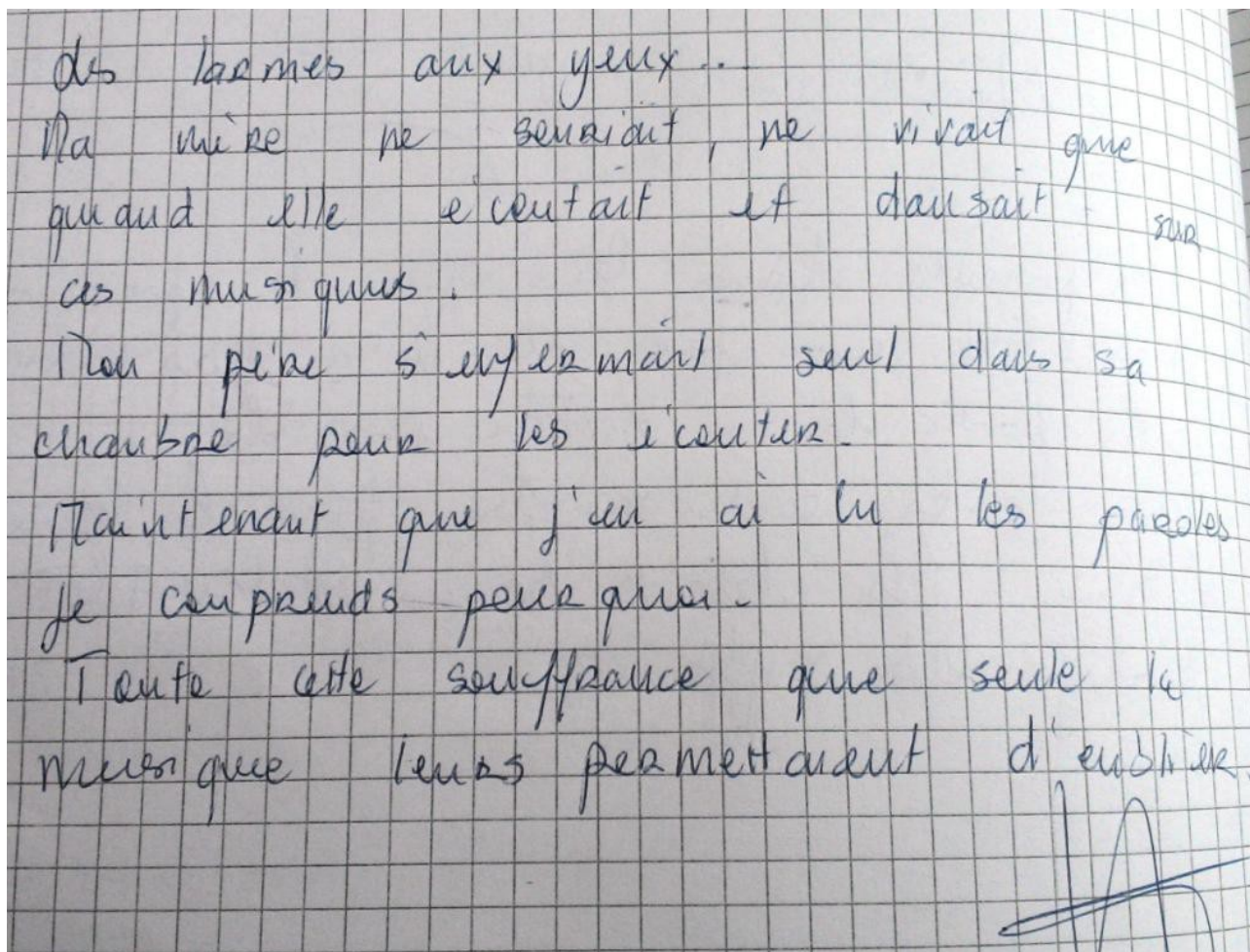
Des larmes aux yeux...

Ma mère ne souriait, ne vivait que quand elle écoutait et dansait sur ces musiques.

Mon père s'enfermait seul dans sa chambre pour les écouter.

Maintenant que j'en ai lu les paroles je comprends pourquoi.

Toute cette souffrance que seule la musique leurs permettaient d'oublier.



Exposition Lyon l'Italienne, AML. Avril à décembre 2014

Manque de cartouches pour comprendre certaines photos.

Éclairage aléatoire sur certains objets. 23.4.14

Documents difficiles à lire, cependant on sent dans cette exposition la volonté de faire comprendre. Un bout d'histoire que je reconstitue (grand parents paternels italiens) Le 23/04/14

Range des cartouches pour composer certain photos,
 Eclairage adéquate sur certains objets. 23/04/14
 Documents de l'écrit à lire, cependant on sent dans cette
 exposition la volonté de faire comprendre. De 23/04/14
 Un bout d'histoire que je recon-
 struis. [grands parents paternels italiens]

Bon travail !

Mais il faudrait changer la place des cartels du drapeau italien et ajouter
 quelques explications. Bernard 23/04

Bon travail
 Mais il faudrait changer la place des cartels du drapeau
 italien et ajouter quelques explications. Bernard
 23/4

La mostra é stata per me un' ottima possibilità di esplorare il mio passato.
 Francisco (Italy)

PROFONDO LEGAME
 POSSIBILITA' DI ESPORARE IL MIO PASSATO E' STATA PER ME UN'OTTIMA
 Francisco [Italy]

J'ai eut le plaisir et la joie de retrouver à l'exposition une photo de ma mère
 prise dans les années 1930 à l'usine Maréchal de St-Priest. (cette photo a été remise
 par la famille Alosio de St-Priest et je l'en remercie vivement.

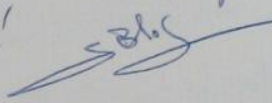
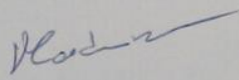
D'Autre par je remercie vivement l'accueil de l'expo, qui m'a même fait une
 copie de cette photo.

Merci encore ...

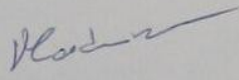
Cordialement Raymond Martin.

J'ai eut le plaisir et la joie de retrouver
à l'exposition. une photo de ma mère
prise dans les Années 1930 à l'usine Masechal
à St Priest. (cette photo a été remise par la Famille
Alosio de St Priest et je l'en remercie vivement.
d'Autre par je remercie vivement l'accueil de
l'expo. qui m'a même fait une photocopie de
cette photo. Merci encore...
Cordialement. Raymond MARTIN

Magnifique réalisation bien faite et exhaustive et d'une grande lisibilité, fort intéressante pour le Lyonnais de souche « non-italienne ».

Magnifique réalisation bien exhaustive et d'une
grande lisibilité. fort intéressante pour les lyonnais
de souche "non-italienne"! 
En étant italienne j'ai pu voir quelque chose d'émouvant
Très bien fait! 

En étant italien, j'ai pu voir quelque chose de très émouvant.
Très bien fait

En étant italienne j'ai pu voir quelque chose d'émouvant
Très bien fait! 

Très belle expo, très beau voyage dans la mémoire collective. merci

très belle expo, très beau voyage dans la
mémoire collective ... merci !

